

Opusculum n. 14 de l'Admin. des Fin.

4

DE L'ADMINISTRATION

DES

FINANCES

DE

L'ANGLETERRE.

Par *SIR FRANCIS D'IVERNOIS.*

A LONDRES:

DE L'IMPRIMERIE DE W. ET C. SPILSBURY.

1796.

NOTATION

TABLE

Av.

Expo
orig
me.

Tbéor
tag
dir

Systém
tou
rec
com
des

Table
gla
par
M.

De la
pa

TABLE DES CHAPITRES.

AVERTISSEMENT de l'Auteur.

CHAPITRE I.

Exposé historique de la Dette Anglaise, de son origine, de ses progrès, & des deux caisses d'amortissement.

CHAPITRE II.

Théorie des Dettes publiques—inconvéniens & avantages particuliers à la Dette Anglaise—opinions diverses des écrivains sur ce sujet.

CHAPITRE III.

Système des impôts en Angleterre—développement de toutes les contributions des peuples—tableau des recettes de la trésorerie—fraix de recouvrement—comparaison des impôts du peuple Anglais avec ceux des principaux peuples de l'Europe.

CHAPITRE IV.

Tableau des dépenses ordinaires du Gouvernement Anglais, & de ses moyens particuliers d'économie—comparaison de ses dépenses avec celles des principales Monarchies de l'Europe.

CHAPITRE V.

De la Compagnie de la Banque de Londres & de son papier-monnaie—des Banques Provinciales.

CHAPITRE I.

Exposé historique de la Dette Anglaise, de son origine, de ses progrès, & des deux caisses d'amortissement.

JE diviserai cet exposé en trois époques.

Dans la première, je prendrai la dette Anglaise depuis sa naissance, jusqu'à la fin du règne de George I, dont les Ministres, par de sages mesures, & à l'aide d'un fonds d'amortissement, réussirent à réduire considérablement les intérêts de la dette.

Dans la seconde, j'expliquerai comment ce fonds fut détourné de son emploi, & je suivrai les progrès rapides de la dette & des taxes, jusqu'à la fin de la Guerre d'Amérique.

La troisième embrassera l'Administration & les opérations financières de Mr. Pitt depuis l'année 1784.

I ÉPOQUE.

.
. ,

A V E R T I S S E M E N T

D E

L' A U T E U R.

Londres, ce

I L y a environ une année que j'essayai de faire connaître aux étrangers la marche habituelle & pratique de la Constitution de ce pays. Je me propose aujourd'hui de développer les progrès de sa dette nationale, sa structure, son mécanisme, & les principaux ressorts du crédit qui fait mouvoir ses finances.

Je suis de jour en jour plus convaincu que les trois dernières guerres ont dû principalement leur origine aux fausses notions des Français sur la nature de la dette & des ressources de l'Empire Britannique. Ces fausses notions avaient prolongé la guerre de 1757, & ce sont elles sur-tout qui suscitèrent celle de 1778. On saura un jour comment le Cabinet de Versailles s'y laissa follement entraîner par les tableaux mensongers de quelques Américains qui lui persuadèrent que le crédit de l'Angleterre était épuisé, qu'il suffirait de la mettre dans la nécessité d'y recourir encore pour en dissiper le prestige, & pour la priver à jamais des moyens de force qu'elle y avait trouvés jusqu'alors. A les en croire, rien n'était même plus aisé que de faire sauter la Banque de Londres, & de renverser de fond en comble avec

elle l'échafaudage de ressources militaires, qui toutes, disaient-ils, tenaient à un crédit artificiel. Personne n'ignore que bien que cet espoir chimérique fut alors déçu, il a influé plus qu'aucun autre dans les motifs qui déterminèrent le parti de la Gironde à précipiter, en 1793, la dernière rupture ; & l'on voit aujourd'hui comment ses successeurs, pour prolonger cette guerre déplorable, excitent le malheureux peuple Français à la persévérance & à la résignation, en l'assurant que la banqueroute de ses rivaux est inévitable, & qu'ils sont menacés d'un coup mortel.

Comment s'étonner, si le Directoire de la République Française réussit à propager cette funeste illusion ? Graces à l'extrême indifférence de ce pays-ci sur les préjugés même hostiles des autres peuples, aucun Français, s'il ignore la langue Anglaise, ne peut trouver dans la sienne un seul ouvrage élémentaire ou digne de foi sur les finances de l'Empire Britannique. Et ce serait s'abuser de croire que la traduction des Débats Parlementaires y supplée ; car tout ce qui y tient à la reddition des comptes, a une phraseologie particulière, que le plus souvent les traducteurs eux-mêmes n'entendent point, & qui rend leurs tableaux incompréhensibles au lecteur,

J'ai pensé qu'un ouvrage sur les finances de l'Angleterre, analogue à celui de M. Necker sur les finances de la France, s'il était écrit avec clarté, & s'il avait ces caractères d'exactitude & de candeur qui inspirent la confiance, aiderait à dissiper une foule

de
fant
leur
rait,
dign
m'an
trava

PI
de l
perm
me f
me d
parler
cessité
discut
cette
la cal
de dou
détrui
l'auteu
fuis au
écrit so
je leur
trumem
avilir

(1) V
tique &
(2) V
Pan, pub
(3) V
tion le 3

de préjugés également nuisibles aux deux plus puissantes nations de l'Europe, & par cela même à tous leurs alliés. Je me suis également flatté qu'il pourrait, à bien des égards, leur offrir plus d'un modèle digne de leur sérieuse attention. Tel est le but qui m'animait, tel est l'espoir qui m'a soutenu dans un travail si aride.

Plus j'attache de prix à le réaliser, plus j'ai besoin de la confiance de mes lecteurs; & moins il m'est permis de me taire ici sur certaines considérations qui me sont purement personnelles. Ce n'est pas que je me dissimule combien il est difficile à tout écrivain de parler de lui, & qu'il ne faut pas moins qu'une nécessité absolue pour se mêler ainsi soi-même à une discussion d'intérêt général: mais je me trouve dans cette position qui fait un devoir d'aller au-devant de la calomnie pour la défarmer; car il m'est impossible de douter qu'elle se saisira de ce nouvel écrit, pour en détruire l'effet, en s'attachant encore à en noircir l'auteur. On ne manquera pas de répéter que je suis *aux gages de la trésorerie Anglaise* (1); que je l'ai écrit *sous la dictée des Ministres Britanniques* (2); que je leur ai *vendu ma plume*; & que j'en ai *fait un instrument de parti*, depuis qu'ils m'ont *pensionné pour avilir les assignats* (3). Bien des gens ajouteront

(1) Voyez N° 52, p. 48, de la *Décade Philosophique, Politique & Littéraire*, publiée à Paris en Septembre 1791.

(2) Voyez, p. xlv, *Correspondance Politique*, par M. Mallet du Pan, publiée en Suisse, en 1796.

(3) Voyez le *Rapport du Comité des Finances* fait à la Convention le 30 Juin, 1795.

peut-être, que s'il eût été en mon pouvoir de me disculper, je n'aurais point affecté de la plus froide indifférence, depuis près d'une année que certains papiers publics me prodiguent les épithètes d'*écrivain soudoyé*, & que ces épithètes se trouvent répétées avec amplification dans tous les journaux du Continent qui les traduisent.

Je les ai trop long-temps méprisées sans doute ; & déterminé comme je le suis, à rompre enfin le silence, je dois commencer par rendre compte de la pension que je tiens du Gouvernement Britannique. Elle me fut assurée il y a neuf ans comme une indemnité pour les fraix que j'avais faits en Irlande, en y travaillant à l'établissement d'une Colonie de Genevois persécutés par la France. J'ai publié le récit des circonstances imprévues qui firent échouer cet intéressant projet (1). Il ne me reste rien à y ajouter, si ce n'est que le Ministre Anglais, informé que j'avais consacré à cette poursuite près de deux années de soins, & que je n'avais point été remboursé de mes dépenses, m'offrit en 1787, le choix d'un rembour s effectif, ou d'une pension égale à celle qu'avait reçu trois ans auparavant, & pour le même objet, le collègue qui m'avait été associé dans cette négociation. Dès que j'eus exprimé le désir de recevoir la même espèce d'indemnité qu'avait obtenue ce collègue, le Ministre donna des ordres à cet effet ; & lorsque je voulus l'en

(1) *Tableau Historique & Politique des Révolutions de Genève*, Vol. II. p. 147.

remercier, il me dit qu'un acte de justice n'était point une faveur, & qu'il ne m'avait fait cette offre que parce qu'il avait jugé qu'elle m'était due.

Si c'est-là une faveur pécuniaire, c'est du moins la seule que j'aie jamais reçue, soit du Gouvernement Britannique, soit d'aucun autre. Telle est l'origine de cette pension que je considère, depuis neuf ans, comme ma propriété, & que la Convention Française a citée en preuve que *Mr. Pitt m'avait pensionné pour avilir les assignats !*

Plus récemment Sa Majesté Britannique ayant daigné m'honorer du titre de Chevalier, cette distinction ne m'avait pas seulement paru précieuse comme une naturalisation tout à la fois plus intime & plus honorable ; je l'avouerai, je m'étais flatté que cette distinction n'étant guères de nature à s'accorder à un écrivain mercenaire, elle ferait tomber les rapports injurieux dont je me voyais l'objet. C'est précisément depuis cette circonstance qu'ils ont repris une activité toute nouvelle. Les papiers de l'Opposition l'ont saisie à l'envi, pour me signaler comme un *Avocat sans pudeur* du Ministère actuel, & pour garantir que ce Ministère *m'a comblé, non-seulement de distinctions, mais de richesses.*

Je leur donne une fois pour toutes le démenti le plus formel, & certes je me crois en droit d'invoquer ici le témoignage de ceux des Ministres Anglais dont j'ai l'honneur d'être connu. La seule faveur que je leur demande est de dire si je leur en ai demandé aucune, & si jamais l'insinuation la plus éloignée.

leur aurait donné le droit de présumer que ma plume ait pu être guidée par des vues de fortune. Ma fortune est bornée, j'en conviens ; mais mon indépendance ne l'est point ; elle repose sur une longue habitude de proportionner mes besoins à mes facultés, & d'envisager sans regrets comme sans envie, les jouissances qui sont hors de ma portée.

Non, dussé-je m'exposer mille fois au reproche d'égoïsme & d'orgueil, je ne saurais me résoudre à rester sous le réat d'une accusation aussi flétrissante à mes yeux que celle de vénalité ; & ce sont mes accusateurs eux-mêmes qui me forcent à les confondre en leur livrant ici l'extrait de ma vie.

J'ai publié quelques écrits ; mais ma plume a été si peu dirigée par des motifs d'intérêt, que je n'ai jamais retiré, ni tenté de retirer, le moindre bénéfice pécuniaire d'aucun de mes ouvrages. Mon premier état a été celui d'homme de loi ; & si j'y ai ambitionné quelques succès, ce n'a pas été du moins du côté de la fortune, puisque jamais je n'acceptai la plus légère rétribution à titre de salaires, bien moins encore à titre de présens. Appelé ensuite dans ma patrie à la carrière des emplois publics, je n'en ai ni recherché ni accepté aucun de ceux auxquels se trouvait attaché le moindre émolument. Né dans un petit Etat libre, jouet perpétuel des caprices cruels d'une grande Puissance, & contre lequel j'ai vu marcher à trois différentes époques des bataillons Français ; je n'ai fait que ce que je devais sans doute, en me dévouant pour l'indépendance & pour la liberté de mon pays natal :

mais il m'est permis d'ajouter que j'ai consacré les plus belles années de ma vie & la majeure partie de mon patrimoine à défendre la Constitution fondamentale & mixte sous laquelle Genève avait tant prospéré. Non moins fidelle à mes principes qu'à mes sermens, j'ai lutté avec un zèle égal, soit contre les manœuvres du Cabinet de Versailles, lorsqu'il les déploya pour dicter un régime aristocratique à une petite communauté de vingt-cinq mille âmes, soit contre les attentats de la République Française, lorsqu'elle condamna expressément mes infortunés compatriotes à *naturaliser dans leur sein* les principes de la démocratique anarchie. Les amis des loix ont succombé chaque fois dans cette lutte redoublée d'un pygmée contre un Colosse : mais je ne m'en glorifie pas moins, & aux mêmes titres, d'avoir été exilé de ma patrie en 1782, par un mandat du Comte de Vergennes ; & d'y avoir été condamné à mort en 1794, par les satellites de Robespierre.

A peine me fus-je réfugié pour la seconde fois dans cette Isle que j'y reçus l'épouvantable récit des crimes dont les émissaires de la France Républicaine ont enfin réussi à souiller Genève. Je n'avais rien négligé pour les écarter : j'envisageai comme un dernier devoir celui de les proclamer, afin de tenir les autres peuples en garde contre un pareil fléau. Cette tâche pénible m'était d'ailleurs d'autant plus personnellement imposée, que la part que j'avais eue au premier traité qu'eût contracté la République Française, m'avait dévoilé toute la duplicité de ses pro-

messes de paix, & la foi Punique dont la Toscane vient d'éprouver les déplorables effets. J'avais acquis des preuves multipliées que les Révolutionnaires Français n'entament des traités que pour les violer, & qu'ils n'en jurent l'exécution que pour agiter & subjuguier d'autant plus sûrement tout peuple, assez insensé pour se confier à la foi de leurs sermens, ou pour s'endormir sur la garantie d'une neutralité désarmée.

L'exposé historique que j'en ai tracé ayant été cité dans les deux Chambres du Parlement, l'un des principaux orateurs de l'Opposition tenta d'en atténuer l'effet, en demandant *si je n'étais point pensionné par les Ministres de Sa Majesté, & si je n'écrivais pas sous leur protection ?* (1)

Eh bien, puisqu'on m'a laissé le soin de lui répondre, il est temps de le faire....Qu'il sache que je ne connais, ni ne recherche ici d'autre protection que celle des loix ; & que comme j'ai le droit d'y associer celle de mon caractère, je me repose avec une pleine confiance sur la protection de l'opinion publique. Tôt ou tard, elle repousse les traits envenimés de l'esprit de parti contre celui qui les a lancés.

(1) Voyez le discours de M. Sheridan, le 1795.

C H A P. II.

Théorie des Dettes Publiques.—Inconvéniens & Avantages particuliers à la Dette Anglaise.—Opinions diverses des Ecrivains sur ce sujet.

APRÈS avoir tracé en peu de lignes les inconvéniens qu'on reproche aux dettes nationales, le brillant Auteur de l'Esprit des Loix s'écrie : *En voilà les inconvéniens : je n'en connais point les avantages.* (1) C'est vraiment là trancher la question. Essayons de la discuter.

Parmi les sept à huit cents écrivains Anglais qui ont écrit sur la dette de leur Nation, à peine en peut-on compter une douzaine qui aient entrevu que ses inconvéniens se trouvaient entrelassés avec certains avantages qui les balançaient. Je me propose de soutenir la même thèse, mais par des argumens différens des leurs, qui ne me paraissent, je l'avouerai, ni sans réplique, ni les meilleurs. Les deux principaux défenseurs de la dette nationale s'attachent à en déduire exclusivement les avantages, 1^o, " De ce que les " taxes qui rassemblent la rente annuelle due aux " créanciers de l'État, mettent en pleine circulation les revenus du Peuple ; 2^o, De ce que cette " circulation est devenue si vaste, si rapide & si profitable, qu'elle a singulièrement facilité à toutes les

(1) *Esprit des Loix*, Liv. xxii, Chap. xvii, des *Dettes Publiques*.

“ classes de la société les moyens de payer leurs contributions, & même de les accroître au besoin.” (1)

Loin de nier les bienfaits de cette circulation, je suis persuadé que celle des richesses est à la prospérité des Corps politiques, ce que la circulation du sang est à la santé du corps humain : mais ces deux grandes découvertes, qui appartiennent aux modernes, ont une grande analogie ; & c'est par cela même qu'il est permis de n'envisager toute circulation excitée par des taxes, que comme une circulation forcée, comme une espèce de fièvre qui reporterait beaucoup trop vite le sang au cœur dont il est parti, & où il ne doit retourner que dans un temps donné. En vain dira-t-on, pour défendre l'élévation d'un pouls si rapide, que les loix de l'équilibre remédient à tout—que les impôts rentrent en grande partie dans les mains dont ils sortent—que si les rentiers sont enrichis par la caisse de l'État, ils l'enrichissent à leur tour—& que ce cercle se perpétue par les dépenses du Souverain, qui restituent aux peuples leurs tributs, &c. &c. Chacune de ces propositions n'est vraie que jusqu'à un certain point : & en voici une qui me paraît beaucoup plus rigoureusement vraie ; c'est que, si les deux tiers des impôts Anglais restaient dans les mains auxquelles on les enlève chaque année, ces mains sauraient aussi bien les faire circuler que les créanciers de l'État auxquels on les fait passer depuis qu'ils leur sont dûs. Certes, si la prospérité des

(1) Voyez *Thoughts on the National Debt*, by Soame Jenyns, Esq. Voyez aussi *Considerations on the utility of the National Debt*, by Edw. King, Esq. 1793.

États dépendait de la rapidité de la circulation de leurs richesses par la voie des impôts ; plus un peuple payerait de tributs, plus il serait florissant : dès-lors il ne resterait qu'à admirer le patriotisme éclairé des courtisans qui ont conduit tant de peuples à l'oppression, & tant de Souverains à la prodigalité, en garantissant à ces derniers qu'ils verseraient d'une main ce qu'ils prendraient de l'autre, qu'ainsi de nouvelles contributions ou des emprunts forcés ne sont après tout qu'une espèce de *transpiration insensible* (1), & même salutaire.

J'ose espérer que de semblables sophismes qu'on a su apprécier même à Paris, ne prendront jamais à Londres les couleurs de la vérité. Tout ce qu'on peut donc alléguer en Angleterre pour y pallier l'étendue des impôts, c'est d'abord, que malgré l'énormité de la dette & des intérêts, il est bien loin d'être démontré que le peuple Anglais livre à son Gouvernement une portion de revenu comparativement plus grande que la plupart des autres peuples ne livrent au leur. C'est qu'ensuite, lors même qu'il serait vrai que la masse de ses contributions fût plus considérable qu'ailleurs, elles pourraient cesser d'y paraître telles, par cela seul qu'elles y sont plus sagement réparties, moins arbitraires, & que, bien loin d'avoir entravé le cours de l'industrie, cette industrie s'y est journellement accrue. On pourrait ajouter encore, que comme les deux tiers de ces contributions sont la propriété

(1) Voyez le discours du Citoyen Le Cousteux au Conseil des Anciens, lorsqu'il y défendit l'emprunt forcé.

assurée des prêteurs, ceux-ci, en les recevant régulièrement chaque année, sont d'autant plus à portée d'y contribuer pour leur part l'année suivante; en sorte que le mal même dont on se plaint devient une espèce de remède. Quand on a dit cela sur les impôts Anglais, on les a défendus de la seule manière qu'on puisse le faire sans tomber dans des exagérations.

Mais au lieu de défendre la dette par la circulation forcée de ses intérêts, lesquels, provenant des impôts, présentent à eux-seuls tous les inconvéniens de cette dette; ne serait-il pas infiniment plus raisonnable d'en chercher les avantages dans l'existence du nouveau capital qu'elle a créé, & qui, sous plusieurs rapports, aide le contribuable à reproduire le revenu annuel qu'elle lui enlève?

Cette idée est loin de m'appartenir; car il y a plus de quarante ans qu'elle fut mise en avant en Hollande par un Portugais, nommé *Pinto*, & qui le premier a développé la vraie théorie des dettes nationales. C'est sous bien des rapports un grand jet de lumière, que son petit *Essai sur la circulation & le crédit*: du moins y trouve-t-on certainement plus de vues lumineuses & plus de vérités pratiques que dans toutes les productions des économistes Français qui l'ont précédé ou suivi. (1)

(1) C'est une circonstance digne de remarque que les deux écrivains qui ont le mieux analysé la dette nationale de l'Angleterre & la Constitution Britannique, sont précisément deux étrangers. Je ne fais si cette observation plaira aux Anglais: mais on

A chaque emprunt, dit ce Juif célèbre, ainsi que l'a nommé Voltaire à juste titre, l'Angleterre crée un capital artificiel & nouveau, qui n'existait pas auparavant, & qui devient permanent, fixe & solide, comme si c'était un trésor effectif en argent dont le royaume se fût enrichi. Au reste, quoique Pinto affirme que " ce nouveau capital acquiert par le crédit & par l'opinion une va-

se l'explique aisément en réfléchissant qu'il en est de l'étude de deux rouages si compliqués, comme de celle d'une forteresse très-étendue, dont on ne saurait juger suffisamment la force ou la faiblesse ni du dedans ni du dehors. Pour asseoir un jugement assuré, il faut d'abord avoir étudié & vu de près d'autres fortifications, afin d'être à portée de comparer la nature & la force des défenses. Après avoir parcouru les dehors de la place, il faut ensuite entrer dans l'intérieur afin d'en reconnaître tous les ouvrages masqués. Il paraît que *Pinto*, en écrivant sur la dette Anglaise, réunissait au plus haut degré ce double avantage. Il avait observé de près & sur les lieux l'administration des finances de la France, il en avait signalé les côtés faibles aux Ministres de ce pays-là, & mieux que personne il avait combattu les dangereuses spéculations de la secte des économistes. Il étudia de même à Amsterdam ce qu'on appelle *le Commerce ou le Jeu des Actions*, dont il a tracé une petite analyse raisonnée, qui est ce qu'on a de mieux sur ce sujet. Ce ne fut enfin qu'après avoir séjourné assez long-tems à Londres, pour y voir de près tous les ressorts de la dette publique, la marche des emprunts, celle des prêteurs, & les contre-marches de l'agio-tage, qu'il retourna en Hollande, où il publia le journal de ses observations.

Je saurais d'autant moins résister à l'envie de donner un petit extrait de ses écrits, que son but était précisément le mien. Il aspirait à éclairer les Français, qui *ignorent tout-à-fait*, disait-il, *les ressources de l'Angleterre*. Il reprochait à leurs écrivains, d'avoir induit la France en erreur, sur une matière qu'il lui était très-important de connaître. On y a cru légèrement ce qu'on souhaitait avec

“ leur réelle, intrinsèque & de convention, qui lui fait
 “ opérer partiellement les mêmes fonctions que les
 “ espèces réelles, ” il ne nie point que ces richesses ne
 soient *faïctices*; mais il se borne à dire que *le crédit qui
 les a créées les soutient, parce que le crédit en a le plus
 grand besoin.*

ardeur, ajoute-t-il; mais j'ose assurer, que pendant mon séjour à Paris
 (en 1761) j'ai fait revenir bien des gens sur les préjugés qu'ils avaient
 au sujet du crédit de l'Angleterre. On la croyait sans ressources malgré ses
 succès, & l'on se flattait de moment à autre d'une banqueroute nationale
 qui bouleverserait ce royaume. J'ai fait voir que c'était une illusion.

L'expérience a prouvé que les Français sont bien vite retombés
 dans cette fatale illusion. Personne n'ignore que le Comte de Ver-
 gennes entama la guerre de 1778 dans la même espérance qui
 avait fait prolonger celle de 1757, l'espérance tant de fois déçue,
 de voir arriver de moment à autre une banqueroute nationale qui boule-
 verserait la Grande Bretagne. Comme cette illusion a repris de
 nouvelles forces au moment où j'écris; comme, après s'être éva-
 nouie de nouveau, elle ne manquera pas de renaître encore & de
 faire naître de nouvelles guerres; j'invite ceux des Français qu'on
 tentera d'en bercer, à fixer leurs regards sur les propositions sui-
 vantes, dont ils trouveront l'énoncé dans les écrits de Pinto.

1 Tout multiplie, se vivifie, agit, enfante, produit se reproduit par la
 circulation & le crédit. Rien ne croupit, rien ne s'arrête, rien ne
 s'obstrue, tout circule. Le crédit protège le crédit; la circulation fa-
 vorise la circulation.

2 L'énorme somme qui compose la dette nationale n'a jamais existé à la
 fois.

3 Les emprunts Anglais se font toujours presque avec les mêmes espèces.
 Les anciens emprunts favorisent les nouveaux.

4 Ce sont les dettes antécédentes qui ont mis la Nation en état de les
 augmenter. L'effet de la puissance en est devenu la cause.

5 C'est toujours avec le même argent qu'on a payé les différents
 emprunts.

Je ferais tenté, je l'avoue, de reprocher à cet écrivain d'avoir

Un homme qui

Tout

*Tout ce qui
 augmente
 l'argent
 l'argent*

l'argent

Telle est la proposition fondamentale qui a fait traiter cet écrivain de *visionnaire* par des Anglais d'ailleurs très-éclairés. Quelque redoutable que soit leur autorité, je n'hésite point à marcher sur les traces de ce prétendu visionnaire ; & si je réussis à donner à son idée les principaux développemens,

fait trop abstraction des impôts qui servent de gage à ces emprunts : mais il faut convenir du moins, que bien qu'en en parlant il ait un ton fort tranchant, & qu'il ait partagé l'erreur dangereuse de ceux qui affirment si dogmatiquement que les impôts retombent toujours en dernière analyse sur les riches, il n'est point tombé dans l'excès de certains écrivains Anglais, qui, en soutenant après lui que la dette nationale était pour leur pays une source de richesses, n'ont vu, par cela même, que des avantages à la grossir, & des pertes à la diminuer. Pinto proteste de toutes ses forces contre cette conclusion extrême qu'on essaierait de tirer de ses principes. Non-seulement il a démontré la convenance de diminuer cette dette jusqu'à un certain point, mais il a insisté sur la nécessité d'un fond d'amortissement, il a développé les immenses avantages de sa marche ; & le plan qu'il avait tracé à cet effet en 1761, est précisément celui qui a été adopté & organisé en 1786. Aussi ceux qui en disputent l'honneur à Mr. Pitt pour l'attribuer tout entier au Docteur Price, devraient du moins réduire la gloire de ce dernier à celle d'avoir contribué par ses écrits à faire triompher les conseils de Pinto, qui avait mis dans le plus grand jour les progrès accélérés & prodigieux de l'intérêt composé. En pressant la création d'un fond d'amortissement, le Dr. Price l'a comparé, avec raison, à un épi de bled cultivé pour en ressemer chaque grain, & dont le produit ainsi appliqué couvrirait en peu d'années un vaste district. Long-temps avant lui Pinto l'avait comparé ingénieusement à un ruisseau qui devient un fleuve dans sa course. L'extrait suivant de l'écrit de Pinto mettra les Anglais à portée de juger à qui ils doivent le mérite d'avoir le plus fortement insisté sur cette idée tutélaire.

Les fonds publics sont une alchimie réalisée : mais il ne faut pas trop

dont mieux que moi il eût su l'étayer, s'il avait survécu à ses détracteurs, j'espère rendre sensible le singulier mécanisme à l'aide duquel la dette

enfoncer le creuset. Il est absolument indispensable de libérer pendant la paix, autant qu'on peut, les dettes de l'Etat, quoiqu'une libération trop forte serait inutile & même dangereuse. Ces dettes sont très-utiles jusqu'à un certain point ; elles ont des bornes, passé lesquelles elles deviendraient très-dangereuses. En temps de paix, on ne saurait avec trop de soins en libérer une partie.—Il n'y a que leur excès qui puisse détruire & anéantir leurs avantages. On peut prévenir cet excès par un (sinking fund) fond d'amortissement.

JE SOUTIENS QUE L'ANGLETERRE A BESOIN D'UN SINKING FUND AUXILIAIRE & PERMANENT, QUI AIT LIEU EN TEMPS DE GUERRE COMME EN TEMPS DE PAIX.—SA VÉRITABLE DESTINATION EST D'ÉTAYER FORCÉMENT LES PRIX DES ANCIENS FONDS.

Le Sinking Fund augmente à mesure qu'on l'emploie. Par la progression des intérêts annuels, accumulés par de nouvelles extinctions, & joints par accroissement au capital, il produit en peu d'années un fond prodigieux, quelque faible qu'en soit le commencement. Cette progression géométrique qui en résulte est immense, & étonne l'imagination. C'est un faible ruisseau qui devient un fleuve dans sa course.

J'INSISTE SUR LA NÉCESSITÉ DE CRÉER UN FOND AUXILIAIRE & PERMANENT, QUI AIT SON EFFET TANT EN PAIX QU'EN GUERRE.

LE FONDEMENT DU CRÉDIT DÉPEND DE CE QUE LA CAISSE D'AMORTISSEMENT SOIT EXACTEMENT EMPLOYÉE A LA LIBÉRATION, QUE SA MARCHÉ SOIT CONSTANTE & IMPERTURBABLE.

Voyez la collection des divers écrits de Pinto, imprimée en un volume in-8° à Amsterdam, sous le titre de TRAITE DE LA CIRCULATION ET DU CRÉDIT, par l'auteur de l'Essai sur le Luxe, & de la Lettre sur le Jeu des Cartes.

Anglaise a *en quelque manière* (1) doublé pour la nation les sommes effectives empruntées par elle & prêtées par elle.

Et d'abord, je demande à ceux qui en doutent, si l'inscription de la première guinée prêtée, & de toutes les guinées empruntées par le public, est autre chose qu'un procédé au moyen duquel on a doublé chacune de ces mêmes guinées avancées au

(1) Je dis *en quelque manière*, parce que la valeur du capital artificiel dont je parle, varie chaque jour, selon la hausse ou la baisse des fonds sur le marché, & que ceux-ci baissent ou s'élèvent suivant les circonstances. Or, comme ils s'élèvent sur-tout en raison du besoin que le Gouvernement a d'argent, il en résulte presque toujours que leur baisse devient graduelle en temps de guerre; qu'elle se prolonge à mesure que les emprunts se multiplient, & qu'elle se change en hausse dès que l'approche de la paix en indique le terme. Le prix de ces fonds étant toujours éventuel, rien de plus impossible que de leur fixer une valeur sur laquelle on puisse tabler. Si je prenais pour base le prix des fonds au 2 Mai, 1796, lorsque Lord Auckland présenta à la Chambre Haute le tableau comparatif dont j'ai cité les résultats; je trouverais que la totalité du capital de la dette ne représentait alors qu'une valeur réelle d'environ millions. Or, comme il faut en déduire encore une partie, qui appartient aux étrangers, je ne crois pas m'écarter beaucoup en évaluant à 200 millions la valeur présente & réelle de ce capital fictif que s'est créé la nation, & qui lui appartient en propre : bien entendu que je ne présente cette évaluation que comme approximative & pour éclaircir les idées, en les faisant porter sur une donnée quelconque. Si la guerre dure encore une ou deux campagnes, il est possible, quoique non vraisemblable, que la dette actuelle ne représente alors que 150 millions; mais il est beaucoup plus probable qu'au bout de trois ou quatre années de paix, elle représentera 250 ou même 300 millions effectifs.

Gouvernement ? Je demande, si tandis qu'il a fait passer pour toujours la véritable guinée à ses employés, elle n'est pas néanmoins restée entre les mains des prêteurs à l'aide de leur titre, soit de cette espèce d'effigie dont le grand livre de la Banque est aujourd'hui le registre ? Je demande encore si, quoique la somme empruntée ait passé à ceux auxquels le Gouvernement l'a transmise, il n'y a pas en ce moment deux propriétaires de cette somme, savoir, l'héritier de celui qui la reçut, & l'héritier de celui qui la prêta ? Je demande, enfin, si la magie du crédit qui a ainsi doublé ces sommes & les a ajoutées au capital de la nation, a rien dérobé à celle-ci du capital effectif qui lui appartenait déjà ?

Me dira-t-on que cet ancien capital effectif est resté le même, & qu'il n'a fait que changer de mains ? J'en conviens : mais si le titre qu'on a délivré aux prêteurs, en échange de leurs capitaux effectifs, a conservé dans l'opinion la même valeur, le même prix que les capitaux qu'ils avaient délivrés ; il s'en suit qu'aussi long-temps que cette opinion existe & se soutiendra, la nation, prise en masse, a augmenté ce qu'on appelle la fortune des capitalistes de toute la valeur que cette opinion prolongée accorde à ce capital représentatif, à cette image de capital prêté. Ou je suis fort trompé, ou l'enregistrement des prêteurs dans le grand livre leur donne sur l'intérêt annuel du capital prêté un titre tout aussi assuré que leur eût donné l'achat d'une terre sur les revenus de cette terre. En effet, de même que c'est uniquement en raison de ses revenus que celle-ci leur représenterait

en idée & en réalité un capital quelconque, de même leur rente dans les fonds publics leur représente en idée & en réalité un capital à-peu-près semblable. Voilà par quel mécanisme ce simple enregistrement d'annuités sur le grand livre, a ajouté à l'ancien capital de la nation un nouveau capital; capital fictif & imaginaire, si l'on veut, mais qui n'en est pas moins devenu, peu à peu, de capital fictif, un capital réel & solide par l'acquittement régulier des intérêts. Cela est si vrai, qu'il n'est aucun propriétaire de £.5000 d'annuités perpétuelles dans les fonds nationaux, qui ne s'envisage, & ne soit envisagé dans ce moment, comme riche d'environ £.100,000 de capital: & comme on n'essayera pas sans doute de le nier, je demanderai ensuite sous quelle espèce de forme cette nouvelle classe de fortunes ou de capitaux existerait aujourd'hui dans l'Empire, si l'Empire n'avait pas contracté la dette qui leur a donné naissance?

*+ c. a. d. comme si on avait
échange son revenu contre
autant de capital*

M'alléguera-t-on qu'en pareil cas ces £.100,000 seraient restées entre les mains qui les ont délivrées? Je répondrai, que par cela même il n'y aurait en pareil cas qu'un seul propriétaire de ces £.100,000; au lieu que maintenant il y en a deux, & que la Nation, prise en masse, se retrouve non-seulement avec le capital réel qui a passé de mains en mains, (1) mais en-

(1) Il faut sans doute en déduire la partie de ce capital restée dans les pays étrangers qui ont été le théâtre des guerres: mais cette déduction serait la même, lorsque les fraix de chaque guerre seraient levés par des subsides, & non par des emprunts.

core avec un capital artificiel inscrit sur le grand livre, & qui vaut tantôt moins, tantôt plus, que le capital réellement prêté.

Pour rendre plus sensible cette vérité de fait, je renverserai ce calcul, & je supposerai un moment que la Nation en vînt à trouver avantageux de se délivrer de sa dette par un simple décret de banqueroute qu'elle réussirait à proclamer sans convulsions ; ou, par une supposition moins invraisemblable & plus honnête, j'admettrai, comme on l'a mainte & mainte fois proposée, l'idée d'un appel général à tous les propriétaires pour rembourser la dette au prorata de leurs propriétés ; ce qui forcerait chacun d'eux à en sacrifier environ la huitième partie : n'est-il pas évident que le lendemain du jour où tout propriétaire aurait délivré cette huitième partie de son capital pour rembourser les créanciers de l'État & brûler leurs titres, la Nation se trouverait avoir réduit de 200 millions le capital qu'elle possède aujourd'hui chez elle, & que j'évalue à 1600, en y comprenant les 200 millions de la dette ? N'est-il pas également évident que si chacun de ces propriétaires avait dans les fonds publics une part exactement proportionnelle de sa fortune, savoir $\frac{2}{16}$, chacun d'eux en serait quitte pour y renoncer & biffer les titres qui constituent ces 200 millions de capitaux, lesquels se trouveraient dès-lors évanouis ? Je fais bien qu'en s'en voyant privée, la Nation se trouverait en même temps déchargée des deux tiers de ses taxes ; & beaucoup de gens en concluront que tout se trouverait compensé. Mais sont-ils bien sûrs que l'une des conséquences de cette décharge ne ferait

point de diminuer d'environ 13 millions le revenu annuel de tous les contribuables pris en masse ? Je reviendrai à cette grande question des taxes. Je ne traite pour le moment que celle des capitaux ; & je répète, qu'il est incontestable, que si le lendemain de cette opération l'on pouvait additionner les bilans de chaque individu, on y trouverait en moins tout le capital que représentaient la veille les taxes supprimées. Or, comment la suppression de ces taxes anéantirait-elle l'immense capital qu'elles représentent, si ce n'était pas la dette qui, en créant ces taxes, a enfanté ce capital, tellement vaste qu'il constitue aujourd'hui environ la huitième partie de tous les capitaux territoriaux, agricoles, commerciaux, industriels, & métalliques de l'empire ?

Je reviendrai au développement des avantages de cette création aggrégative, après avoir répondu à ceux qui la nient. Sir John Sinclair ne cite l'opinion de Pinto que comme une espèce d'absurdité ; il n'en parle qu'en passant, & comme d'un *moyen par trop bizarre de frapper monnaie*. (1) Sir W. Pulteney la relègue de même au nombre *des chimères dont le monde doit être enfin guéri*. Blackstone ne paraît pas

(1) *Bizarre* ou non, la question est de prononcer s'il a réussi, & de savoir s'il a *frappé*, je ne dirai pas une nouvelle monnaie, mais une espèce de richesses inconnue jusqu'alors ? D'ailleurs, quelque *bizarre* que paraisse ce moyen, il ne l'est pas plus que celui qu'a inventé la Corporation de la Banque, à qui l'on ne contestera pas qu'elle n'ait trouvé le secret de *frapper monnaie* avec son imprimerie & son crédit.

en faire plus de cas ; & Adam Smith est le seul qui ait daigné prendre en considération l'idée du doublement avancée par Pinto : mais, ou je me trompe fort, ou en essayant de la réfuter, c'est bien moins contre elle que contre la guerre qu'il s'est prononcé.

Il répond à Pinto que toutes les sommes avancées au Gouvernement par des prêts, ont été autant de sommes détournées de leurs fonctions de capitaux productifs pour remplir celles de revenus ; il ajoute qu'elles n'ont servi qu'à arracher une foule de bras utiles à des fonctions reproductives, pour leur prescrire d'autres fonctions absolument improductives ; & il en conclut, que ces sommes ont " été généralement " dissipées dans le cours de l'année, sans laisser derrière elles la moindre espérance d'aucune reproduction future," &c. &c. (1)

Rien n'est plus certain que les bras employés ou seulement destinés à la guerre, sont des bras perdus pour la reproduction : je n'examinerai point s'il est également certain que les sommes dépensées pour soudoyer, habiller ou nourrir la classe militaire, & le surcroît de demandes en tout genre qui en résultent, ne sont pas un excitatif pour l'émulation des classes productives & non guerrières ; je ne l'examinerai point, dis-je, parce que ce n'est point ici la question. A quoi servirait-il en effet de constater si la guerre a nui plus ou moins à la reproduction, ou si les capitaux

(1) Voyez *Smith, Richesses des Nations*, Chap. des *Dettes publiques*, Vol. III, p. 424 & 425, Edition Anglaise.

qu'elle a absorbés ont été dissipés sans retour ? Il en résulterait bien que la guerre a été pour ces capitaux une fort mauvaise destination ; mais cela n'aiderait pas à refuter ce que dit Pinto, savoir, que l'enregistrement, par la voie des emprunts, a remplacé ces capitaux, & les a doublés au moment même où ils passèrent entre les mains du Gouvernement. Certes il ne s'agit point ici d'aller à la recherche, s'il n'aurait pas mieux convenu à la Grande Bretagne d'éviter toute espèce de guerre & toute espèce de dettes ; car en pareil cas, ses capitaux n'ayant jamais été détournés de leur destination préalable & pacifique, & les deux tiers des taxes étant restés entre les mains de ceux qui ayant su les produire, auraient su par cela même les rendre de plus en plus productives ; il y a, je crois, peu d'hommes sensés qui n'admettent, que bien que la Nation n'eût ni possédé, ni même connu son capital artificiel, elle aurait considérablement augmenté son capital réel, en terres cultivées, en bestiaux, en marchandises, en créances, &c. Il ne s'agit point de savoir non plus si les capitaux empruntés, & que la guerre a détournés passagèrement de leurs fonctions, étaient des capitaux productifs, ce qui est hors de doute ; mais il s'agit de constater si les capitaux qu'on eût été appelé à lever forcément dans l'année pour les frais de la guerre, dès qu'on eût renoncé à les obtenir par des emprunts volontaires, n'auraient point été des capitaux encore plus productifs que les capitaux empruntés. En un mot, la grande question préalable dont il importe avant tout de débar-

raffer la discussion sur les dettes nationales, est celle-ci. Un Empire appelé à soutenir, pendant un siècle, sept guerres, qui lui coûteront millions, adoptera-t-il, en empruntant ces sommes, la marche la plus utile ou la plus nuisible à ses intérêts ? Voilà la question fondamentale, question que Smith a certainement détournée, & à laquelle aucun écrivain n'a daigné accorder une page entière, quoique plusieurs d'entr'eux, tels que Postlethwayt, & entr'autres l'Abbé Raynal, aient trouvé plus commode de la trancher dans le vif, par de simples assertions. Ce dernier a affirmé d'un trait de plume, " que par le système des emprunts qu'il appelle *désastreux*, les propriétaires des terres, les cultivateurs, tous les citoyens se trouveront plus chargés que si on leur eût demandé directement, & tout d'un coup, les sommes empruntées par le Gouvernement." (1) Une autre autorité bien plus imposante à mes yeux, est celle de Sir William Pulteney, qui, entraîné par un mouvement de chaleur patriotique, lorsque la France s'associa à l'insurrection des Américains, publia en 1779, " Qu'il convenait aux intérêts & au caractère d'un " peuple libre, de laisser de côté, du moins pour un " temps, la voie des emprunts, & de faire un appel " général à tous les individus, pour en recevoir une " aide immédiate, & égale aux exigences publiques." Il avançait en même temps " qu'un pareil expédient, " coûterait

(1) Histoire Philosophique & Politique, Vol. X, page 247. Edition in-12°.

“ coûterait à la Nation bien moins de sacrifices que
 “ celui des emprunts, & qu'elle devait être enfin
 “ bien convaincue que la levée des subsides, pendant
 “ l'année, lui convenait *sous tous les points de vue.* (1)

C'est à la recherche de chacun de ces divers *points de vue* que je me propose de consacrer ici une digression ; & il me paraît que, si les Anglais avaient invariablement suivi la marche à laquelle Sir W. Pulteney tentait de les ramener, on ne peut découvrir les résultats de cette marche que sous le triple point de vue de leurs succès militaires, de leur Constitution politique, & de leur richesse nationale.

Pinto n'a traité que le premier de ces rapports, & il a tout dit en peu de mots sur l'extrême utilité des emprunts pour atteindre, par des succès militaires, le but d'une guerre quelconque. “ Trouver les fonds
 “ dans le moment décisif, ou dans le moment
 “ d'après, décide, dit-il, du succès d'une campagne.
 “ — Qu'on puisse tout ce qu'il faut, ou qu'on
 “ puisse seulement les deux tiers de ce qu'il
 “ faut, les effets en politique, au lieu d'être comme
 “ 3 sont à 2, sont quelquefois comme le tout est à
 “ zéro. C'est souvent d'un petit supplément que
 “ dépend le succès total. On perd tout ce qu'on

(1) *Considerations on the present State of Public Affairs, and the means of raising the necessary Supplies*, by W. Pulteney, Esq. 1779, p. 32 : “ The Nation must be convinced, that it is, in every view, their real interest to raise the supplies within the year. &c. &c.”

“ emploie, parce que les efforts faibles deviennent
 “ inutiles, même pernicious, & se tournent contre
 “ leur agent: la lenteur cause une plus grande lenteur,
 “ & la faiblesse une plus grande faiblesse. Si les
 “ Anglais avaient envoyé un tiers de moins de vais-
 “ seaux & de troupes pour faire la conquête de la
 “ Havane, ils auraient échoué, & toute la dépense
 “ aurait non-seulement été perdue, mais cette perte
 “ leur en aurait causé plusieurs autres; & au lieu des
 “ trésors & des succès, tout eût été en raison inverse
 “ pour eux.” (1)

Sous le second rapport, & c'est ici le plus impor-
 tant sans doute, car c'est celui de la liberté & de la
 Constitution Britannique, serait-il besoin de citer
 l'histoire pour découvrir quelle eût été la destinée de
 cette Constitution, si Guillaume III se fût interdit
 de recourir à des emprunts pour repousser l'aggression
 formidable de Louis XIV contre cette Constitution
 elle-même? A peine à cette époque, la Nation An-
 glaise sortait-elle des longues convulsions qui presque
 toutes durent leur origine à des actes arbitraires

(1) En passant en revue les opérations & les résultats de cette
 même guerre, Sir James Stewart va encore bien plus loin que
 Pinto: il est persuadé, dit-il, que les désastres de la France tinrent
 à son discrédit; & il ajoute “ que ce discrédit qui lui fit perdre
 “ le Canada, fut dû à la nécessité où elle se trouva en 1759, de
 “ suspendre pour un intervalle très-court, un rembours de 32 mil-
 “ lions tournois, échus à ses créanciers.” Voyez *An Inquiry into the*
Principles of Political Economy, Vol. II, Part. IV, p. 379.

contre la propriété. Le grand procès qui en était résulté contre la Couronne, & auquel Hampden eut le courage de donner l'éclat le plus solennel, avait tellement convaincu toutes les classes que la liberté consiste dans la propriété, qu'on s'attacha par-dessus tout, en 1688, à faire de la fameuse *Déclaration des Droits*, un véritable code politique sur la propriété. Dans leur précédente *Pétition des Droits*, les Anglais avaient eu soin d'interdire à Charles I toute espèce de *dons gratuits* & d'*emprunts forcés*. Dans celle-ci, ils poussèrent la jalousie jusqu'à interdire à ses successeurs d'exiger des *amendes* avant la décision suprême des Tribunaux ; ils déclarèrent à jamais illégales toutes levées d'argent qui ne seraient pas expressément sanctionnées par le Parlement, ou qui seraient perçues de toute autre manière, & pendant un terme plus long que les Représentans du peuple ne l'auraient statué. Peut-on se figurer que cette Charte fût demeurée inviolable, si pour la respecter, & défendre l'Empire, Guillaume III n'avait pas réussi à emprunter chaque année les sommes extraordinaires que coûta la lutte périlleuse dans laquelle la Grande Bretagne dépensa deux ou trois fois tout le numéraire qu'elle possédait alors ? Comment se procurer ces énormes subsides sans avoir recours, d'abord à ce qu'on aurait nommé des *dons gratuits*, puis à des *subventions* du 100^{ème} ou du 50^{ème} denier, ensuite à des *réquisitions*, enfin, si non à des *emprunts forcés*, du moins à des taxes vexatoires qu'on se ferait flatté d'étendre arbitrairement, & à toutes sortes d'expédiens réprouvés par les

loix. Si l'on veut juger de l'extrême détresse où se trouva déjà la Nation dès la seconde année de cette guerre, il suffit de se rappeler que, pour lever les simples intérêts des sommes volontairement prêtées, le Parlement se vit réduit à avoir recours non-seulement à un impôt sur les *mariages*, mais à une *capitation*, dont le peuple Anglais avait à juste titre une profonde horreur, & que finalement, pour subvenir au déficit & aux dépenses croissantes, il fallut émettre des espèces d'assignats, payables sur le revenu des années suivantes, & qui perdirent jusqu'à 40 pour cent. C'est en s'arrêtant sur cette époque critique, que Sir James Stewart observe, " Qu'avoir tenté " dans de pareilles circonstances de lever sur le " peuple un subside égal aux besoins, ç'aurait été " exposer un muet à la torture, dans l'espoir de lui " arracher une confession." Au milieu de ce choc effrayant, entre des besoins publics, immenses mais indispensables, & la difficulté insurmontable des ressources régulières & légales; que serait devenue la *Déclaration des Droits*, & le noble édifice constitutionnel dont elle était, & dont elle reste encore, l'inébranlable rampart? Guillaume aurait vraisemblablement commencé par vendre, comme Elisabeth, les privilèges exclusifs & les monopoles. Mais dans quel avilissement ne serait pas tombée la Chambre Haute, s'il eût été tenté, comme les Rois de France, de trafiquer, à prix d'argent, des lettres de noblesse? Et qu'eût-ce été, si comme eux encore, il s'était vu réduit à mettre à l'encan les places de judicature?

L'édifice politique se trouverait aujourd'hui miné dans sa base la plus solide, le système judiciaire. Sans doute, avant d'avoir recours à de pareils expédients, le Monarque Anglais aurait essayé d'anticiper ses revenus ordinaires, en les affermant à des exacteurs nommés Fermiers-Généraux. Mais des ressources si précaires & si bornées, quoique si désastreuses, n'auraient point suffi pour lutter contre Louis XIV, puisque lui-même, dès le commencement de sa carrière d'aggression, il avait eu recours, avec succès, à la ressource puissante des emprunts (1).

(1) Dès le règne de François I. les Rois de France avaient eu recours aux emprunts, dans lesquels ils trouvèrent un moyen de force prodigieux pour leurs entreprises au dehors. S'il en faut croire le Testament Politique du Cardinal de Richelieu, plus de la moitié des revenus du royaume, qui s'élevaient alors à 80 millions tournois, était hypothéquée de son temps, aux créanciers de l'Etat. L'histoire nous apprend, que lorsque Louis XIV eut conçu & arrêté ses grands projets de conquêtes, les Ministres, chargés d'en trouver les moyens, hésitèrent long-temps entre celui des subfides levés dans l'année, & celui des emprunts volontaires ; que ce fut par les conseils de Louvois qu'on préféra dans le Parlement de Paris cette dernière ressource ; que Colbert fit de vains efforts pour en détourner les Magistrats ; & qu'il finit par leur dire, *Qu'ils répondraient devant Dieu du mal qu'ils faisaient au Roi & à l'Etat, en introduisant ce principe pernicieux.*

Ce mot de Colbert ne suffit point pour trouver qu'il s'aveuglait sur les avantages d'une dette publique bien constituée. On peut tout aussi bien en conclure qu'il connoissait à fond la tendance de la Cour vers les dissipations & la profonde insouciance de la plupart des Ministres Français, sur l'avenir. Si son œil d'aigle entrevit que le Gouvernement aurait la démence de contracter des dettes,

Certes, si la Grande Bretagne avait été assez aveugle pour ne pas embrasser cette ressource, ou elle aurait cédé aux efforts gigantesques de son aggresseur & se serait humiliée devant lui, & devant le Monarque détrôné qu'il protégeait; ou sa glorieuse constitution aurait inévitablement succombé sous les atteintes que son libérateur lui-même n'aurait pu se dispenser de lui porter. Les exactions involontaires qu'il se serait permises, auraient indubitablement renouvelé plusieurs des scènes du règne de Charles I. Mais si celles-ci avaient traîné ce malheureux Roi à l'échafaud, il n'est que trop à craindre que son successeur n'eût été conduit au despotisme; car il eût bien fallu

dont les remboursements seraient exigibles à époques fixes; qu'après avoir eu plusieurs fois la force de violer ses engagements, on aurait la faiblesse de vouloir ressusciter le crédit; & qu'on persévérerait à en faire l'unique ressource dans les momens de crise; si, dis-je, Colbert avait deviné que ses successeurs seraient assez timides pour ne pas oser hypothéquer sur un nouvel impôt tous les nouveaux emprunts, & qu'on tenterait un jour de les hypothéquer sur des promesses d'économie future, comment pouvait-il se dispenser de protester contre des principes aussi pernicieux? L'Angleterre a reconnu & écarté d'avance tout ce qu'ils avaient de pernicieux. Aussi en opposant les principes sur lesquels ces deux Etats organisèrent leur dette, Sir James Stewart en tira il y a 30 ans une conclusion que l'expérience n'a guère tardé à justifier. *Aussi long-temps, dit-il, que les Constitutions Politiques de la Grande Bretagne & de la France resteront ce qu'elles sont, la supériorité de la première consistera dans le pouvoir de contracter de nouvelles dettes, & la supériorité de la seconde dans le pouvoir de se débarrasser des anciennes.*

Trois ans après qu'il eût publié ce pronostic, l'Abbé Terray

redoubler la force du Gouvernement en proportion de la résistance des gouvernés. Qu'on porte ses regards sur la liste des insurrections fréquentes du siècle passé, qu'on s'arrête sur leurs causes, & qu'on dise si ce n'est pas depuis l'adoption des emprunts volontaires que le germe de ces insurrections a été étouffé, que la propriété des Anglais a été respectée, & par conséquent, leur liberté consolidée.

Envisageons maintenant la question des emprunts sous son troisième point de vue, sous son rapport particulier avec ce qu'on appelle *la richesse des nations*. Depuis la savante analyse qu'en a fait Adam Smith,

présenta à Louis XV un mémoire, dans lequel il lui exposait en ces termes, *les trois plaies qui affligeaient les finances* de cette Monarchie.

Vuide de la recette ;

Revenus consommés d'avance ;

Dettes exigibles du passé.

Si Colbert avait découvert d'avance le principe de ces plaies, n'était-il pas fondé à dénoncer les emprunts publics comme *pernicieux* pour la France ; &, lorsque Sir James Stewart avait vu l'Abbé Terray convertir les tontines en rentes purement viagères, faut-il s'étonner que ce philosophe Anglais se fût exprimé en 1767, de la manière suivante ? “ Je n'ai pas la manie d'aspirer à la “ réputation de prophète ; mais je n'hésite point à hasarder comme “ une conjecture, que les principes qui ont élevé le crédit de la “ Grande Bretagne à un degré si étonnant, forceront la France à “ renoncer aux principes sur lesquels elle s'était flattée de fonder “ le sien ; ou, que plus tôt ou plus tard, sa dette & son crédit “ seront ensevelis dans le néant.” Vol. II. p. 378.

on convient universellement que cette richesse consiste dans l'accumulation des capitaux productifs, accumulation qui ne peut évidemment s'opérer qu'autant qu'on ne les détourne point de leurs fonctions. La prospérité de l'Angleterre est peut-être la meilleure démonstration de cette grande vérité d'économie politique. Mais si cette prospérité ne date précisément que de l'époque où l'on cessa de pourvoir aux dépenses extraordinaires en enlevant à tous les capitalistes indistinctement une partie proportionnelle de leurs capitaux, sans s'embarrasser qu'ils fussent productifs ou non; si ce n'est qu'à l'aide du système des emprunts qu'on pût enfin renoncer à ces dépouillemens alternatifs, l'élan rapide & soutenu qu'a pris dès-lors la prospérité nationale, ne présente-t-il pas à lui seul l'argument le plus triomphant en faveur de ce système? Supposons qu'il eût été repoussé; supposons qu'à chaque nouvelle guerre on eût fait un nouvel appel aux riches, ou à ceux qui auraient paru l'être; supposons même que ces appels multipliés n'eussent jamais soulevé le peuple; leur effet inévitable n'en aurait pas moins été, d'abord un découragement général & une misère apparente, puis une misère réelle. Je demande si ce n'est pas depuis la découverte des emprunts volontaires que les propriétés ainsi que les propriétaires ont été inviolablement respectés, & si ce n'est pas exclusivement de cette époque qu'on peut dater le brillant essor des capitalistes Anglais vers le commerce? A quoi donc attribuer cette foule d'émulations d'acquiescer que la Grande

Bretagne

Bretagne a vu naître pendant le cours de ce siècle, si ce n'est à la certitude de conserver ? & à quoi attribuer cette certitude, si ce n'est à ce qu'on a enfin cessé d'arracher les capitaux productifs des mains, qui sachant le mieux les faire valoir, ont su en faire un usage plus reproductif encore, depuis qu'elles n'ont plus craint d'en être dépouillées par des subventions répétées & inattendues ? Il est vrai qu'on ne les leur a ainsi garantis qu'en requérant d'elles une plus grande portion de leur superflu annuel ; mais quelles sont les branches de ce superflu qui eussent pu prendre le moindre accroissement, si l'on avait continué à en attaquer périodiquement les racines ? Oui, si pendant les sept dernières guerres on eût persévéré à lever tout à la fois, & sans emprunts, les sommes qu'elles exigèrent, tout porte à croire que l'agriculture, l'industrie, & le commerce, seraient encore aujourd'hui dans le même état de langueur où ils étaient dans les siècles précédens, lorsque la propriété, restant incertaine & troublée, les peuples s'occupaient bien plus de la conservation que de la reproduction ; lorsque les subsides répétés qu'on exigeait d'eux faisaient enfouir les trésors que chacun s'est empressé à faire circuler & à rendre productifs, depuis qu'il n'a plus été au pouvoir du Gouvernement de les atteindre par la violence ; en un mot, depuis que tout le monde a acquis la garantie de ne contribuer que de ses revenus, & proportionnellement à ses revenus. Sans cette précieuse garantie, l'Angleterre serait restée dans un état de stagnation à-peu-près semblable à celui où

se trouvent encore certaines Puissances belligérantes & non emprunteuses du Continent. Qui fait même si elle ne leur payerait pas aujourd'hui, comme autrefois, une espèce de tribut annuel au lieu de celui qu'elle en tire maintenant, en leur vendant le superflu des productions de son industrie? Certes, lorsqu'on ne peut nier que l'effort de cette industrie ne se trouve coëval avec le système des emprunts, c'est bien à ce système, & à ce système seul, qu'il est permis d'en faire honneur, parce qu'il est devenu l'aiguillon de l'industrie, en fondant la digue qui a défendu les propriétés. Plus on étudie, sous ce dernier rapport, le système des emprunts; plus on aperçoit qu'il est né d'une transaction mutuellement avantageuse qui doit s'être passée tacitement entre les divers propriétaires d'un Etat, lorsque la défense commune les appelait à des sacrifices extraordinaires. Les agriculteurs, les manufacturiers, les commerçans, & tous ceux qui tiraient le plus de parti de leurs capitaux, auront dit à ceux qui en tiraient le moins : " Qu'on
 " ne touche plus nos capitaux productifs; prêtez à
 " l'Etat vos capitaux surabondans; & qu'il vous en
 " paye, s'il le faut, un intérêt supérieur à celui que
 " vous en tirez. Nous ne demandons pas mieux
 " qu'à contribuer à cet intérêt, en vous hypothé-
 " quant dès à présent une portion de nos profits an-
 " nuels. A la faveur de cette hypothèque, la nation
 " aura les sommes dont elle a besoin; nous y ga-
 " gnerons tous, & elle y gagnera l'accroissement des
 " reproductions dont elle se priverait ainsi que nous,

“ si elle coupait le fil de nos entreprises ” en s’empa-
 rant de la moindre partie de nos fonds.”

Telle est, ce me semble, la nature du traité qui a consolidé la propriété des Anglais : ce n’est que depuis qu’il a été ratifié par des emprunts vraiment nationaux qu’on n’a plus redouté de paraître opulent dans cette île, & que pour le devenir de plus en plus on a mis autant d’ardeur à faire valoir les richesses dans des ateliers qu’on mettait d’art autrefois à les cacher, & même à les enfouir. C’est depuis cette époque, & depuis cette époque seulement, que la Grande Bretagne s’est enrichie, parce que ses capitaux reproductifs laissés à leur tendance accumulative se sont multipliés dans une progression constante, & qu’on n’a plus vu rétrograder. Cette progression a été telle que je suis intimement convaincu, que si quelque calamité subite provoquait aujourd’hui une banqueroute complète ; dès le lendemain de cette catastrophe (& elle serait grande sans doute celle qui ruinerait sans retour tant de familles), la Nation, prise en masse, se trouverait encore infiniment plus riche que si elle eût persévéré aveuglément dans le système ruineux des subsides levés dans l’année ; système qui éteignait ou écrasait toute espèce d’industrie, & qui, bien loin de ne faire comme celui des emprunts qu’une partie des produits annuels, occasionnait une véritable réduction des produits futurs, & allait les tarir jusques dans leur source même.

Voilà le vrai point de vue auquel on ne saurait trop ramener les regards de ceux qui déclament sans

cesse contre les emprunts publics : voilà celui auquel A. Smith aurait dû s'arrêter, ce me semble, avant de prononcer, comme il l'a fait, une espèce d'anathème contre ce système, anathème d'autant plus surprenant de sa part, que toute sa belle doctrine sur les causes de la richesse des nations, repose sur le degré de faculté qu'on laisse aux individus de conserver, d'accumuler, & d'accumuler leurs capitaux. Heureusement la candeur de ce grand écrivain lui a arraché sur ce point deux aveux bien remarquables. D'un côté, quand il fait mention du subside énorme que leva la Hollande en 1747, lorsqu'elle exigea la 50^e partie du capital de tous les propriétaires, il observe, " que dans une époque de danger
 " imminent, le zèle des citoyens peut les porter à
 " faire un effort prodigieux pour sauver la patrie :"
*Mais, ajoute-t-il, il serait de toute impossibilité que de
 semblables efforts pussent se répéter ; & s'ils se répétaient,
 le peuple qui aurait redoublé des sacrifices si extraordinaires,
 ne tarderait guères à se trouver si complètement
 ruiné qu'il tomberait dans l'impuissance absolue d'assister
 l'État pour ses besoins ordinaires. (1)* A une grande distance de ce passage, dans le chapitre même où Smith s'élève avec tant de chaleur contre l'énormité des sommes que le Gouvernement d'Angleterre emprunta & dissipa pendant la guerre de 1757, tout-à-coup, & au moment où l'on s'y ferait le moins attendu, on aperçoit le tableau suivant : " A la fin de
 " cette guerre, dit-il, la plus dispendieuse que jamais

(1) Vol. III. p. 300.

“ la Grande Bretagne eut soutenue, son agriculture
 “ se trouva aussi florissante, ses manufactures aussi
 “ nombreuses, & aussi occupées, & son commerce
 “ aussi étendu, qu’on les eût vus pendant la paix.”
*D’où il faut bien en conclure, ajoute-t-il, que le capital
 qui alimentait toutes ces diverses branches d’industrie
 dût se trouver encore égal à ce qu’il avait jamais été
 avant la guerre. (1).* Et sans doute il faut en tirer
 cette conclusion : mais comment Smith, en la tirant,
 a-t-il pu hésiter d’en décerner tout l’honneur à ce
 même système des emprunts contre lequel il s’élève
 en tant d’endroits de ses écrits, bien moins sans doute
 parce qu’il réprouvait les effets des emprunts passés
 que parce qu’il redoutait les excès des emprunts
 futurs ? J’étais d’autant plus pressé, je l’avoue, de rap-
 procher ces deux passages entre la conduite financière
 de la Hollande & celle de la Grande Bretagne,
 qu’étant tracés de la main de Smith, ils présentent le
 témoignage le plus solennel en faveur du système des
 emprunts. On sent combien il m’était précieux de le
 trouver dans la bouche de celui de tous les écrivains
 politiques qu’on cite sans cesse comme une autorité
 irréfutable contre ce système. (2)

(1) Vol. III. p. 433.

(2) Ad. Smith a appuyé sur un raisonnement qui se trouve en pleine opposition avec ce qu’il avait dit de l’effet des levées extraordinaires auxquelles la Hollande eut recours en 1747. Après être convenu que la voie des emprunts nuit moins à l’accumulation des anciens capitaux ou à l’acquisition des nouveaux ; après avoir admis, “ qu’à la faveur des emprunts publics, l’économie des indi-

Après avoir ainsi établi, par la théorie & par la pratique, que c'est à ce système que les Anglais doivent leurs succès militaires, la consolidation de leur liberté politique, & l'accumulation de leurs richesses ; je crois pouvoir laisser de côté cette digression, & revenant maintenant à l'hypothèse de Pinto, dont je suis parti, je soutiens de nouveau que l'adoption des emprunts publics a non-seulement ménagé & accumulé les capitaux réels de la Nation Anglaise, mais qu'elle y a ajouté un capital artificiel à-peu-près égal aux sommes effectives empruntées par la Nation, prêtées par elle, & non encore remboursées.

“ vidus peut plus aisément réparer les brèches occasionnelles auxquelles la guerre expose le capital général d'une société,” il ajoute cependant, *Que comme les contributions extraordinaires levées pendant la guerre, cesseraient au retour de la paix, il s'ensuit que la capacité accumulatrice des individus, quoique moindre pendant la guerre resterait plus grande au retour de la paix, qu'elle ne se trouvera l'être par le système des emprunts.* D'où il conclut, que la paix, dans le premier cas, occasionnera une plus grande accumulation de nouveaux capitaux.

Je ne saurais rien lui répliquer de plus fort que ce qu'il a dit lui-même sur les effets destructifs de toute levée extraordinaire, comme celle du 50^e denier qu'ordonna la Hollande en 1747. J'invite seulement à en faire l'application la Grande Bretagne, dont la plupart des guerres auraient exigé des habitans un sacrifice annuel d'environ la 60^e partie de tous leurs capitaux, ou de la 6^e partie de tous leurs revenus. Qu'on s'arrête un moment sur cet effrayant calcul ; & l'on fera à portée de juger si, après qu'on aurait ainsi dépouillé, pendant chaque guerre, les classes productives, la paix aurait pu, comme l'avance Smith, occasionner une plus grande accumulation de nouveaux capitaux.

Et pour qu'on ne m'impute aucune exagération, je dois me hâter de reconnaître que ce capital artificiel n'a pas ajouté la moindre particule aux revenus du peuple pris en masse, puisque l'annuité payée aux possesseurs des fonds publics, se compose exclusivement du produit des taxes ; & que celles-ci sont prises sur les revenus du peuple. Ce serait donc faire un double emploi, de séparer ces 13 millions d'annuités que perçoivent les prêteurs, des 120 millions auxquels j'estime que s'élève la totalité des revenus du peuple : mais, ce qui n'est point faire un double emploi, c'est de dire, que bien que le capital représenté par ces 13 millions d'annuités, ne soit pas précisément productif pour la nation prise en masse, ce capital n'en existe pas moins pour elle ; que, tout artificiel qu'il est, il n'en fait pas moins pour ceux qui le possèdent alternativement, toutes les fonctions d'un capital réel ; & qu'enfin depuis plus de cent ans, le crédit public lui a délégué invariablement ces fonctions, par le même mécanisme que le crédit de la Corporation de la Banque a délégué à son papier monnaie les fonctions de numéraire métallique. Il y a une seule différence, & la voici ; c'est, que le crédit du papier-monnaie est fondé, non sur des intérêts, mais sur la certitude de réaliser à volonté la valeur nominale de ce papier-monnaie, tandis que le crédit des contrats publics repose uniquement, non sur l'assurance du rembours de leur capital nominal, rembours auquel l'Etat n'est point engagé, mais sur l'assurance d'en percevoir annuellement les intérêts. Aussi long-

temps que la Banque ne refusera point d'échanger, à bureau ouvert, son papier-monnaie contre de l'or, ce papier-monnaie ajoutera à l'espèce circulante : aussi long-temps que le Gouvernement ne suspendra pas d'un seul jour le paiement des annuités, ces annuités représenteront un capital, & ajouteront de même au capital de la Nation.

Je crains que les images de guerres, de subsides dépensés au dehors, & de sommes empruntées des étrangers, ne s'associent à l'idée de ce capital additionnel, & n'obscurcissent encore l'opinion de Pinto. Peut-être acheverai-je de l'éclaircir, en ayant recours à une supposition ; & prenant pour exemple l'Irlande, qui, comme on le fait, ne participe en aucune manière aux engagemens de la dette Anglaise, j'évaluerai, par un aperçu assez vague, ses capitaux à 200 millions sterling, & ses revenus à 10, dont elle paye aujourd'hui environ la 5^e partie en contributions annuelles. (1)

Supposons donc que d'ici à 50 ans son Parlement emprunte chaque année, & des Irlandais exclusivement,

(1) Les contributions du peuple ne s'y élèvent qu'à environ £.1,700,000. Le taux ordinaire de l'intérêt de l'argent y est de 6 pour cent, & le prix des terres y varie entre les deniers 21 & 22. On y évalue la rente annuelle des terres à 5 millions, ce qui supposerait un capital territorial d'environ 110 millions. Si l'on y ajoute 90 millions pour les autres espèces de capitaux, on aurait pour résultat 200 millions de capitaux, c'est-à-dire la 8^e partie des capitaux de l'Angleterre.

Je ne suppose pas cependant que le revenu des Irlandais s'élève à

ment, un million sterling à 6 pour cent d'intérêt, en rentes perpétuelles ; supposons, dis-je, qu'il les emprunte, non point pour faire la guerre au dehors, mais pour employer au dedans les bras oisifs, tels que ceux des soldats à ouvrir des canaux, à percer des routes, à construire des ponts, à creuser des ports, à dessécher des marais, à défricher des landes, à bâtir des villages, &c. &c. Admettons encore, par impossible, que pendant cet intervalle, tant d'utiles travaux n'ajoutent rien à l'ancien capital, & qu'on m'accorde seulement que le crédit soutienne d'une manière constante & uniforme la valeur originelle des effets publics : n'est-il pas de toute évidence que l'ancien capital de 200 millions se trouvera augmenté, au bout d'un demi-siècle, de ces 50 millions inscrits sur le Grand Livre National ? On ne manquera point de m'alléguer, sans doute, que quoiqu'en pareil cas, les capitaux du peuple Irlandais se trouveraient en effet augmentés de $\frac{1}{5}$, ses taxes auront augmenté dans une proportion beaucoup plus forte, puisque cette proportion sera de $\frac{3}{5}$, & qu'il se trouvera condamné à consacrer 3 millions au paiement des intérêts, c'est-

plus de $\frac{1}{12}$ de celui des Anglais ; car il est encore bien loin du degré d'activité & d'intelligence avec lequel ces derniers savent faire valoir les capitaux qu'ils employent à l'agriculture & au commerce.

L'Irlande a une dette publique, mais si peu considérable, qu'il ne vaut presque pas la peine d'en faire mention : ses intérêts ne s'élèvent qu'à la partie du revenu de l'Etat.

à-dire, à sacrifier non plus comme autrefois $\frac{2}{10}$, mais $\frac{5}{10}$ de son revenu. Je pourrais d'abord répondre qu'un pareil calcul serait absolument faux, en cela seul que les propriétaires du nouveau capital artificiel de 50 millions contribueront à leur tour, & pour $\frac{1}{5}$, à remplir le trésor de l'Etat; & que s'ils y portent pour leur part un million chaque année, dès-lors les anciens contribuables ne seront appelés à payer que les $\frac{4}{10}$ de leurs revenus, c'est-à-dire le double de ce qu'ils payaient avant la dette. Mais ce n'est point ici où je m'arrête; car ce qu'il m'importe sur-tout de rendre sensible, c'est que si au moyen des travaux publics exécutés à l'aide des emprunts, la facilité des communications a diminué de 20 pour cent les frais de transport & d'exploitation pour les produits sur lesquels portent les impôts, ou, ce qui revient au même, si les contribuables recueillent annuellement £.100 avec la même dépense, & avec le même travail qui ne leur procuraient que £.80 avant la dette, ces contribuables, en payant ce surplus de 20 pour cent aux créanciers de l'Etat ne payeront précisément en sus que ce dont l'Etat aura réussi à accroître leurs revenus. Leur situation, en pareil cas, serait celle de tout propriétaire d'un domaine, qui aurait emprunté £.1000 à 5 pour cent, pour faire à ce domaine une amélioration à la faveur de laquelle la rente aurait augmenté de £.50. Observez, que dans les deux cas, je fais abstraction totale des améliorations extraordinaires que de pareilles dépenses, si elles sont bien dirigées, n'auront pas manqué de produire dans le domaine de cet individu comme dans le domaine géné-

ral de l'Irlande. Mais il me reste à développer une autre observation non moins importante, pour connaître à fond la théorie des dettes publiques, & les avantages de l'addition d'un capital artificiel : c'est que si l'effet d'un pareil accroissement de 50 millions de capitaux était tel qu'il diminuât le prix de l'intérêt, & le réduisît seulement de 6 à 5 pour cent, les 50 millions de contrats publics représenteraient tout-à-coup 60 millions ; influence multiplicative qui s'étendrait également sur tout le capital territorial. Que serait-ce encore pour l'Irlande, si à l'aide de cette opération le taux actuel de l'intérêt de l'argent venait à diminuer de moitié, comme il diminua en Angleterre au commencement de ce siècle, après que le crédit public y eut pris son assiette ? Le capital artificiel des Irlandais représenterait 100 millions, & leur capital territorial s'élèverait dans la même proportion. Quelqu'un se figurera-t-il qu'avec une pareille aggrégation de moyens pour accroître leurs revenus, les contribuables se trouvaient plus chargés en payant alors un tribut double de celui qu'ils paient aujourd'hui ?

Cette chaîne de suppositions présente en abrégé, & sous ses plus côtés, la théorie de toute dette publique solidement constituée. Je suis loin de dire que chacune d'elles puisse s'appliquer à la Grande-Bretagne, puisqu'au lieu de destiner à des améliorations au-dedans, les sommes qu'on lui prêta, elle a malheureusement été appelée à les dissiper dans des guerres multipliées. Or, quoique celles-ci lui aient

procuré au dehors de vastes acquisitions, les avantages extérieurs qu'elle en tire, ne peuvent se comparer en aucune manière à ceux qu'elle recueillerait aujourd'hui, si sa dette avait eu un emploi purement pacifique & reproductif : mais il n'en est pas moins vrai qu'on peut appliquer en entier à sa dette tout ce que je viens de développer sur le doublement du capital artificiel, & sur ses effets. Je doute fort, je l'avoue, qu'on eût découvert, ni même soupçonné ces effets, lorsqu'on embrassa en Angleterre le système des emprunts publics. Il est bien plus naturel de présumer qu'il y est né comme quelques-unes des belles loix dont parle Bacon, de la *picûre du moment*.

Je sais qu'il est des économistes Français qui nient toute cette doctrine sur les capitaux artificiels, par cela seul qu'ils refusent le nom de *capital* à tout ce qui n'est point à leurs yeux des capitaux vraiment reproductifs : ainsi donc, à les en croire, il ne faudrait donner ce nom ni à de belles maisons de plaisance, ni à des bijoux, ni même à des assortimens de vaisselle, puisque si l'on en excepte certaines jouissances de pure fantaisie, tout cela produit encore moins aux possesseurs que ne leur produiraient des contrats dans les fonds publics. Rien de plus arbitraire que ces espèces de définitions métaphysiques : si ceux qui ne s'en départent jamais demandaient dans quelle classe de capitaux on essayera de ranger le capital additionnel & tout à la fois fictif & réel de la dette Anglaise ; je conviendrais avec eux que ce n'est point un capital continuellement circulant comme celui

des métaux précieux, ni comme celui du papier-monnaie, lequel, tout artificiel qu'il est, devient par sa circulation, & pour la Nation, une cause de profits réels beaucoup plus efficiente que les fonds publics. Cependant j'observerai que, bien que ceux-ci n'entrent que faiblement dans la circulation proprement dite, l'expérience a prouvé qu'ils la favorisent, qu'ils l'alimentent, &, qu'en certains cas, ils peuvent même suppléer momentanément à la disette du numéraire. Ces cas sont rares, j'en conviens : mais enfin, ne voyons-nous pas qu'à la plupart des emprunts, la Banque prend en nantissement une partie des nouveaux contrats de rente, & consent à les convertir pour un temps très-court, en papier-monnaie, afin de venir au secours du Gouvernement & des prêteurs ?—Ce n'est pas non plus un capital transportable comme des marchandises ; mais il est tout aussi négociable qu'elles ; &, à tout prendre, il est bien moins périssable.—Sans doute il n'est pas aussi indestructible que le capital représenté par la surface du territoire qui produit des moissons ; mais le capital de la dette se soutient par la moisson annuelle des taxes ; & tant qu'elles seront acquittées, il aura en lui-même une vertu vivifiante qui fécondera la reproduction de ces taxes.—Sans doute encore, sa valeur est variable, puisqu'elle s'est trouvée à telle époque, tantôt la moitié moindre, tantôt la moitié plus forte qu'elle n'était à telle autre : mais n'en est-il pas de même de la valeur du capital territorial, & n'a-t-on pas vu successivement le prix des terres au 18^e, puis au 30^e

denier ?—On pourrait à bien des égards associer ce capital à celui de la Compagnie des Indes, dont la valeur varie alternativement en proportion des besoins d'argent, comme varie la valeur des actions dans les fonds publics ; & cependant j'aimerais mieux comparer celles-ci à des capitaux placés en hypothèque sur des terres, si ces hypothèques n'étaient pas exigibles à époques fixes, tandis que les prêts faits à l'Etat ne le sont dans aucun temps.—Tout considéré, le capital que représentent ces prêts, a les ressemblances les plus intimes avec le capital que représente une cense, soit rente perpétuelle sur les fruits d'un domaine. Et en effet, cette cense des créanciers de l'Etat est assise en Angleterre, non-seulement sur tout le domaine de l'Ile, mais sur l'universalité du revenu de ses habitans. Au surplus, qu'est-il besoin de se perdre à chercher comment classer une richesse absolument nouvelle dans le mobilier des nations, & qui mériterait à ce titre une classification toute particulière ?

Je ne fais si je n'ai pas suffisamment développé l'idée de Pinto, pour me dispenser de répondre à une objection qui se trouve dans presque toutes les bouches. On ne cesse de se récrier sur les puissans secours qu'auraient tiré le commerce & l'industrie, des sommes immenses qu'ont absorbé les fonds publics.—Ces fonds, encore une fois, sont si loin de les avoir absorbées, que le plus grand mérite des emprunts consiste au contraire à les avoir toutes laissées à la circulation du commerce, après un détour infiniment bref. Le

Grand Livre où elles sont inscrites, n'est autre chose que le représentant de ces sommes : il y a plus, c'est que non-seulement ce représentant les a doublées par la seule magie du crédit, mais on verra ci-après comment il rend encore aux capitaux qu'il a ainsi ménagés pour le commerce, d'autres services essentiels ; on verra qu'il a dans son extrême convertibilité, un avantage immense sur presque tous les autres capitaux, & qu'il les en rend participans.

Ici je me trouve appelé à répondre à une objection plus embarrassante ; on ne manquera pas de dire que comme aucune portion de ce prétendu capital de la dette ne peut devenir effectif qu'en s'échangeant contre quelque partie du capital réel déjà existant, & en s'en emparant ; par cela seul que cette métamorphose est indispensable pour le réaliser, l'addition si vantée de 200 millions n'a ni retranché ni ajouté au capital pré-existant.—Un pareil argument peut paraître vrai au moment de la transfiguration d'un contrat public contre une somme métallique ; mais il n'en est pas moins vrai que, soit avant, soit après cette transfiguration, il y a, & il y avait deux capitaux, savoir, le contrat & les métaux. Pour achever de dissiper cette objection, il suffira peut-être de la rétorquer contre les marchandises, & même contre les denrées qui, s'il en était ainsi, n'auraient de valeur réelle que lorsqu'elles trouveraient un acheteur. Une cargaison de poissons, un tableau précieux, mille aunes d'étoffe, une édition de mille volumes ou un diamant, ne vaudraient respectivement cent guinées qu'au moment où l'on réussirait

à les échanger contre une pareille portion de numéraire. Soutiendra-t-on, qu'après comme avant cet échange, il n'y a pas dans la Nation deux capitaux, savoir, & les cent guinées, & le diamant qui n'ont fait que changer de mains ?

Je viens de rendre cette objection telle que je l'ai trouvée dans quelques auteurs : cependant, comme je conçois une manière infiniment plus spécieuse de la présenter ; & comme c'est ici, non la victoire, mais la vérité que je cherche ; je vais exposer moi-même avec candeur tout ce que mon imagination peut me suggérer de plus solide contre la thèse que je soutiens. —“ Le doublement dont il est question n'est qu'un sophisme, dira-t-on : Pinto a pris l'ombre pour le corps ; son erreur est celle des gens de finance qui, dans leur jargon, confondent perpétuellement la valeur réelle & intrinsèque des choses avec leur signe représentatif, avec le prix que l'opinion y attache en numéraire. Les richesses solides de la Grande-Bretagne n'ont ni augmenté ni diminué à l'aide du capital artificiel de la dette. Si celui-ci représente aujourd'hui la 8^e partie des richesses nationales, c'est que ceux qui possèdent les richesses réelles ne sont plus propriétaires que de $\frac{7}{8}$, & simples administrateurs de l'autre huitième dont ils conservent la gestion pour le compte de la Compagnie des créanciers de l'Etat, à qui l'Etat l'a hypothéqué. Comment Pinto n'a-t-il pas vu que les fonds publics ne sont autre chose qu'un chemin, qui donne à ceux qui s'en trouvent nantis, un titre légitime sur une portion

portion quelconque de toutes les propriétés de l'Empire, & qu'ainsi le capital artificiel de la dette n'est lui-même qu'un artifice? En apparence il a bien étendu la surface de ce qu'on appelle richesses nationales ; mais en réalité, il n'a rien ajouté à leur intrinsèque ni à leur masse, pas plus qu'on ne pourrait se vanter d'avoir augmenté de $\frac{2}{16}$ le volume d'un bâton de gomme élastique, en l'étendant de 14 lignes à 16. Les fonds publics n'ont fait que changer le numérateur des richesses du peuple Anglais, précisément comme il eût pu s'amuser à changer le dénominateur de son système monétaire en refondant ses guinées, pour en frapper 16 avec 14. Le capital de sa dette n'a pas plus augmenté ses richesses qu'une semblable opération dans ses monnaies n'aurait augmenté son or : tout au moins s'il a grossi sa fortune, ce ne peut être qu'à ses propres yeux, &c. &c.

On ne m'accusera pas, j'espère, d'avoir cherché à affaiblir ces raisonnemens ; & je suis loin de me dissimuler qu'ils paraissent trop conformes aux premières notions de la théorie, pour qu'ils n'aient pas un certain degré de vérité. Cependant, comme en économie politique, il n'y a jamais de saine théorie que celle qui est conforme à l'expérience ; il s'agit d'examiner avant tout, si l'expérience constante des dettes publiques ne renverse point la plupart des raisonnemens qu'on vient de voir. Et d'abord j'apperçois en fixant mes regards sur l'Angleterre, que le capital artificiel empiète si peu sur le capital réel, que bien loin que ce dernier s'élève en valeur, à mesure que le premier di-

minue par la baisse des fonds publics, cette baisse tout au contraire y diminue toujours proportionnellement la valeur des capitaux réels qu'elle semblerait devoir rehausser. Et quant à la France, demandez à ses habitans si les trois ou quatre milliards de capitaux artificiels que la banqueroute républicaine a fait disparaître pour jamais de chez eux, ne leur a fait perdre que l'ombre, & s'ils croient avoir conservé le corps ? Demandez-leur si cette perte énorme s'est bornée à simplifier le dénominateur de leurs richesses, ou à rapporter sur une plus petite échelle les mêmes richesses spécifiques qui existaient avant cette opération désastreuse ? Demandez-leur si lors de la chute du système de Law, les capitaux réels reconquirent en valeur additionnelle ce que perdit le peuple par la suppression de la moitié du capital de la dette ? Demandez-leur enfin, si la valeur des terres y augmenta pour les propriétaires en proportion de l'espèce d'hypothèque dont elles se trouvèrent délivrées ? On fait que depuis la dernière banqueroute, leur capital territorial est réduit des $\frac{2}{3}$: essayez de les en consoler, en leur disant que pourvu que le produit annuel de leurs terres soit resté le même, peu importe si en les aliénant, ils en tirent plus ou moins de signes d'échange qu'autrefois, parce que ces signes, c'est-à-dire l'argent monnayé, ne sont que des jetons dont la valeur conventionnelle n'a rien à démêler avec la valeur réelle & intrinsèque des choses ?—Vous prétendez, dites-vous, que si le capital de la dette Anglaise s'élève dans l'opinion à $\frac{1}{8}$ de la valeur de toutes les autres propriétés, la va-

leur de celles-ci doit avoir diminué précisément de $\frac{1}{8}$, c'est-à-dire de tout le montant du gage que les créanciers de l'État ont acquis sur ces propriétés. Expliquez donc comment le capital territorial de l'Angleterre, que dans l'origine de la dette on estimait à 200 millions, se trouve avoir quadruplé en valeur relative, depuis que la dette, ainsi qu'on le prétend, aurait diminué de $\frac{1}{8}$ la valeur de ces terres pour ceux qui les possèdent. Elles se vendent aujourd'hui au denier 30. Supposons que leur valeur s'élève dans vingt ans au denier 40 ; soutiendrez-vous alors, que tant que ce ne seront identiquement que les mêmes terres, & le même produit, les richesses effectives de l'Isle n'aient augmenté que dans l'opinion, & qu'il n'y aura rien de changé que leur dénominateur ? J'insiste sur cet exemple, parce que le capital ajouté par les dettes publiques, me paraît, quant aux richesses nationales, une addition toute semblable à l'espèce d'addition que reçoivent les richesses d'un État, lorsque le prix des terres s'y élève ; & si l'on n'en est pas frappé, ce ne peut être que parce qu'on confond les intérêts d'une dette nationale avec son capital. Sans doute les intérêts de cette dette n'ajoutent rien aux revenus de la nation prise en masse, puisqu'ils se puisent dans le revenu des contribuables : mais il n'en est point ainsi du capital. Je doute fort qu'il se soit formé aux dépens des autres capitaux, & sa naissance n'a rien, ce me semble, de si mystérieux qu'on le suppose. Veut-on savoir à quoi il en est redevable ? C'est tout simplement à l'espèce de fixité que le crédit public a su donner à une partie aliquote des revenus du peuple. Sur £.30 sterl.

de contributions que paye un Anglais quelconque, il y en a £.20 qui appartiennent aujourd'hui aux créanciers de l'État ; & ces £.20, dont ces derniers sont assurés d'avance, leur représentent par cela même un capital effectif de £.4 à 500, tandis que s'il n'avait jamais existé de dette, & que cet individu ne fût taxé qu'à £.10 sterl. les £.20 de contributions qu'on lui laisserait chaque année, ne formeraient qu'un revenu de £.20, & ne représenteraient un capital de £.400 ni pour l'État ni pour lui. Dira-t-on qu'il aurait été à portée de les épargner & d'en former un capital par accumulation ? Je me bornerai à répondre, que le rentier entre les mains de qui elles passent en sortant des fiennes, pourra tout aussi bien les dévouer à cet usage utile.

C'est donc, comme on le voit, de la fixité permanente que les loix ont donnée à $\frac{1}{120}$ des revenus actuels du peuple Anglais, qu'est jaillie l'existence du capital qu'on appelle *Fonds publics* ; & j'en conclus que cette existence est une addition à ses capitaux, & qu'elle durera aussi long-temps que la fidélité du peuple à tenir ses engagements ou sa capacité à payer les taxes. Alléguera-t-on encore que la valeur de son ancien capital se trouve réduite de tout ce dont s'est accru le nouveau ? C'est comme si l'on disait que les richesses diminuent les richesses, ou comme si l'on soutenait, par exemple, que la France, en s'efforçant d'augmenter chaque année ses richesses métalliques de $\frac{1}{30}$, diminuait d'autant, sans s'en douter, la valeur des métaux précieux qu'elle possédait l'année précédente. Cette hypothèse absurde est démentie par les faits,

& j'ai eu occasion de m'y arrêter en répliquant à un ancien Ministre Français qui avait essayé de la présenter comme un axiome de finance (1). D'ailleurs en supposant qu'une pareille hypothèse pût se soutenir pour tout Empire, pris isolément, il n'en serait plus de même dès qu'on l'envisagerait dans ses rapports politiques & commerciaux avec ses voisins. Pour pouvoir nier que cette grande accumulation de capitaux disponibles augmentât sa puissance comparative, il faudrait prouver auparavant que la force relative de deux États ne dépend point de la quantité de richesses que chacun d'eux peut commander au besoin pour sa défense ou fournir à ses alliés pour la leur.

Depuis que l'espèce humaine s'est rassemblée en sociétés, celles-ci ont donné le nom de richesses à une foule de choses, qui ne sont devenues telles, qu'à la faveur du timbre de l'opinion, & qu'on appelle *richesses de convention*. Or comme depuis l'existence de la dette Anglaise, c'est-à-dire, depuis plus d'un siècle, l'opinion des nationaux, & même celle des étrangers, a invariablement attaché l'idée de richesses & de capital à l'inscription des créanciers de l'État sur le Grand Livre, je soutiens que tant que cette opinion se maintiendra, ce qui arrivera aussi long-temps qu'on payera les annuités de ces créanciers, leurs annuités constitueront ou représenteront un capital ; & je répète que la Nation se trouvera de tout ce capital plus riche

(1) Voyez *Etat des finances & des ressources de la République Française* au 1^{er} Janvier 1796, p. 35, 36, & 111, édition in-8°.

Non
 qu'elle ne l'aurait été sans la dette. En effet le bilan du capital ou de l'avoir d'un peuple ne peut se composer que de la somme additionnelle de tous les bilans de chacun des propriétaires de ce peuple. Si l'on me l'accorde, & si en réunissant les bilans de tous les Anglais, j'y trouve que chacun d'eux qui a des annuités dans les fonds publics, y évalue constamment ces annuités comme représentant un capital; j'y acquies la preuve que ces annuités forment par cela même un capital pour la Nation, prise en masse; puisque cette masse n'est autre chose que la collection des individus, & que, comme l'a fort bien dit Ad. Fergusson, *La fortune d'un Etat consiste dans la fortune de ses membres.*

Que si, en s'obstinant à laisser de côté toutes ces vérités de fait, on contestait toujours que les fonds publics aient rien ajouté aux richesses de la Nation; on ne contestera pas tout au moins qu'ils n'aient donné une nouvelle forme à une partie de son capital effectif. Or si de mon côté j'admets, pour un moment, que ce ne soit qu'une simple métamorphose; on ne me disputera pas, j'espère, que cette métamorphose n'ait communiqué à la partie ainsi transformée une convertibilité qu'elle n'avait point auparavant, & qui lui assure un avantage immense sur presque tous les autres capitaux. Cette extrême convertibilité des fonds publics est sans contredit un des bienfaits les plus signalés de la dette Anglaise, puisque celle-ci a enfanté celui de tous les capitaux qui peut le plus vite se transférer & venir au secours de l'industrie. C'est un véritable auxiliaire, qui épie sans cesse le besoin que la reproduction a de

lui, & qui accourt toujours au premier signal, parce que rien n'arrête jamais la rapidité de ses évolutions.

Veut-on apprécier le surcroît de ressort que les fonds publics impriment à l'industrie nationale des Anglais ? Il n'y a qu'à se figurer un propriétaire de £.80,000 désirant en consacrer la huitième partie à l'amélioration de son domaine, soit à creuser quelque canal, soit à élever quelque manufacture utile à sa province, & plus lucrative encore pour lui : si toute la fortune de ce particulier est en terres ; on sait assez combien de difficultés & que de lenteurs on éprouve par-tout à emprunter sur des terres, ou à en vendre une parcelle. Mais si l'on admet que ce propriétaire ait dans les fonds publics une partie de sa fortune proportionnelle à la dette publique, c'est-à-dire, environ une 8^e partie, il n'a qu'à se présenter à la Bourse de Londres pour obtenir à l'instant même un capital réel contre ce capital artificiel. Dès-lors rien ne l'arrête pour son entreprise, il l'entame & la poursuit sans entraves, & il s'empresse d'autant plus d'en réaliser les profits, que loin d'être exposé, comme il l'aurait été autrefois, à les laisser dormans, il est sûr de pouvoir les placer de nouveau dans les fonds publics. Voilà comment ceux-ci sont devenus tout à la fois un réservoir précieux pour les capitaux stagnans, & une espèce d'écluse non moins précieuse, puisqu'il est si facile de l'ouvrir au besoin pour arroser le champ de la reproduction.

Si tels ont été, si tels sont aujourd'hui les vrais résultats de la dette Anglaise, si d'un côté

elle a préservé le peuple des sacrifices immenses, & des nombreuses expropriations qui se feraient renouvelées plus ou moins à chacune des guerres de ce siècle; si de l'autre elle a contribué à augmenter les richesses du peuple emprunteur, de tout le principal des sommes dont il reste débiteur, ne suis-je pas en droit d'en conclure, que ce peuple a en plus, & non en moins, tout le capital artificiel de ces sommes? Bien loin de pouvoir donc comparer, comme on le fait trop souvent, la dette d'une nation qui se doit à elle-même, à la dette d'un particulier qui doit à un autre, & qui n'est riche assurément que de ce qui lui reste après avoir défalqué ce dont il se trouve endetté; il est beaucoup plus exact, ce me semble, de renverser ce calcul, & de dire: Cette nation a un actif de 1400 millions; & comme ses emprunts lui représentent aujourd'hui un capital de 200 millions, elle en possède 1600: ou, en d'autres termes, ce peuple est devenu plus riche de tout ce dont on croit qu'il est plus pauvre; sa dette nationale contribue à son opulence.

C'est à dessein que je m'applique à présenter ainsi cette proposition sous son point de vue le plus paradoxal, parce que je me flatte d'avoir démontré que si elle choque les théories ordinaires, elle n'en est pas moins vraie dans la pratique.

Que, si pour me réduire à l'absurde, quelques lecteurs, en me décorant du nom d'optimiste, prétendaient que toute nation ne saurait mieux faire pour s'enrichir que d'adopter ma doctrine, c'est-à-dire d'emprunter, de dissiper ces emprunts, & de mettre

des impôts : cela prouverait seulement qu'on n'aurait point voulu me comprendre ; car loin d'avancer que le capital artificiel, non plus que le produit des impôts, puissent s'augmenter, si l'on outrepassé un certain rapport, dans lequel ils doivent constamment rester, l'un avec la totalité du capital réel, l'autre avec celle des revenus des contribuables ; j'insiste, au contraire, sur ce que l'existence du capital artificiel qu'on peut créer ne se soutient que par le crédit. Or comme le crédit ne se soutient à son tour que par la confiance qu'on a dans la capacité où sont les contribuables d'acquitter les impôts ; tout porte en dernière analyse sur cette capacité, qui est la clef de la voûte. Il est donc évident qu'en multipliant aveuglément les emprunts & les impôts, on arriverait infailliblement à l'époque fatale, où un simple impôt additionnel empêcherait le contribuable d'acquitter non-seulement ce nouveau tribut, mais encore les tributs antérieurs. Je crois pouvoir prendre ici l'engagement de montrer, dans mon Chapitre sur les taxes, que l'Angleterre est encore aussi éloignée de ce terrible défilé qu'elle l'était à l'origine même de sa dette : mais il est un autre écueil sur lequel elle doit être suffisamment avertie par l'expérience ; c'est qu'en créant trop rapidement des fonds publics, bien loin d'accroître comme autrefois le capital artificiel de sa dette, elle courrait le risque d'en diminuer la valeur, puisque 100 millions de capital nominal dans les *trois pour cent* ne représentèrent en 1783, lorsque leur prix tomba à près de 53, que la même valeur

que représentèrent 50 millions de ce fond en Décembre 1752, où il était monté à $106\frac{3}{8}$. De même, si pendant la guerre présente la dette nominale venait à augmenter d'un tiers, & les fonds à baisser d'un tiers en valeur vénale; cette nouvelle dette n'aurait rien ajouté pour le présent au capital artificiel de la nation : tant il est vrai que le crédit est un arbrisseau délicat qu'on s'exposerait à rendre stérile, si l'on s'avisait d'en forcer les fruits. Règle universelle : aucun peuple emprunteur ne peut élever le capital artificiel de sa dette, & par conséquent ses impôts, qu'à mesure que son capital réel & ses revenus s'augmentent dans une progression à-peu-près semblable. Ce n'est jamais qu'autant que l'horison de sa prospérité s'étend que pourra s'étendre celui de son crédit.

M'opposera-t-on encore que pour ne rien laisser évaporer de ce capital artificiel auquel j'attribue de si grandes vertus, j'aurais dû m'élever contre les deux fonds d'amortissement avec autant de chaleur que j'en ai mis à faire leur éloge, puisque ces fonds appauvriront évidemment la nation de tout ce dont ils diminueront sa dette? Je pourrais me borner à répéter que le premier mérite de ces fonds consiste à étayer le crédit public, & que leur grand avantage est bien moins peut-être de diminuer considérablement la dette que de l'empêcher de s'étendre indéfiniment, en la contenant dans des bornes connues & en prouvant qu'elle peut s'acquitter aussi bien que se contracter. Je pourrais même trancher le mot, & convenir que leur plus grande utilité consiste à mé-

nager les moyens de pouvoir augmenter la dette, si jamais les exigences futures l'exigent; mais j'ai d'autant moins besoin d'insister là-dessus, que la précaution adoptée en constituant ces deux fonds leur assure un mérite secondaire qui les empêchera d'empiéter sensiblement sur le capital artificiel. En effet, la même loi qui a imprimé au premier de ces fonds une marche graduelle, a eu grand soin de statuer qu'il s'arrêterait dans cette marche; dès qu'il aurait rempli son unique destination, celle d'éteindre environ les $\frac{4}{10}$ des intérêts de l'ancienne dette. Or si, à l'époque de cette extinction, la valeur des fonds publics, non encore rachetés, se trouve rehaussée de toute la valeur des fonds publics rachetés; c'est-à-dire, si 60 millions du fond appelé *trois pour cent* valent alors, au marché, autant que 100 millions de ce même fond y valent aujourd'hui, il en résulte que d'un côté la nation se trouvera effectivement soulagée de $\frac{4}{10}$ de taxes annuelles, & que de l'autre elle n'en conservera pas moins tout le capital artificiel qu'elle possède aujourd'hui. Il ne faut donc point perdre de vue, qu'en temps ordinaires, l'effet du fond d'amortissement est de tenir l'équilibre, c'est-à-dire de communiquer en quelque manière aux fonds non-rachetés, toute la valeur réelle des fonds qu'il rachète. Quand on en aura racheté les $\frac{4}{10}$, si les fonds non-rachetés reconquièrent alors toute leur valeur nominale, & qu'ils s'y soutiennent, ce sera, sans doute, le cas sinon de supprimer le fond d'amortissement créé en

1786, du moins de ralentir considérablement son action. Or comme c'est précisément à cette époque que le Parlement s'est réservé le droit d'en détourner l'usage; je ne puis m'empêcher de penser que les législateurs qui ont fixé cette époque, ont rendu par cette seule précaution une espèce d'hommage public à la doctrine de Pinto.

Au surplus, quelque avantageux que puissent être les effets de ce premier fond d'amortissement, & de celui qu'on y a ajouté; quelque solide que soit la nouvelle base qu'ils ont donnée au crédit public de la Grande Bretagne, & quelque heureux qu'ait été jusqu'à ce jour pour cet Empire l'exercice de son crédit; je crois de mon devoir d'insister ici, sur ce que de pareilles tentatives ne pourront réussir que chez une nation qui se trouverait dans des circonstances singulièrement semblables. Et d'abord il faut que de vastes possessions, soit intérieures, soit extérieures, lui donnent un champ immense pour le déploiement d'un nouveau capital, afin que les avantages du capital artificiel qu'elle crée, contrebalancent les désavantages des taxes réelles qu'elle s'impose. Mais avant tout, pour que le crédit s'établisse solidement chez elle, il faut que sa situation topographique la mette à l'abri de toutes craintes, sinon d'une invasion, du moins d'une conquête étrangère, laquelle ne manquerait pas de faire passer entre les mains de ses conquérans les revenus hypothéqués à ses créanciers. Il faut en outre, que la condition du peuple y soit telle, qu'il ne puisse point être tenté de l'améliorer

par quelque révolution, qui ne manquerait pas d'anéantir les ressources de l'Etat, en bouleversant les fortunes de ses membres. Il faut sur-tout que le régime politique du peuple emprunteur soit tel, que ce soit la nation qui se garantisse à elle-même ce qu'elle se prête à elle-même ; car il n'y aura jamais de vrai crédit public, là où l'héritier du trône n'aura qu'à ordonner un *lit de justice* pour y monter & déclarer aux créanciers de l'Etat qu'il se dégage de ses engagements personnels envers eux, ou même qu'il se tient quitte des engagements de ses prédécesseurs. En un mot, il faut que la dette y soit vraiment *nationale*(1). Mais cela ne suffirait point ; il faut encore que les administrateurs de ce peuple soient soumis à une responsabilité perpétuelle, à l'obligation de publier chaque année, le bilan de la recette & des dépenses. Il faut qu'une conduite simple & découverte éloigne jusqu'au soupçon du mystère, afin que le crédit public y demeure sous la sauve-garde de l'opinion des créanciers, & que leur œil vigilant puisse découvrir & dénoncer toute espèce de désordre naissant dans l'administration du trésor où ils ont déposé leurs fortunes. Les Etats-Unis de l'Amé-

(1) C'est tellement le cas en Angleterre, que, si je ne me trompe, les loix du pays n'ont jamais appliqué le mot NATIONAL qu'à la dette ; encore, est-il bon d'observer pour l'instruction des étrangers, que ce que ces loix appellent *dette nationale*, n'est point le capital de cette dette, mais simplement les *annuités consolidées* dues aux prêteurs.

rique participent autant que la Grande Bretagne à chacune de ces conditions : mais il en est une dernière & essentielle qu'ils font loin d'y réunir au même degré, c'est l'épreuve de l'expérience, à laquelle leur gouvernement fédératif n'a point encore été suffisamment soumis ; car bien que le crédit public soit l'un des attributs exclusifs des constitutions libres, il faut que le laps des temps y appose son sceau en consolidant le régime social sous les ailes duquel ce crédit aura pris naissance. Ce n'est qu'autant qu'un peuple emprunteur réunira à un haut degré toutes ces conditions qu'on pourra dire de sa dette ce que Pinto a dit de la dette Anglaise, en soutenant *qu'elle a créé un capital artificiel & nouveau, qu'elle a enrichi le royaume, augmenté son numéraire, favorisé la circulation, & qu'il n'y a que son excès qui puisse détruire & anéantir tous ces avantages.*

Pinto s'étant borné à analyser en financier, les résultats de cette organisation ; je ne saurais me résoudre à passer sous silence un autre avantage de la dette ; avantage purement politique, mais tellement précieux à mes yeux qu'il l'emporte sur tous ceux qu'on vient de voir : & je ne puis m'empêcher de croire qu'il paraîtra tel à tous les gens éclairés qui envisagent, avec tant de raison, la Constitution Britannique comme le plus beau monument élevé jusqu'ici à la liberté, comme le code social le plus propre à assurer le bonheur de l'homme, & à relever sa dignité.

J'ai exposé ci-devant comment le système des emprunts publics avait mis la propriété du peuple à l'abri des attentats de la prérogative royale : j'essayerai de développer maintenant par quelle réaction ce même système a mis la prérogative royale à l'abri des attentats populaires. Je vais prouver que la dette nationale est devenue par degrés, & sans qu'on s'en fût douté, l'un des plus forts remparts de la Constitution Britannique, & que cette même dette, qu'on a si souvent représentée comme une mine qui la ferait sauter, est au contraire un ouvrage extérieur qui a défendu les approches de la place, & maintenu l'admirable équilibre des pouvoirs établi ou plutôt rétabli en 1688, époque où cette dette commença. En effet, quand on se rappelle toutes les contentions alternatives dont sortait alors le peuple Anglais, & pendant le cours desquelles il avait nécessairement contracté un esprit inquiet & turbulent ; quand on observe que ce n'est que depuis la révolution qui a donné naissance à la dette, qu'il a joui d'un calme intérieur non-interrompu ; quand on vient à découvrir que la révolution de 1688 a été la dernière, & que ce n'est que depuis cette grande époque que les administrateurs sont restés fidèlement dans l'enceinte de la loi, & que les administrés ont cessé de se soustraire à l'obéissance qu'ils lui doivent ; il faudrait avoir une bien haute idée de la sagesse des nationaux pour lui décerner exclusivement tout l'honneur de ce calme miraculeux d'un siècle après deux siècles de tempêtes populaires, ou pour ne pas reconnaître que la dette

publique est devenue l'une des ancrs principales qui a retenu le vaisseau de l'Etat au port de la Constitution & de la Paix. Il faut, en quelque manière avoir vécu sur les lieux, pour y apprendre à quel point cette immense dette se trouve subdivisée, & pour se convaincre que les fonds publics sont une véritable *Caisse d'épargne* où la foule des petits propriétaires vont déposer leurs économies à mesure qu'ils les accumulent. C'est alors qu'on conçoit que chacun de ces co-propriétaires est devenu, comme par instinct, une espèce de sentinelle placé en avant de l'édifice qui contient le dépôt de sa petite fortune, & pourquoi ils présentent dans leur réunion une phalange inaperçue, mais formidable, toujours prête à environner & à défendre l'ordre politique, où ils trouvent la garantie de la levée régulière & de l'application fidelle des taxes qui leur sont dues à titre d'intérêts. Les créanciers Anglais n'ignorent point que leur fortune ne peut être détruite que par l'incendie d'une nouvelle révolution; & ils sentent combien il leur importe d'en étouffer la première étincelle. Ils savent donc que ce qui leur importe par-dessus tout, c'est que la Constitution reste ce qu'elle est, ou plutôt qu'elle s'améliore, mais toujours lentement, légalement, & sans chocs. Ils savent tous que s'ils laissent faire au Souverain un premier pas vers le despotisme, son armée ne tarderait guères à s'emparer du produit des taxes qui leur appartiennent: mais ils savent de même que si jamais le peuple s'élance vers la démocratie, son premier soin serait de secouer le

joug de ces mêmes taxes. Voilà comment la dette publique a réussi à lier une nouvelle classe du peuple Anglais, & plus particulièrement la classe remuante des villes, à défendre une Constitution protectrice qui consolide leurs fortunes en même temps qu'elle leur assure des droits politiques & une pleine sécurité individuelle. Serait-il besoin d'en citer une preuve tout à la fois plus éclatante & plus récente que la facilité avec laquelle le vaisseau de l'Etat a résisté au plus effrayant des ouragans, à celui de la Révolution Française ? La banqueroute totale qui en est résulté pour les créanciers de cette dernière Monarchie, est une leçon vivante qui laissera des traces profondes dans le souvenir des créanciers Anglais ; & je doute fort qu'aucun révolutionnaire se flatte de s'en faire jamais écouter en leur protestant que son premier soin sera de placer leur créance *sous la loyauté de la nation*. “ Elle y est déjà, lui répondrait-on de toutes parts, elle est sous la sauvegarde d’une Constitution éprouvée depuis plus d’un siècle. Vous ne pourriez remuer celle-ci qu’en promettant aux non-propriétaires de les délivrer de leurs taxes, & en les envelopant ainsi dans notre ruine, sans qu’ils s’en doutassent.”

Ce n’est point ici un tableau d’imagination : c’est dans l’histoire d’un siècle entier que je viens de le copier. Sans doute la Constitution aurait pu se soutenir sans la dette ; mais non-seulement je me crois fondé à dire que celle-ci n’aurait point pu rester inviolable sans la Constitution ; je vais plus loin, & je

dis que, comme cette Constitution est la sauvegarde du crédit public, ce crédit est devenu à son tour la sauvegarde de la Constitution, parce que si d'un côté la classe nombreuse des rentiers est convaincue qu'une révolution entraînerait une banqueroute; de l'autre, le Monarque ne peut point se dissimuler que cette banqueroute exposerait sa couronne à des dangers incalculables. Voilà comment ces deux grands intérêts se combinent pour attacher le souverain & les sujets au maintien de l'ordre établi. Voilà comment la dette nationale a ajouté le lien puissant de l'intérêt particulier à tous les autres liens d'intérêts publics, qui forment un faisceau de sentimens & d'opinions autour de la Constitution Britannique. Ceux qui seront suffisamment pénétrés de cette grande vérité applaudiront peut-être à la prévoyance de l'Evêque Burnet, (1) auquel plusieurs de ses contemporains ont reproché comme un crime d'avoir

(1) Cet Evêque ne s'en est guères caché; car voici comment il s'exprime à ce sujet dans *l'Histoire de son Temps* :

“ En 1693 on créa un fond pour instituer une Banque; ce qui ne manqua pas d'occasionner de grands débats. Ce nouveau fond, ajouté à ceux qu'on avait déjà créés, eut un autre effet singulièrement avantageux. Il attacha au maintien du gouvernement, & par le lien puissant de l'intérêt particulier, toutes les familles qui se trouvaient intéressées dans les fonds publics; car aucune d'elles ne pouvait se figurer que s'il survenait une révolution, la fortune des créanciers de l'Etat échappât au bouleversement qui en serait résulté,” &c. &c.

donné à Guillaume III le conseil d'imiter le Roi de Pergame, qui trouva le secret de consolider son trône, en empruntant à ses nouveaux sujets des sommes dont le rembours dépendrait de leur fidélité. (1) Si ce conseil a été donné, & si l'expérience en a démontré la sagesse, cette expérience ne donnerait pas, je l'avoue, une origine toute noble à la fidélité des Anglais : mais qu'y a-t-il donc d'exclusivement pur dans les plus belles institutions humaines ? Le chef-d'œuvre de celui qui les fonde ne consiste-t-il pas à enchaîner les passions de l'homme social les unes par les autres ; & n'y a-t-il pas déjà près de dix-huit siècles que l'auguste législateur du Christianisme nous a appris que *là où est le trésor de l'homme, là est son cœur* ? Certes, en constatant que ce n'est qu'à l'origine même de la dette nationale des Anglais qu'on trouve le terme final de leurs convulsions domestiques ; s'il est permis de s'étonner de quelque chose, c'est qu'un

(1) Si, comme on n'en peut guère douter, le Roi de Pergame payait un intérêt annuel de ces sommes ; il en résulterait que les anciens étaient arrivés jusques sur la frontière des dettes nationales, quoiqu'ils n'eussent su tirer aucun parti de cette grande découverte. La République Romaine prêtait à ses citoyens ; & il est étonnant que l'extrême danger de cette mesure ne l'eût point conduite à préférer celle d'Eumènes bien autrement sage & politique. La plus ancienne dette publique dont on trouve des vestiges dans l'histoire moderne est celle de l'Etat de Florence, qui déjà en avait contracté une dette de £. sterling. Il est assez singulier que ce soit à cette petite République que l'Europe soit redevable de la découverte du Nouveau Monde & de celle du crédit public.

pareil rapprochement ait pu échapper à l'œil perçant de Montesquieu ; c'est que ce beau génie qui connaissait si bien les hommes, & qui avait si profondément étudié toutes les espèces de liens à l'aide desquels on peut les attacher au joug des loix ; c'est, dis-je, qu'un esprit aussi supérieur n'ait pas même aperçu cet effet tutélaire de la dette Anglaise, & qu'il ait déclaré froidement qu'il *n'en voyait point les avantages* ; lui, qui avait si bien apprécié les belles proportions de l'édifice politique dont cette dette était déjà devenue de son temps l'un des principaux piliers. Comment se peut-il enfin que le beau génie, qui aurait voulu graver sur le portique de cet édifice, *Esto perpetuum*, n'eût pas même entrevu, que si cette perpétuité était possible, la dette nationale en deviendrait un des meilleurs garans ?

Quant à T. Paine ; il est de toute impossibilité qu'il n'ait pas découvert, sur-tout dans ces derniers temps, que les fonds publics étaient devenus un otage de la fidélité du peuple Anglais envers cette même Constitution qu'il avait tant pris de peine à lui représenter comme un fléau. Si je m'étonne donc de quelque chose, c'est qu'en leur adressant ses idées sur leur dette nationale, au lieu de la leur représenter comme un instrument de misère & de ruine qui les enchaîne à la banqueroute, (1) il n'ait pas

(1) Voyez son écrit, intitulé *La Décadence & la Ruine prochaine des Finances de l'Angleterre*, traduit de l'Anglais. Paris, 3^e Avril, 1796.

préféré de la leur dénoncer comme une chaîne d'or qui les lie indissolublement à la servitude.

Et il faut convenir qu'il aurait eu en quelque manière, pour soutenir cette thèse, deux autorités bien respectables ; celle de Blackstone, & sur-tout celle de M. Necker, qui, très-innocemment sans doute, l'avait mis sur cette voie, lorsqu'il a avancé si inconfidérément, " Que dans les pays *libres* tels que l'Angleterre, l'immensité de la dette *affaiblirait peut-être les vertus républicaines*, en habituant une grande partie de la Nation à redouter, par dessus tout, le plus petit ébranlement dans les ressorts du Gouvernement, ou le plus léger éloignement dans ses habitudes." (1)

(1) Je suis bien convaincu que M. Necker n'entendait par là que les vertus & le dévouement du patriotisme ; mais cette association dangereuse des mots *Liberté*, & *Vertus Républicaines*, qui se retrouve dans presque tous les auteurs Français, a plus contribué, qu'on ne pense, à la confusion des choses par celle des idées. C'est peut-être la vieille & dangereuse habitude d'amalgamer ces trois mots, qui a le plus reculé en France l'époque d'une *Monarchie libre*.

Plus circonspect que M. Necker, *Blackstone* s'est contenté de déplorer que la dette Anglaise ait jeté une vaste acquisition d'intérêts personnels dans celui des deux bassins de la balance politique qui appartient à la Couronne. Pour que cette idée fût juste, *Blackstone* aurait dû se borner à dire que cette dette a jeté une vaste acquisition d'intérêts personnels dans la balance de l'ORDRE ÉTABLI. En effet, à moins qu'on ne prétende que l'ordre établi en 1688 fût une usurpation de la Couronne, je ne saurais comprendre comment les nouveaux intérêts personnels qui sont venus se rallier autour de

Graces en soient rendues à cette dette, si elle a contribué à *affaiblir*, & même à étouffer en Angleterre,

cet ordre de choses, se trouvent plus favorables à la prérogative Royale qu'aux libertés du Peuple.

Il est vrai que Blackstone appuie son idée sur l'influence secrète que donne à la Couronne la foule d'agens nécessaires pour lever le nouveau revenu engagé aux créanciers de l'Etat. Il observe " que les Ministres ayant, non-seulement la nomination de ces agens, mais encore le droit illimité de les déposséder arbitrairement de leurs places, il en est résulté que cette armée fiscale qui dépend entièrement d'eux pour son existence, a étendu l'influence royale jusqu'aux extrémités les plus reculées de l'Empire." &c. &c.

La multiplication de ces percepteurs est sans doute un des inconvéniens de la dette nationale ; mais pour ne point lui donner plus de gravité qu'il ne mérite, il importe d'observer, 1^o, que leur nombre n'a rien encore de fort alarmant, puisqu'il ne s'élève qu'à , c'est-à-dire à environ la millième partie de la population ; 2^o, que la majeure partie de ces percepteurs n'en serait pas moins indispensable pour lever les revenus de l'Etat, lors même qu'il n'y aurait jamais eu de dette publique, & que les contributions du Peuple ne s'élèveraient qu'au tiers de ce à quoi elles s'élèvent aujourd'hui ; 3^o, que bien loin que leur nombre se soit accru graduellement dans la même proportion que la dette a forcé d'accroître le revenu qu'ils perçoivent ; M. Pitt, sous l'administration duquel ce revenu s'est élevé d'un tiers, a trouvé le rare secret de faire percevoir ces nouvelles levées, sans augmenter le nombre des officiers du fisc ; 4^o, qu'enfin, depuis que Blackstone a élevé ce cri d'alarme contre l'influence politique de ces officiers, le Parlement a jugé convenable de suspendre leur droit de voter aux élections pendant tout le temps qu'ils restent aux gages de la Couronne. D'où il résulte que le Roi actuel, qui a sanctionné cette suspension, se trouve avoir, par ses rapports avec ces officiers, moins d'influence politique que n'en avaient ses prédécesseurs avant la naissance de la dette.

les vertus républicaines ; & puisse la dette du Congrès rendre aux Etats-Unis de l'Amérique un service semblable, en y étouffant l'esprit monarchique ! Mais puisque tout le passage de M. Necker revient à dire qu'une dette publique est la digue la plus puissante qu'on puisse élever pour défendre l'ordre établi : n'oublions pas d'observer que, si cette digue a défendu l'autorité en Angleterre, elle l'a circonscrite en même temps dans un lit tout nouveau, & beaucoup plus difficile à déborder. Les Ministres qui y créèrent des fonds publics n'imaginaient guères qu'ils érigeraient un pouvoir qui maîtriserait tôt ou tard leurs successeurs. Ils étaient loin de soupçonner que le tarif de la hausse & de la baisse des fonds deviendrait peu-à-peu un registre national où les fautes des Administrateurs seraient inscrites aussitôt que commises ; & que le dépositaire de ce registre épierait sans cesse, soit au-dedans, soit au dehors, jusqu'aux moindres de leurs erreurs, pour les proclamer à l'instant même & avec éclat. Si les sentences du Tribunal de censure dont je parle sont devenues peu-à-peu des espèces d'oracles, c'est parce que la majorité des suffrages y est encore plus indépendante que dans les deux Sénats ; c'est qu'on y prononce toujours sans aucune acception des personnes ; c'est que, loin de s'opiniâtrer à soutenir ses précédens décrets, cet ostracisme s'applique chaque jour à réformer ceux de la veille, ou à vérifier s'ils ne lui ont point été surpris par de faux témoignages ; c'est que c'est à confronter les témoins, & à interroger les vrais inté-

ressés, qu'il passe ses séances entières : or comme il n'en lève aucune sans annoncer au peuple à quel degré en est le thermomètre du crédit, de l'abondance & du commerce, c'est à l'aide de ce thermomètre qu'il exerce sur la conduite des Ministres une initiative singulièrement redoutable pour eux. Et certes, il n'est pas indigne de participer à cette auguste prérogative des Souverains, puisque ce Tribunal n'est rien moins que celui de l'opinion publique, laquelle tient journallement ses assises à la Bourse de Londres. Je défie à aucun artifice d'agiotage, & à aucune manœuvre des factions de parvenir à étouffer long-temps la voix de ce Grand Juge. Je défie à toutes les intrigues de Cour de réussir à le corrompre, ou de se soustraire long-temps à sa juridiction suprême.

Après m'être arrêté sur les avantages de la dette Anglaise, il est de mon devoir de m'étendre également sur les inconvéniens qu'on lui reproche.

La 1^{re} des OBJECTIONS qu'on élève contre la dette, c'est *qu'elle creuse le tombeau de la Nation en la plongeant lentement dans le gouffre d'une banqueroute inévitable*. D. Hume, dans son Histoire d'Angleterre, avait déjà peint cet avenir à ses compatriotes avec les plus vives couleurs que lui ait jamais fourni son pinceau. " Autant il est évident, s'écrie-t-il, que le chemin de la Terre Sainte n'était point celui du Paradis, autant il me paraît démontré que l'accroissement indéfini de la dette nationale nous conduit directement & inévitablement dans un gouffre de raine. Non, ajoute-t-il, je ne connais point de démonstration

monstration mathématique plus claire que cette vérité." (1)

On se rappelle que le Docteur Price s'était tellement pénétré de cette démonstration mathématique, qu'en 1777 il avait annoncé la banqueroute *comme certaine, dès que la dette s'élèverait à 200 millions*. On a vu de même que cinq ans après, lorsqu'on eut outrepassé cette somme, sans que la banqueroute fût même entamée, Lord Stairs n'en persista pas moins à répéter expressément que *cette banqueroute était infaillible & inévitable*.

Quand c'est en Angleterre même que l'on rencontre de pareilles autorités, on ne doit plus s'étonner sans doute si la plupart des écrivains du continent ont répété à l'envie ces cris de banqueroute, & si une certaine classe de leurs lecteurs l'ont attendue depuis maintes années & l'attendent encore avec une confiance toujours redoublée, quoique toujours déçue. Quelque robuste que soit leur foi, peut-être réussirai-je à l'ébranler à l'aide d'une seule considération. Je les inviterai simplement à se rappeler que la Grande-Bretagne ne doit à ses créanciers que des intérêts, & qu'elle ne s'est jamais liée à leur rembourser un seul denier du capital de leurs créances ; en sorte que la dette nationale a dans son organisation le double avantage d'avoir créé un capital qui n'existe point pour le Gouvernement qu'on suppose le devoir, &

(1) Voyez son *Histoire d'Angleterre*, Vol. V, page 475. Edition Anglaise.

qui trouve cependant cette existence pour les créanciers qui le possèdent; c'est-à-dire, qu'elle a créé pour les rentiers de l'Etat un capital fictif, sans que l'Etat leur doive de capital réel. Il y a même ici une circonstance singulière : bien qu'aucun de ces rentiers ne se soit réservé le droit de réclamer les sommes prêtées, la Nation s'est réservée de son côté le droit de les forcer à en recevoir le remboursement, & à lui rendre leurs titres, pourvu qu'elle leur offre tout le capital nominal qui y est inscrit. Je n'ai pas besoin de dire que cette opération, qui exige un emprunt à intérêts plus bas, ne peut s'entreprendre que lorsque le cours des effets publics est au-dessus du pair ; mais en attendant que la paix ramène périodiquement cette heureuse époque, l'Etat n'en poursuit pas moins la liquidation de sa dette à l'aide du fond d'amortissement. Et observez qu'il est libre d'y employer ce fond, ou de le distraire à son gré, sans blesser le moins du monde son contrat avec les rentiers ; car ce n'est point vis-à-vis d'eux, mais vis-à-vis de lui-même qu'il a institué cette caisse. En un mot, dans aucun temps, & sous aucun prétexte, ses créanciers ne peuvent se présenter à lui pour réclamer le principal de leurs créances. " On ne s'est jamais engagé qu'à vous en payer les intérêts, leur répondrait-on ; tant que vous les recevrez à leur échéance, on sera quitte vis-à-vis de vous."

J'invite les lecteurs du continent à s'arrêter ici, parce que la plupart des écrivains Français envisagent la dette Anglaise comme exigible : aussi publient-ils de

temps en temps les calculs les plus alarmans sur l'insolvabilité d'une Nation qui, à en croire ces calculs, devrait dix à douze fois plus de numéraires qu'elle n'en possède, & presque autant qu'il y en a dans toute l'Europe ; tandis que, dans la réalité, l'Angleterre ne doit qu'environ 13 millions sterling par année, & rien de plus.

Une autre erreur de fait, non moins commune sur le continent, & qui n'a pas peu contribué à y entretenir les rêves dont on se berce sur la banqueroute prochaine de l'Angleterre, c'est qu'on y a constamment envisagé la baisse des fonds publics comme une annonce de cette banqueroute, comme une preuve que les intéressés la voient approcher, puisqu'ils se défont à tout prix de leurs créances. Je ne prétends point garantir que cette baisse ne se présente quelquefois sous cette image aux yeux de ceux des créanciers qui n'ont jamais cherché à en approfondir les causes ; mais les grandes fluctuations, celles qui ont lieu pendant la guerre, & sur-tout à l'approche des nouveaux emprunts, tiennent si peu à une diminution de confiance, qu'elles sont quelquefois, si je puis m'exprimer ainsi, l'effet de la confiance même, ou, si l'on veut, de la cupidité. Des gens dignes de foi m'ont assuré que très-souvent cette baisse est causée par l'empressement des prêteurs, lesquels, dès qu'ils apprennent que le Gouvernement aura besoin de nouvelles sommes, rassemblent d'avance & réalisent le plus qu'ils peuvent ce qu'ils possèdent dans les fonds publics, pour en tenir la valeur prête à lui être

offerte. C'est sur-tout cette opération qui cause une baisse ; & cette baisse est toute à leur profit, puisque si, en vendant leurs fonds sur la place lorsqu'ils y valent 70, ils réussissent peu à peu à les faire baisser jusqu'à 66 le jour de l'emprunt ; l'Administration, indépendamment du *premium* qu'elle devra leur accorder, sera forcée de leur livrer, au cours du jour, les nouveaux fonds qu'elle créera ; en sorte que les prêteurs auront payé d'autant moins, & gagneront d'autant plus à la hausse qui surviendra lorsque cesseront les emprunts, sur-tout si, pendant cet intervalle, ils ont eu assez de capitaux libres pour ne point être forcés à mettre leurs contrats en vente avant que survienne cette hausse. La baisse des fonds publics dépend sans doute de plusieurs autres causes, & l'une des plus évidentes tient à ce que le prix de toute marchandise baisse lorsque les acheteurs sont informés qu'une nouvelle quantité va être exposée en vente (1) :

(1) Il est une autre cause qui y a considérablement influé pendant la guerre actuelle, & qui cependant est plutôt un symptôme de prospérité que d'adversité ; ce sont les besoins inattendus du commerce, lorsqu'on lui adresse tout-à-coup un surcroît de demandes, ou qu'il s'ouvre quelque nouveau débouché si avantageux, que les capitalistes, afin de prendre part aux bénéfices qu'il présente, sont tentés de réaliser les capitaux qu'ils ont dans les fonds, & qui leur rapportent un intérêt infiniment moindre. M. Pitt n'a point été contredit lorsqu'il a avancé le , dans la Chambre des Communes, que la prospérité croissante du commerce était une des causes principales de l'élévation actuelle de l'intérêt de l'argent. Et comment en douter lorsqu'il fournissait en même

mais la baisse qui survient ordinairement dans les fonds publics lors des nouveaux emprunts, indique si peu la crainte d'une banqueroute nationale, que les prêteurs mettent d'ordinaire toute leur adresse à stipuler que le Gouvernement ne pourra point leur rembourser tel ou tel capital avant un certain nombre d'années, qu'ils reculent le plus qu'ils peuvent. Etrange preuve de défiance que la précaution d'un prêteur qui, en livrant son argent, insiste sur ce qu'on ne pourra de long-temps lui en offrir le rembourser ! Observons ici les deux extrémités des lignes du crédit & du

temps des preuves irréfragables que le commerce extérieur avait pris plus d'activité & d'extension que jamais ? L'effet de toute extension pareille & subite, doit être une hausse correspondante dans l'intérêt de l'argent, & l'effet inévitable de celle-ci doit être une baisse dans le prix des fonds publics qu'on cherche à négocier pour verser dans le commerce. C'est précisément ce qui arriva après que la paix de 1783 en eût rouvert tous les canaux ; aussi le spéculateur dans les fonds fût-il tout étonné de leur voir éprouver une baisse plus considérable encore que pendant la guerre. En partant de ce fait, on peut entrevoir qu'il est telle calamité qui, en fermant momentanément certains marchés au commerce Anglais, ferait remonter les fonds publics, par cela seul qu'elle y ferait refluer une partie des capitaux qui vivifient aujourd'hui les manufactures. Or, je n'ai pas besoin d'ajouter qu'une hausse semblable ferait un signe de prospérité bien trompeur. Pour peu qu'on médite en Angleterre sur les symptômes qu'on peut tirer de la hausse ou de la baisse de l'intérêt de l'argent, on acquiert bien la preuve que la baisse de cet intérêt est en général cause & effet d'une prospérité constante ; mais on est tout surpris de découvrir qu'il est certains cas où la hausse subite de cet intérêt est la preuve marquée d'un redoublement de prospérité.

discrédit : on exigeait de la Monarchie Française des intérêts d'autant moins hauts, qu'elle acquiesçait à rapprocher davantage l'époque du rembours ; la Grande-Bretagne emprunte au contraire à des intérêts d'autant plus bas, qu'elle consent à reculer cette époque. Bien entendu qu'en accordant cette faveur, les Ministres Britanniques se gardent, par-dessus tout, de prendre de leur côté, l'engagement de rembourser au terme dont on convient. Ils ne le fixent que comme celui à l'expiration duquel il leur sera loisible d'offrir ce rembours, si les convenances de l'Etat s'y trouvent. Passé ce terme, l'Etat peut offrir le rembours quand bon lui semble ; mais, sous aucun prétexte & en aucun temps, personne n'a le droit de le réclamer.

Cet exposé doit suffire pour faire comprendre qu'il n'en est point de la dette Anglaise comme de la dette du Gouvernement Français, lequel ayant eu l'imprudence de se lier à des rembourse périodiques, se trouvait en état de faillite ouverte chaque fois qu'il ne réussissait pas à ramasser les sommes nécessaires pour y faire honneur. Il ne faut donc jamais perdre de vue que l'Angleterre n'a point de dettes exigibles (1),

(1) A certains égards cependant, la dette flottante peut être envisagée comme *exigible*, depuis que M. Pitt a provoqué lui-même en 1794 une loi par laquelle elle doit être fondée au plus tard 15 mois après avoir été contractée. Cette dette consiste en quatre différentes espèces de billets au porteur, soit *Rescriptions*, savoir, les Billets de l'Echiquier, ceux de la Marine, ceux de l'Ordonnance, & ceux du Bureau des Approvisionnemens. Ces

& qu'elle ne doit que des intérêts ; or, cette simple vérité de fait suffit pour mettre en évidence que la banqueroute dont on ne cesse de la menacer, ne pourra arriver que lorsque les contribuables se trouveront

diverses Rescriptions sont une reconnaissance que le porteur a droit à la somme spécifiée, laquelle porte intérêts. Comme jusqu'à l'Administration de M. Pitt, l'époque de leur remboursement était incertaine, comme elle dépendait entièrement des convenances du Gouvernement, & que rien n'empêchait celui-ci d'en émettre selon ses besoins, ces espèces de Mandats, ou de Bons au porteur, perdirent jusqu'à 40 pour cent sous le règne de Guillaume III, où ils prirent naissance ; &, pendant la guerre d'Amérique, on les vit encore éprouver une perte de pour cent. Il est vrai que dès que le Gouvernement en a constamment remboursé toute leur valeur nominale, cette perte ne peut s'envisager que comme escompte ; & si cet escompte fut si considérable pendant la guerre d'Amérique, c'est que la masse de ces différens papiers s'éleva à la somme énorme de 26 millions, 267,993 liv. sterling.

Un pareil expédient est sans doute très-commode pour l'Administration qui y a recours ; mais plus elle en use, plus il devient ruineux ; car je n'ai pas besoin de dire, je pense, que le Gouvernement Anglais ne livre jamais ces Mandats qu'au cours de la place, c'est-à-dire en en bonifiant l'escompte, qui est ainsi pour lui à pure perte. C'est donc pour mettre des bornes aux pertes qui en résultaient, que M. Pitt s'est lié, ainsi que ses successeurs, à ne laisser accumuler aucune partie de cette dette flottante, plus de 15 mois sans la *sonder* ; ce qui se fait, soit en empruntant pour payer les porteurs des Mandats, soit en obtenant leur consentement pour les colloquer parmi les propriétaires des fonds publics, & en assignant leurs intérêts perpétuels sur de nouvelles taxes. A l'époque du 2 Mai 1796, où Lord Auckland présenta à la Chambre

trop appauvris pour subvenir aux impôts qui font face à ces intérêts.

des Pairs le Tableau comparatif cité page la dette flottante se trouvait réduite à

Billets de l'Echiquier,
Billets de la Marine,
Billets de l'Ordonnance,
Billets d'Approvisionnement.

TOTAL

Comme l'émission de ces divers billets a augmenté depuis cette époque, & que depuis la guerre les besoins inopinés du commerce ont élevé l'intérêt de l'argent fort au-dessus de celui de ces Billets, qui n'est que de 4 pour cent, ils éprouvent aujourd'hui un escompte de pour cent. Les papiers Français n'ont pas manqué d'en faire grand bruit, & l'ont appelé une *énorme dépréciation*. Ce qu'il y a de très-bizarre, c'est que ces papiers annonçaient en même temps que la République Française essayait d'une dette flottante en émettant des *Rescriptions* que le Ministre des Finances s'engageait solennellement à payer dans trois mois en espèces sonnantes. A peine ces espèces de Billets de l'Echiquier eurent-ils été mis en circulation à Paris, qu'ils éprouvèrent un escompte de 50 pour cent ; & je ne dis pas par an, mais par jour. Si l'on doutait d'un fait si remarquable dans les annales des finances, il n'y a qu'à lire l'aveu qu'en a fait Thibault le 24 Février 1796, au Conseil des 500. Ici, dit-il, j'observe, en passant, que la première rescription a été vendue à 50 pour cent de perte, & que le soir même la trésorerie, fidelle aux engagements de la Nation, l'a reçue au pair.

Ce que Thibault n'observe pas, c'est que l'individu qui avait vendu cette première rescription à 50 pour cent de perte, l'avait reçue de la trésorerie au pair, à la place des espèces qu'elle lui avait promis. Et ici j'observerai, en passant, comment la trésorerie Française a été fidelle aux engagements de la Nation : ç'a été en échan-

Ici se présente naturellement la SECONDE OBJECTION contre la dette, savoir, l'étendue des tributs qu'elle nécessite: *Tributs tellement immodérés*, dit-on, *que la résignation des Anglais à les payer est une espèce de miracle*. On ajoute qu'un pareil miracle pourra d'autant moins se prolonger, que tandis qu'on épuise les forces des contribuables pendant la paix, chaque guerre les condamne encore à voir multiplier ces impôts, que Lord Bolingbroke représentait déjà il y a *an-* nées, comme des IMPÔTS RONGEANS & DESTRUCTEURS.

Je renvoie à l'un des chapitres suivans l'analyse de ces impôts, & je me bornerai à répéter dans celui-ci le principe avancé dans l'un de mes écrits (1); savoir, "que le poids des contributions pour toute famille ou "pour toute nation, ne doit point se calculer en raison de la somme numérique à laquelle elle est

geant ces rescriptions, non contre des espèces comme elle s'y était engagée, mais contre une autre espèce de rescriptions, nommées *Mandats*, qui perdent aujourd'hui pour cent. J'ai cru devoir citer cet exemple pour tranquilliser ceux des Anglais qui avaient craint que la France, en passant l'éponge sur son ancienne dette, n'acquît un crédit tout neuf, & supérieur à celui de la Grande Bretagne. Peut-être aussi cet exemple pourra-t-il calmer les sollicitudes de certain écrivain Français, qui à la tête des quatre conditions, que suivant lui toute l'Europe doit désirer pour la France, a placé celle de rassurer contre la banqueroute.

(1) *Des Révolutions de France & Genève*, p. 328, chap. IV, "Des ressources financières de l'Angleterre, de son revenu, de son "commerce, de sa dette, & de son crédit."

“ taxée, mais en raison de cette somme comparée
 “ avec la fortune & les ressources des contribuables,
 “ c’est-à-dire, en raison de ce qui leur reste après
 “ l’avoir déboursée.”

J’aurai occasion de revenir à cette règle générale ; & en la développant par des exemples, j’espère qu’il ne me sera pas difficile de mettre en évidence les propositions suivantes : savoir, 1°, Que quoique le peuple Anglais paye 13 millions sterling additionnels pour les intérêts de sa dette, il paye cependant une moindre partie de son revenu net que la plupart des autres peuples de l’Europe. 2°, Que comme les impôts d’un peuple peuvent s’élever sans risques, dans une proportion plus rapide que celle de l’accroissement de son revenu général ; bien qu’il soit vrai que les Anglais se trouvent aujourd’hui neuf fois plus taxés qu’ils ne l’étaient avant la dette, il n’en est pas moins vrai que si le revenu des contribuables a triplé depuis cette époque, ils peuvent, après avoir acquitté les nouvelles contributions, se retrouver encore avec plus de superflu, & par conséquent avec plus de moyens de jouissances, qu’il ne leur en restait avant l’existence de la dette, lorsqu’ils ne payaient que deux millions d’impôts annuels. 3°, Que la faculté contributive du peuple Anglais est si loin d’avoir diminué à mesure que ses impôts ont augmenté, que les millions de nouvelles taxes imposées depuis trois ans, ont excité moins de réclamations que jamais, & que le produit général des taxes a moins éprouvé de déductions pendant le cours de la guerre

actuelle que dans le cours d'aucune des guerres précédentes. Je donne volontiers à tous les Anglais, à qui Pinto reprochait la *lugubromanie*, le défi de démentir aucune de ces vérités de fait. Je vais plus loin : je mets en avant, que si les revenus des contribuables augmentent simplement d'un tiers, soit de 40 millions, on pourra encore doubler les taxes actuelles, & les augmenter de 18 millions, sans que ce doublement leur paraisse aussi pesant que la moitié ne leur paraît aujourd'hui.

TROISIÈME OBJECTION. *Quelque bien assis que puissent être les impôts Anglais ; si leur effet est atténué au dedans de l'île, par le renchérissement proportionnel de toutes choses, il n'en est pas de même pour ses relations extérieures, puisque ce renchérissement condamne ses manufactures à ne pouvoir plus soutenir la concurrence au dehors avec les manufactures des peuples chez lesquels la main-d'œuvre & les subsistances restent à plus bas prix.*

Il y a près d'un siècle que ce cri d'alarme est dans toutes les bouches ; & ce qui est étrange, c'est qu'il se répète avec affectation, depuis que l'expérience a prouvé que le débit des manufactures Anglaises a augmenté au dehors précisément dans la même proportion que les taxes ont augmenté au dedans. Comment se rendre compte d'un pareil fait s'il ne venait pas à l'appui des vérités suivantes : savoir, 1^o, que la classe industrielle du peuple Anglais ne livre point à ses administrateurs une plus forte partie de son revenu net que les autres peuples manufactu-

riers. 2º, Qu'il ne faut point estimer uniquement la valeur du travail par le tableau comparatif du prix commun des journées entre tel & tel pays, mais aussi par la quantité relative du travail qu'on y obtient pour une même somme numérique. 3º, Qu'enfin, bien qu'il soit vrai que le prix du travail soit généralement plus haut en Angleterre qu'ailleurs, (1) ce désavantage est suffisamment compensé par l'addition de l'immense capital artificiel & disponible qui est venu au secours du commerce & de l'industrie. Interrogez sur ce point les négocians les plus éclairés de l'Angleterre ; ils conviendront que malgré l'élévation du prix des subsistances & de la main-d'œuvre, ce qui leur assure une préférence de plus en plus signalée dans la plupart des marchés de l'univers, c'est la supériorité de leurs capitaux qui leur permettent d'établir de vastes ateliers, d'y diviser à l'infini les branches du travail, d'y construire une foule de machines dispendieuses pour diminuer le travail de l'homme, ou y suppléer, (2) & finalement d'offrir aux

(1) Il faut cependant en excepter les États Unis de l'Amérique, les Provinces Unies de la Hollande, & peut-être encore quelques-uns des Cantons Suisses.

(2) Un autre Français, Mr. Melon, a observé, avec plus de discernement, que "*savoir faire* avec un homme, ce qu'on faisait avec deux, c'est savoir doubler le nombre des citoyens." Je soupçonne fort que les Anglais ont eu ce *savoir faire*, & que les étoffes de coton, les quincailleries, & les potteries, qu'ils exportent dans l'étranger, sont mises en œuvre par la moitié moins de bras

acheteurs étrangers un crédit beaucoup plus long que les marchands des autres pays. Je me flatte d'avoir démontré que cette abondance de capitaux est due au système des emprunts, soit parce qu'il ménage depuis un siècle les capitaux réellement productifs, soit parce qu'il y a ajouté le capital artificiel de la dette. Il ne reste donc plus qu'à décider si les taxes que cette dette a enfantées, sont plus nuisibles à l'industrie que l'abondance des capitaux disponibles pour le commerce ne lui a été favorable. Mais ce ne sera qu'après cette décision qu'on pourra prononcer entre ceux qui ne pouvant nier la prospérité redoublée du commerce Anglais se replient en disant, *qu'il a prospéré en dépit de la dette*, & ceux qu'on a si souvent traités de visionnaires lorsqu'ils annoncèrent que ce commerce prospérerait à la faveur de la dette même. Peut-être aussi, avant de s'arrêter à l'objection que je viens de citer, serait-il convenable de prouver que le renchérissement dont on se plaint est l'effet des taxes, & non

que n'en emploient les autres peuples pour produire des ouvrages du même mérite. Je me flatte que les Français ne traiteront point ceci d'exagération, puisque leurs papiers publics de Juillet, 1796, font grand bruit d'un mémoire que vient de présenter à Paris un Ajudant-Général Batave, mémoire dans lequel il *détaille*, dit-on, *les procédés au moyen desquels on peut en Angleterre faire avec 67 individus, plus régulièrement & plus promptement, ce qui dans les fabriques Françaises en nécessite 392*. S'il en est était ainsi, la main-d'œuvre, & les subsistances des Anglais qui les travaillent, pourraient, sans aucun risque pour le commerce, se trouver le double plus chères qu'ailleurs, ce qui est bien loin d'être le cas.

celui de l'augmentation des richesses ; car ou je me trompe fort, ou ce renchérissement est l'effet composé de l'augmentation des richesses & de celle des taxes ; & lors même qu'il n'y aurait eu ni dette ni nouvelles taxes, tout n'en serait pas moins devenu plus cher si les richesses étaient devenues plus communes.

QUATRIÈME OBJECTION. *Les étrangers ayant contracté une partie de cette dette, il est évident, qu'en se liant à leur en payer les intérêts, on s'est soumis à un tribut annuel, qui, en fin de compte, doit ruiner la nation tributaire, &c. &c.*

Rien de plus sombre que les couleurs avec lesquelles certains écrivains Français ont rendu ce terrible accident des dettes publiques. *On attire par cette voie les métaux des étrangers !* dit Raynal : *Oui, sans doute ! comme on les attirerait en leur vendant une ou plusieurs provinces de l'empire ! Peut-être même serait-il moins déraisonnable de leur livrer le sol que de le cultiver uniquement pour eux.* Pour réduire ces belles déclamations à leur juste valeur, il suffit d'observer qu'elles ne sont applicables qu'à la nation qui payerait de ses revenus annuels l'intérêt de trésors étrangers qu'elle serait assez insensée pour ensevelir dans des souterrains. Mais ce n'est point ici le cas de l'Angleterre, qui, loin d'avoir jamais laissé dormir les capitaux qu'elle emprunta, les a tous fait circuler avec la plus industrieuse activité. *L'argent produit l'argent*, dit le proverbe : or, si le peuple Anglais fait valoir l'argent des étrangers à un plus gros

intérêt qu'il ne leur en paye, tout ce surplus devient pour lui un pur bénéfice. En effet, si les capitaux productifs qu'il tient d'eux, & dont je supposerai qu'il leur paye environ 1 million chaque année, ont augmenté de 2 millions, l'excédent de ses reproductions annuelles ; si c'est à ce prix qu'il revend cet excédent à ces mêmes étrangers, n'est-il pas de toute évidence que, quoiqu'il soit leur tributaire de 1 million, il les rend tributaires de 2 ? Il n'y a rien, ce me semble, dans une pareille transaction qui puisse le menacer de ruine ; pas plus que ne le ferait un négociant qui aurait le bonheur d'obtenir à 5 pour cent un dépôt de £.100,000, dont il aurait la certitude de tirer annuellement 9 à 10 pour cent, ce qui est assez généralement le taux auquel on fait valoir en Angleterre les capitaux reproductifs, soit dans le commerce, soit dans l'agriculture. La Nation Anglaise est vis-à-vis des prêteurs étrangers, précisément dans la relation de ce négociant envers son dépositaire. On aurait beau dire qu'elle leur paye un tribut, ce tribut est pour elle une véritable conquête. Aurait-il donc mieux valu pour cette Isle, qu'en se refusant à toute dette domestique elle eût tenté ses propres capitalistes de faire passer leurs capitaux oisifs aux Puissances emprunteuses du Continent ? Aurait-il mieux valu qu'elle eût ainsi donné à ses rivaux l'avantage qu'elle en reçoit, celui d'alimenter son industrie à leurs dépends ? Cependant l'appauvrissement auquel elle semblait se condamner, en *hypothéquant*, ainsi comme on le disait, *son sol à des étrangers*, avait

d'abord tellement effrayé quelques-uns de ses patriotes, que Postelthwayt entr'autres recommandait il y a 50 ans d'aller à la recherche de quelque moyen pour empêcher les étrangers de prendre aucune espèce de part aux emprunts futurs. Et tout récemment encore, Mr. E. King croit avoir découvert ce moyen ; il a proposé sérieusement de détourner le fond d'amortissement, & de l'appliquer au rembour de cette classe de créanciers. Au reste, il faut convenir que les financiers Français ont laissé bien loin en arrière, ceux de la Grande Bretagne sur ce point. Le Français anonyme qui a publié, il y a 34 ans, le *Bilan de l'Angleterre*, assure que " cette Puissance, " comme débitrice envers les étrangers, perd de " grosses sommes ; qu'elle n'a par rapport à eux que " le sort des esclaves ; qu'elle n'est que comme le " serf de la glèbe, obligé de prélever le tribut qu'il " doit à ses maîtres," &c. &c.

Quant à l'Abbé Raynal, qui est venu après lui : la théorie du crédit & celle de la circulation lui étaient si peu connues, que ramassant toutes les foudres de l'éloquence Française, en parlant de cet inconvénient des emprunts publics, qu'il appelle *ruineux*, il s'écrie avec une sainte indignation : *Ministres emprunteurs ! S'il est un grand juge qui vous attende, comment osez-vous paraître devant lui ? Maudits dans ce monde, vous le serez encore dans l'autre. Telle est la fin des emprunts : jugez par-là de leurs principes.* Plus circonspect, Montesquieu, en énonçant le même

re.

reproche, s'était contenté de dire, que, *dans toute nation ainsi perpétuellement débitrice des étrangers, le change doit être très-bas.* Cette épreuve est en effet la plus sûre à laquelle on puisse mettre la dette Anglaise : qu'on l'y applique, & l'on verra que depuis que la Grande Bretagne a dû des intérêts aux étrangers, le change a été bien plus en sa faveur qu'il ne l'était dans le siècle précédent, lorsqu'elle ne leur en devait aucuns.

CINQUIÈME OBJECTION. *Une dette publique excite, favorise & nourrit l'agiotage. La bourse où se vendent les fonds, devient peu à peu une espèce de Pharaon National, où des gains illicites, rapides, & souvent honteux, détournent du commerce honnête & productif une foule de citoyens qui n'auraient pas manqué de s'y vouer sans cet attrait perfide.*

Cet agiotage est un mal sans doute ; & je ne conçois guères, je l'avoue, comment Pinto a pu avancer que *le bien qu'il produit l'emporte de beaucoup sur le mal qu'il cause.* (1) Je conçois cependant, que ce mal peut en quelque manière porter avec lui son remède ; car pour dix individus qui s'enrichissent au jeu de la hausse & de la baisse, il y en a presque toujours dix qui s'y ruinent. C'est ici, je crois, la seule espèce de commerce où l'un des contractans

(1) Je comprends que pour prononcer aussi affirmativement que lui sur ce point, il faudrait connaître à fond tous les détours de ce ferrail d'intrigues, & je dois avouer que je n'ai jamais été curieux d'en approcher, même les dehors.

soit sûr de perdre tout ce que l'autre gagne. Or, un commerce si dangereux ne peut pas avoir une séduction bien générale dans un pays comme l'Angleterre, où il y a pour les capitaux tant d'emplois plus lucratifs & moins aventurés. D'ailleurs, quoique les fonds du Gouvernement y soient devenus le principal aliment de cet agiotage, ce serait une grande erreur d'imaginer qu'on pût l'étouffer en anéantissant ou en soldant la dette nationale. Les paris se reporteraient immédiatement comme autrefois sur les actions de la Compagnie des Indes, & sur celles de la Banque ; & je ne suppose pas que personne proposât d'anéantir en même temps ces deux Corporations pour se délivrer de l'agiotage. Tel qu'il existe à Londres, cet agiotage n'est guères autre chose qu'une espèce d'insecte qui reparait sans cesse, & qui déplaît à l'œil sans nuire essentiellement aux fruits de l'arbre auquel il s'attache.

SIXIÈME OBJECTION. *À la faveur des dettes publiques, poursuit Raynal, les classes actives & fécondes de la société sont dépouillées & épuisées par la classe paresseuse & stérile des rentiers.* Il n'y a sorte d'invectives qu'on ne rencontre contre ces derniers, dans la plupart des écrivains Français. Tantôt ils les appellent *des sangsues, qui boivent le sang des classes nourricières* ; tantôt *des loups dévorans, qui ont abusé des besoins de l'État, pour s'engraïsser aux dépens du pauvre peuple.* C'est sur-tout contre eux que l'auteur du bilan de l'Angleterre a déployé toute sa rhétorique. *La dette, dit-il, y a créé une race*

d'hommes, connue sous le nom d'hommes à porte-feuille, race toujours ardente à imiter les frélons qui dévorent le miel des abeilles industrieuses ; race ennemie de la charrue & des propriétaires en fonds de terres.—Peste publique, parce que, vivant dans une avarice vile & sordide, elle ne cherche nuit & jour qu'à accumuler son or pour en grossir son porte-feuille (1).

Je n'ai jamais entendu répéter ces clameurs sur l'usure prétendue qu'ont exercée les créanciers de l'État, sans me rappeler une observation singulièrement ingénieuse de Mr. Necker. "*Le temps*, dit-il, *est une sorte d'amortissement de la dette publique. Ce fond d'amortissement manifeste son action en diminuant successivement la valeur comparative de toutes les sommes numériques dont les Souverains sont redevables. Comme le revenu des simples propriétaires de rentes s'affaiblit à mesure que le prix général des choses s'accroît ; de même, la charge imposée sur le débiteur de ces rentes devient insensiblement plus légère. Ce sont deux effets qui se suivent & dans une proportion à-peu-près semblable.*" (2)

Puisque les déclamations que je viens de citer

(1) Voyez page 99 de l'ouvrage Français, intitulé *Bilan du commerce de l'Angleterre*. Je ne fais trop pourquoi cet écrivain n'aurait pas pu en dire autant des agriculteurs Anglais, qui, à l'instar de la race des hommes à porte-feuille, *ne cherchent nuit & jour qu'à accumuler leurs récoltes pour en remplir leurs greniers.*

(2) *De l'administration des finances de la France*, vol. 2, p. 255.

plus haut contre les créanciers de l'État, ont plus d'une fois traversé le détroit de Calais; puisqu'elles se sont glissées jusques dans les commentaires de Blackstone (1), & que Sir John Nicholls s'est élevé avec chaleur contre *les profits de l'usure exercée, suivant lui, par les gens riches envers l'État nécessaire*; il ne sera peut-être pas inutile de développer ici l'idée de Mr. Necker, en l'appliquant par un exemple à l'Angleterre.

Je supposerai donc le cas d'une famille qui aurait conservé jusqu'à ce jour une créance de £.1000 sterl. prêtées en perpétuité à l'État, sous le règne de Guillaume III, & dont elle retira, dans l'origine, environ £.70 ou £.80 de rentes. On n'a pas oublié, sans doute, les opérations très légitimes par lesquelles l'État, en offrant le rembour du capital, réussit à réduire successivement ces anciennes rentes à £.30 sterl. que perçoivent aujourd'hui les héritiers de cette famille; & l'on fait que s'ils sont tentés de réaliser la créance de leur ancêtre, ils n'en tireront au cours du jour qu'environ £.600. Supposons qu'au lieu de venir au secours du Gouvernement, leur ancêtre eût placé ses £.1000, en terres qui se vendaient communément alors aux deniers 18 & 20, il est évident qu'il se serait procuré tout au moins un revenu annuel de £.50; &

(1) On trouve dans ses commentaires de vives doléances, sur ce que la dette a appelé *les sujets industrieux & actifs à maintenir la classe indolente des rentiers*. Quant au Docteur Price, il croit vraiment faire grace à ces derniers, en consentant à les classer parmi les *personnages de l'État*.

que comme le revenu des terres a presqu'uniformément doublé depuis cent ans, celle-ci rapporterait aujourd'hui une rente d'environ £.100. Ce n'est pas tout encore ; car comme les terres se vendent maintenant aux deniers 28 & 30, les héritiers de ce domaine pourraient en tirer £.3000 sterl. de capital. Qu'on juge d'après ce simple exposé, si cette famille, en venant au secours de l'*État nécessaire*, a abusé de sa détresse, & si elle a fait vis-à-vis de lui les *profits de l'usure*, dont l'accuse Sir J. Nicholls. En vérité, il ferait pour le moins aussi juste de s'élever contre les propriétaires des terres, que contre les créanciers de l'État ; car ces propriétaires sont aussi pour la plupart une *classe paresseuse & stérile* qui dissipe ses revenus dans la Capitale, tandis que le fermier arrose leurs terres de sa sueur. Il y a même plus ; cette classe a trouvé le double secret d'augmenter ses revenus dans la même proportion que ceux des prêteurs ont diminué, & de doubler la rente de ses terres, sans permettre qu'on augmentât proportionnellement la contribution territoriale. Quelle riche mine de déclamations contre les propriétaires des fonds ! On ne me soupçonnera pas, j'espère, de vouloir l'exploiter. Il me suffit de faire observer que la taxe territoriale, qui est restée identiquement la même pour eux, parce qu'ils la payent en argent & non en nature, est bien loin de représenter aux rentiers ce qu'elle leur représentait dans son origine. J'observe encore que ces rentiers, qu'on dénonce comme des *usuriers*, se trouvent constamment en souffrance par l'effet de la dépréciation de l'argent ;

& j'en tire la preuve, de ce qu'a dit Mr. Necker, que le temps a *amorti* & amortira de plus en plus les charges d'une dette nationale.

SEPTIÈME OBJECTION. *Le prêteur, poursuit encore l'Abbé Raynal, dictera constamment la loi, & il en proportionnera toujours la rigueur aux risques qu'il lui faudra courir : un emprunt en attirera un autre ; & pour accélérer le dernier, on GROSSIRA DE PLUS EN PLUS L'INTERET.*

Il ne me ferait point impossible de prouver que ce terrible pronostic ne pouvait pas même s'appliquer à la France : mais comme je ne traite ici que de la dette Anglaise, je me bornerai à répondre par des faits récents & notoires. Non-seulement Mr. Pitt a rempli en 1796 le dernier emprunt de 12 millions à d'intérêts de moins que l'emprunt de millions qu'il avait ouvert & rempli mois auparavant ; mais les millions effectifs empruntés par lui pour la guerre actuelle, l'ont été à un intérêt de £.4 : 10 s. 9 d. pour cent, tandis que la même quantité des derniers millions effectifs empruntés par Lord North pour la guerre d'Amérique. avait coûté à l'Etat un intérêt de £5 : 13 s. pour cent, Ce n'est pas tout ; on a vu qu'en ajoutant constamment aux nouvelles taxes un centième du capital emprunté, Mr. Pitt a réussi à métamorphoser la nouvelle dette contractée sous son ministère, en annuités d'environ 40 ans, & que celles-ci n'ont coûté à l'Etat que $5\frac{1}{2}$ pour cent. Il en résulte, par un calcul très-simple, que les Ministres de George III ont trouvé le

secrét d'emprunter les derniers millions de la dette, à un peu moins du quart des intérêts qu'avait hypothéqués Guillaume III, lorsque, pour obtenir les premiers millions de la dette, il se vit forcé d'accorder aux prêteurs, des annuités de $11\frac{1}{2}$ pour cent, pendant le cours de 96 années.

HUITIÈME OBJECTION. *Les Puissances emprunteuses, ajoute-t-on, hypothèquent l'avenir pour le présent. Les emprunts publics sont un véritable séquestre mis sur le revenu des générations futures dépouillées ainsi avant d'être nées.* D. Hume, en plaidant la cause de celles-ci, va jusqu'à dire, qu'un père qui donnerait à un fils dissipateur un crédit illimité sur son banquier, ne serait pas plus insensé qu'un peuple qui autorise ses administrateurs à tirer des lettres de change indéfinies sur sa postérité.

On aurait beau répéter ce grief sous mille formes ; je ne vois point très-clairement l'injustice qu'éprouve en Angleterre la génération présente en payant l'intérêt des sommes qui aidèrent Guillaume III à défendre la Constitution ; & qui ont mis ses successeurs à même d'acquérir, pendant ce siècle, soit aux pêcheries de Terre-Neuve, soit dans l'Archipel de l'Amérique, soit aux Grandes-Indes, tant de vastes domaines dont la génération présente retire encore plus de fruits que la génération passée. Au surplus, depuis le dernier perfectionnement qu'a acquis le système Anglais, c'est-à-dire, depuis l'arrangement tutélaire par lequel les Ministres actuels se sont liés, eux & leurs successeurs, à ne plus emprunter la moindre

somme sans pourvoir à son rembours dans l'espace d'environ 40 années ; il serait désormais par trop ridicule de s'appitoyer davantage sur le sort des générations les plus reculées, puisqu'aucune nouvelle dette ne sera perpétuelle, & qu'à l'avenir toutes générations qui seront tentées d'en contracter une, se trouveront appelées à la rembourser en créant à cet effet un fond d'amortissement.

La NEUVIÈME OBJECTION porte toute entière contre le fond d'amortissement lui-même. *Quoiqu'institué, dit A. Smith, pour acquitter une ancienne dette, un pareil fond facilite infiniment les moyens d'en contracter une nouvelle. C'est un auxiliaire qu'on peut aisément détourner & qu'on détourne presque toujours de ses premières fonctions.—D'ailleurs, en supposant qu'on ne l'en détournât point, les progrès qu'il pourrait faire pour liquider une dette en temps de paix, ne seront jamais comparables aux progrès que fera cette dette en temps de guerre. Ou ce fond sera insuffisant, & sa marche sera infiniment faible, ou il sera appliqué à d'autres besoins urgents & imprévus, &c.*

Il faut convenir qu'en posant cela comme des espèces d'axiomes, Smith avait pour lui l'expérience du passé ; mais j'ai de mon côté celle du présent pour lui répondre. J'ose dire que s'il vivait encore, il changerait de langage, en voyant que le fond d'amortissement créé en 1786, n'a jamais été détourné un seul moment de sa destination primitive ; que dans le court espace de dix années, il a déjà racheté plus de 19 millions du capital nominal de l'ancienne dette ; qu'en-

fin

fin, loin d'avoir été suspendu pendant les 4 années de guerre qui sont survenues, il a liquidé, pendant ces 4 années, millions de plus que pendant les 6 années de paix qui avaient précédé. (1) J'ose dire surtout, que Smith serait frappé d'étonnement, s'il voyait que les *besoins urgents & imprévus* que la guerre a fait naître ; bien loin d'avoir engagé l'administration à avoir recours au premier fond d'amortissement, ont été pour elle un nouvel aiguillon d'achever son ouvrage, en affectant à la nouvelle dette un second fond d'amortissement proportionnellement plus considérable que celui qu'elle avait créé pour l'ancienne. Les couleurs sombres avec lesquelles Smith avait peint la terrible calamité à laquelle une dette toujours croissante pouvait condamner l'Angleterre, n'ont pas peu contribué sans doute à l'invention & à l'adoption des deux remèdes qu'on y a appliqués : mais il s'en est peu fallu cependant que ce grand écrivain n'ait inspiré plus de découragement que d'émulation ; car en insistant sur l'inefficacité de toute espèce de remèdes, il avait avancé qu'il *ne connaissait pas un seul exemple d'une dette nationale honnêtement & complètement payée, & que toutes les nations qui ont*

(1) Il suffit de ce seul fait pour juger, s'il est vrai, comme l'avait soutenu David Hume, " Que l'imagination la plus exaltée ne se figurera jamais qu'aucun Ministre, présent ou futur, puisse être doué d'un caractère assez ferme, & d'une économie assez prévoyante pour avancer d'une manière sensible le paiement de la dette."

réussi à s'en délivrer ne l'ont jamais fait qu'à l'aide d'une banqueroute avouée ou déguisée. Si Smith avait porté ses regards sur ce qui se passait en Saxe, & à Brunswick, à l'époque où il représentait comme impraticable l'acquittement de toute dette publique, il aurait pu découvrir que les Souverains de ces Etats y jetaient les fondemens solides de la liquidation honorable & complète de deux dettes publiques très-considérables. La libération de la première) marche jusqu'ici sans interruption; & le Duc régnant de Brunswick a déjà glorieusement atteint le noble but qu'il s'était proposé. Gloire en soit rendue à la persévérante économie de ces deux sages administrateurs! elle leur assure à jamais le premier rang entre leurs contemporains. J'ai entendu, jusques dans leurs Cours même, quelques voyageurs faire chorus avec certaine classe de sujets qui osaient reprocher à leurs maîtres une sordide parcimonie. Jeunes insensés! comme si le premier devoir des princes absolus (1) ne leur imposait pas d'être

(1) Je n'applique cette épithète à ces deux Membres de la Confédération Germanique, qu'autant qu'ils peuvent contracter des dettes & s'y soustraire, sans que la masse de leurs créanciers puisse les traduire au Tribunal de l'Empire, puisqu'ils se trouvent privés du droit de *appellando* dont jouissent ceux de divers Princes Allemands moins puissans. Je fais bien que les *Etats* de ces deux pays en ont garanti la dette; mais quelle garantie ont-ils eux-mêmes contre celui de leurs souverains à qui il plairait de détourner l'application des impôts ga-

ménagers des fortunes dont ils disposent ! comme si leur vraie libéralité ne consistait pas, bien moins dans ce qu'ils versent sur quelques-uns de leurs favoris, que dans ce qu'ils laissent à l'universalité de leurs peuples ! comme si les bénédictions méritées que vient d'obtenir le Duc de Brunswick en remettant aux siens une partie de leurs impôts, n'ont pas un parfum mille fois plus délicieux pour un homme tel que lui que toutes les fades louanges des courtisans, ou toutes les épîtres des écrivains qu'il

rantis ? Tout souverain qui se trouve investi d'une pareille autorité, ne saurait rendre à ses sujets un service plus éminent que de s'appliquer à liquider la totalité de sa dette ; parce qu'elle ne peut point s'appeler *dette publique*, parce qu'elle peut devenir l'exemple le plus contagieux pour ses successeurs, & parce que la possibilité d'une banqueroute, qu'un simple caprice suffit pour décréter du jour au lendemain, menacerait ses peuples d'une catastrophe infiniment plus funeste, que ne leur ferait avantageux le capital artificiel créé par cette dette. Un pareil Prince, s'il est vraiment le père de ses sujets, n'a d'autre ressource, pour les mettre en posture de défense, que celle d'amasser un trésor par ses économies : cependant cette ressource est doublement dangereuse, en ce qu'elle enlève à la circulation les capitaux reproductifs, & en ce qu'elle entraîne, tôt ou tard, les possesseurs de ce trésor dans des entreprises aventurées. On élève ce dernier reproche contre le crédit ; combien n'est-il pas plus fondé à l'égard d'un trésor accumulé ! Ne voit-on pas que l'ambition ou la prodigalité du Prince auquel il passe ne sont retenues par aucune des difficultés, par aucun des freins salutaires, qui arrêtent les Puissances emprunteuses ?

eût pu si richement pensionner avec les revenus qu'il vient de restituer à ses sujets (1).

(1) Comme les Princes d'Allemagne donnent peu de publicité à leurs opérations en finances, je ne puis point en parler avec la même précision que de celles de l'Angleterre. Selon Randel, le capital de la dette de l'Etat de Brunswick montait à 7 millions d'écus d'Allemagne, lors de l'avènement du Duc actuel en 1780. Comme, selon le même auteur, les revenus du Duché s'élevaient annuellement à $1\frac{1}{2}$ million d'écus, si l'on calcule à 5 pour cent les intérêts que portait cette dette (intérêts sur le taux desquels je n'ai aucune donnée), on trouvera que l'Etat était grevé de 350 mille écus de rentes annuelles, & que celles-ci consommaient environ le quart des revenus du Prince. Cependant, à force d'ordre & de réductions économiques, le Duc régnant a réussi à amortir entièrement cette dette énorme, dans l'espace de dix années; & quoiqu'il n'eût point mis d'impôts additionnels pour accélérer cette liquidation; dès l'an 1790 où elle a été accomplie, il a généreusement soulagé ses sujets de quelques-uns des anciens impôts.

Quant à la dette de la Saxe, en voici un aperçu d'autant plus curieux, qu'on y trouvera des rapports singuliers avec la dette Anglaise, & sur-tout avec les moyens adoptés pour la liquider.

D'après les documens que M. le Comte de Heinitz, l'un des hommes d'Etat les plus distingués de l'Allemagne, a publiés sur les finances de la Saxe, on est fondé à croire qu'à l'avènement de l'Electeur actuel en 1764, ses revenus s'élevaient annuellement à $27\frac{1}{2}$ millions de livres Tournois, dont les intérêts annuels de sa dette consommaient environ $7\frac{1}{2}$ millions.

Ce n'est pas tout-à-fait le tiers des revenus de l'Etat, tandis qu'en Angleterre les intérêts de la dette s'élèvent à plus des deux tiers. Il n'en est pas moins vrai cependant que la dette des Saxons leur était sans comparaison plus onéreuse que la dette nationale ne l'est aux Anglais, & cela par trois raisons sen-

DIXIÈME OBJECTION.—J'arrive enfin au dernier, & sans doute au plus important de tous les reproches

fibles. 1^o, Parce que les capitaux empruntés par le Gouvernement Saxon, au lieu d'avoir été appliqués à défendre efficacement l'Etat, avaient été, ou dissipés pendant deux règnes d'un luxe scandaleux, ou enlevés à ce malheureux pays par les contributions que lui imposèrent les armées Prussiennes, contributions qui constituent encore aujourd'hui une partie de la dette qu'on liquide. 2^o, Parce qu'on assure que la moitié des intérêts étaient dûs à d'autres contrées de l'Allemagne, & que cette exportation enlevait annuellement à la Saxe presque tout ce que lui produit la balance de son commerce. 3^o, Parce que cet Electorat, environné de deux Puissances formidables, se trouve appelé à un établissement militaire si dispendieux, qu'il lui coûte autant que les intérêts de sa dette. Et comme d'un autre côté l'entretien de la Cour, les appanages des Princes du Sang, & les pensions s'y élèvent annuellement à plus de 5 millions Tournois, il en résulte que les dépenses de paix sont proportionnellement beaucoup plus fortes en Saxe qu'en Angleterre.

Cependant depuis que l'Electeur actuel prit les rênes du Gouvernement, non-seulement il a trouvé le moyen de suffire à ces dépenses indispensables, & au paiement régulier des intérêts de la dette; mais à force de retranchemens, d'ordre & d'économie, il mit à part une somme annuelle de 1,200,000 liv. tournois qu'il a dévoué à l'extinction de la dette particulière de la *Steuer*, dont le capital s'élevait, dit-on, à 108 millions. Ces 1,200,000 l. y ont été constamment appliquées avec la même fidélité que le Parlement d'Angleterre applique ici au même objet les 1,200,000 l. sterl. du premier fond d'amortissement.

Quoique l'ancienne dette Anglaise (celle qui existait en 1786, lorsqu'on créa ce fond) fût proportionnellement plus forte que tout l'ensemble des dettes Saxones, puisqu'elle se trouvait gravée d'environ neuf millions & demi sterl. d'intérêts

qu'on puisse élever contre les dettes publiques. *Plus le fond d'amortissement tranquillise les prêteurs, dira-*

annuels; il n'est pas invraisemblable qu'elle pourrait se liquider dans un moindre nombre d'années que les sept millions & demi tournois des intérêts que devait la Saxe: soit parce que celle-ci avait à peine la 30^e partie des intérêts de sa dette constituée en rentes viagères, tandis que la partie des intérêts de la dette Anglaise consistait en annuités, soit viagères, soit à terme fixe, lesquelles s'éteindront d'elles-mêmes, sans qu'il soit besoin d'en racheter le principal; soit, parce que la caisse d'amortissement de la Grande Bretagne profite occasionnellement de toutes les baisses qui surviennent dans les fonds publics, puisqu'au moment où j'écris ceci, elle rachète dans le fond appelé *Trois pour Cent*, 3 liv. sterl. d'intérêts avec une somme de 60 liv. sterl. tandis que, par l'organisation de la dette Saxonne, la caisse d'amortissement y est toujours appelée à livrer une somme de 100 liv. tournois pour racheter 3 liv. tournois des intérêts que doit la *Steuer*, & qui furent fixés à ce taux en 1764. Il est vrai, qu'indépendamment du premier fond d'amortissement de 1,200,000 liv. tournois, dont je viens de parler, la Cour de Saxe en a fondé un second pour la liquidation de ses dettes particulières, dont les intérêts se trouvent compris dans les 7½ millions cités ci-dessus. Et comme d'après plusieurs circonstances infiniment honorables à l'Administration de l'Electeur, on est fondé à croire que cette classe particulière de la dette doit être aujourd'hui complètement liquidée; s'il en est ainsi, l'extinction totale de la dette pourra s'achever bien avant 60 ans, ce qui était le terme qu'avait fixé Mr. de Heinitz.

Au surplus, peu importe pour les deux pays laquelle des deux dettes pourrait s'éteindre en moins d'années. Ce qui leur importe par-dessus tout, c'est que les fonds d'amortissement y soient religieusement appliqués à leur destination primitive. Or l'on assure que c'est le cas en Saxe comme en Angleterre; & qu'à l'exception des années 1771 & 1772, où les revenus assignés ne produisirent

t-on, plus il consolide le crédit de l'ancienne dette, & plus il facilite les moyens d'en contracter une nouvelle ;

pas en entier le surplus de 1,200,000 liv. tournois, ce surplus n'a jamais été détourné dans son application.

Je ne saurais terminer ce parallèle sans y ajouter deux pages bien révoltantes du célèbre Comte de Mirabeau, dans son ouvrage sur *la Monarchie Prussienne*, Vol. VI. p. 181 & 187. "On assure " en effet," dit-il, " que la liquidation de la Saxe avance rapidement.—On ne saurait au moins être plus exact & plus " fidèle à ses engagements que l'Electeur actuel. Mais la situa- " tion où il a su ramener la Saxe, peut-elle durer assez long-temps " pour parvenir à l'extinction totale de la dette ? Une guerre, " un changement de règne, ne replongeront-ils pas tout en Saxe " dans un abîme de désordres & de malheurs ?

" Que l'on considère d'ailleurs l'extrême dommage que cause " cette masse de dettes au pays. *Peut-être une banqueroute " exigée par la nécessité, MAIS FAITE A PROPOS, vien-* " *dra-t-elle changer la face de l'Etat.* Une banqueroute est en " général une abominable mesure ; c'est le plus dangereux, le " plus illégal, le plus inique des impôts ; c'est la violation de " la foi publique & privée ; c'est en quelque sorte *la dissolution de " la société.* Que le monde serait heureux, si les Souverains ne s'en " abstenaient que par ce motif ! Quoi qu'il en soit, il est " fort à craindre qu'il ne faille en Saxe *se familiariser* avec l'idée " d'une banqueroute nationale. *Son souverain aura du moins une ex-* " *cuse.* Il n'a pas fait les dettes qui l'exposeront à cette nécessité " cruelle ; & ce n'est pas sans l'intervention de ses sujets qu'il entre- " prendra de déclarer son bilan, & de *trancher* dans la dette. *Qui " peut disputer à un peuple le triste droit de proposer à ses créanciers pour " leur propre intérêt les arrangemens qu'une maison de commerce ruinée " offre aux siens, lorsqu'il a le malheur d'être dans la même situation. " C'est même alors la SEULE MANIERE DE RELEVER UN PAYS, " & DE SAUVER SON HONNEUR, sinon du reproche d'inconduite & " d'ignorance, du moins de celui de perfidie & de déloyauté. Ceux*

facilité d'autant plus funeste qu'elle multiplie les guerres. C'est elle qui dispose presque également les

“ qui se recrieront avec violence que cette idée est odieuse, ONT
 “ UNE VUE PLUS COURTE OU UNE BONNE FOI MOINS COUR-
 “ RAGEUSE QUE NOUS. La paix de Teschen était peut-être le
 “ le moment où l'Electeur aurait pu NETTOYER LA DETTE PU-
 “ BLIQUE du consentement de tous ceux qui auraient eu pouvoir
 “ & droit de lui susciter des difficultés sérieuses, lesquelles n'au-
 “ raient d'ailleurs jamais eu d'autre but sincère que de le *chicaner*.
 “ Je n'ai parlé qu'avec une crainte mêlée de douleur d'un moyen qui,
 “ pour n'être devenu que *trop nécessaire* peut-être, n'en est pas moins
 “ très-révoltant,” &c. &c.

Voilà donc les préceptes empoisonnés qu'allait répandre en Alle-
 magne ce prétendu philosophe, qui ne cesse de se représenter dans ses
 ouvrages comme le défenseur des peuples & le Mentor des Rois ! Voilà
 les principes pervers sur lesquels il s'essayait pour montrer à l'univers
 combien il était digne de régénérer la France ! Voilà le législateur,
 qui, s'il en faut croire les registres de l'Assemblée Nationale, réussit,
 trois ans après, à s'y faire couvrir d'*applaudissemens convulsifs*, en y
 prenant le masque de la probité la plus sévère, & en s'écriant le 25
 Septembre 1789 : “ Deux siècles de déprédations & de brigan-
 “ dages ont creusé le gouffre où le royaume est près de s'engloutir.
 “ Il faut le combler ce gouffre effroyable. Hommes inconséquens !
 “ hommes pusillanimes ! Eh ! ne voyez-vous pas, qu'en décrétant
 “ la banqueroute, ou, ce qui est plus odieux encore, en la rendant
 “ inévitable sans la décréter, vous vous souillez d'un acte gratuite-
 “ ment criminel ! Car enfin cet horrible sacrifice ferait du moins
 “ disparaître le déficit. Mais croyez-vous, parce que vous n'aurez
 “ pas payé, que vous ne devrez plus rien ? Croyez-vous que les
 “ milliers, les millions d'hommes, qui perdront en un instant, par
 “ cette explosion terrible, ou par ses contrecoups, tout ce qui faisait
 “ la consolation de leur vie, & peut-être l'unique moyen de la sus-
 “ tenter, vous laisseront paisiblement jouir de votre crime ? Con-
 “ templateurs stoïques des maux incalculables que cette catastrophe
 “ vomira sur la France ; impassibles égoïstes, qui pensez que ces con-

administrateurs à les entreprendre par ambition, & les administrés à les prolonger par caprice. Le cours varié

“ vulsions du désespoir & de la misère passeront comme tant d'autres,
 “ & d'autant plus rapidement qu'elles seront plus violentes ; êtes-vous
 “ bien sûrs que tant d'hommes sans pain vous laisseront tranquille-
 “ ment savourer les mets dont vous n'aurez voulu diminuer ni le
 “ nombre ni la délicatesse ? Non, vous périrez ; & dans la con-
 “ flagration universelle que vous ne frémissez pas d'allumer,
 “ la perte de votre honneur ne sauvera pas une seule de vos détes-
 “ tables jouissances.... Voilà où nous marchons... Il est donc
 “ bien magnanime, l'effort de donner une portion de son revenu
 “ pour sauver tout ce qu'on possède ! Eh ! Messieurs, ce n'est
 “ là que de la simple arithmétique. Je ne vous dis plus comme
 “ autrefois : Donnez-vous les premiers aux Nations le spectacle
 “ d'un Peuple assemblé pour manquer à la foi publique ? Je ne
 “ vous demande plus quels moyens vous resteront pour maintenir
 “ la liberté, si, dès votre premier pas, vous surpassez les turpitudes
 “ des Gouvernemens les plus corrompus... Je vous dis, vous
 “ ferez tous entraînés dans la ruine universelle.... Vous avez
 “ entendu, naguères, ces mots forcenés, *Catilina est aux portes*
 “ *de Rome, & l'on délibère.* Et certes, il n'y avait autour de nous
 “ ni Catilina, ni périls, ni factions, ni Rome ; mais aujourd'hui
 “ la banqueroute, la hideuse banqueroute est là ; elle menace de
 “ consumer, vous, vos propriétés, votre honneur... & vous déli-
 “ bérez !”

Quel étonnant contraste entre le langage que ce Français tenait à ses compatriotes, & celui qu'il avait tenu aux Saxons, en leur représentant la banqueroute comme la *seule manière de relever un pays, & de sauver son honneur* ; en s'efforçant de les *familiariser* avec cette idée ; en les assurant qu'on ne pouvait point *disputer à un Peuple ce triste droit !*

On connaît les résultats de ses perfides leçons. La Saxe qui les avait repoussées avec horreur, s'est relevée graduellement : sa dette se liquide rapidement à l'aide du fond d'amortissement ; & cette

des exploits compense aisément aux yeux d'un pareil peuple le léger accroissement de taxes auquel l'appellent les emprunts. Il ne voit plus dans la guerre, qu'une espèce de spectacle piquant & peu coûteux : voilà comment les emprunts ont mis une arme de plus à la disposition des passions guerrières & des haines nationales. Ce système infernal est devenu le mortel ennemi du système divin de la paix. Tel est le résumé de tout ce qu'on trouve de différé à ce sujet dans la plupart des écrivains Anglais & Français.

Je pourrais me contenter de leur répondre par les propres mots de celui d'entr'eux qui a dénoncé avec

contrée fleurit de nouveau à l'ombre de la bonne foi, & d'une économie soutenue.—Au lieu de *nettoyer sa dette* par un décret de banqueroute, comme le lui avait conseillé Mirabeau, ou par un *papier-monnaie* hypothéqué sur le vol, comme ce même Mirabeau le conseilla ensuite à la France, l'Electeur rembourse en entier le capital d'une dette dont on peut vraiment dire qu'elle rongait la Saxe.—C'est à l'aide de l'ordre & de la probité qu'il cicatrise les plaies profondes qu'avait faites à son Peuple le faste & l'impéritie de ses prédécesseurs. Quelle gloire solide pour le Prince qui leur a succédé, d'avoir su réparer tant de fautes, & d'avoir donné un si bel exemple aux administrateurs de l'Allemagne !

On dit que dans un ouvrage publié cette année par M. Reverdy, les revenus actuels de la Saxe y sont portés à 30 millions tournois. Je soupçonne qu'il y comprend les intérêts rachetés, libérés & accumulés depuis 32 ans. Cela ne se fait point en Angleterre : on n'y porte dans le Tableau des revenus de l'Etat, que les £1,200,000 sterl. que le trésor verse chaque année dans la caisse d'amortissement.

le plus d'indignation les dangers des emprunts. Le Dr. Price ne se contente pas de dire que *le crédit public prend l'épouvante à la moindre menace d'hostilités*; il pose en fait que *la perspective des terribles convulsions qu'entraînerait le renversement de ce crédit, effraie la nation Anglaise, & la met hors d'état de s'engager dans une guerre, quelque indispensable qu'elle soit.*

Quoique deux reproches si contradictoires ne puissent guères être également fondés, puisqu'ils se détruiraient l'un par l'autre, il n'est point impossible que ces deux inconvéniens existent, pour ainsi dire, au même degré, & que par cela même ils se balancent mutuellement. Le premier paraît sans doute le plus fondé en théorie : cependant, comme il ne faut jamais négliger de soumettre la théorie à la pratique; si l'on passe en revue les guerres qu'a soutenues la Grande Bretagne contre la Maison de Bourbon depuis l'origine de la dette; je ne puis m'empêcher de croire, que tout publiciste prononcera qu'elles ont été aussi justes & aussi inévitables que celles des siècles précédens avaient été pour la plupart frivoles; & qu'on reconnaîtra la profonde vérité que publia M. Fox le 23 Juillet, 1787, en déclarant qu'il était prêt à *la proclamer & à la soutenir devant toutes les Assemblées Nationales de l'univers.* “ J'atteste,” s'écria-t-il, “ que, sinon pendant le cours des siècles précédens, “ du moins pendant tout le cours de celui-ci, la “ Grande Bretagne n'a jamais eu recours aux

“ armes par des vues de conquêtes (1). J’atteste
 “ qu’elle s’y est vue forcée chaque fois, ou par
 “ le principe de sa propre conservation, ou par
 “ la nécessité impérieuse de maintenir l’équilibre
 “ de l’Europe, en mettant un frein à l’ambition des-
 “ ordonnée de la France, qui, sans nous, se ferait
 “ ingérée dans le gouvernement de tous les autres
 “ peuples. Quiconque consultera notre histoire, dé-
 “ couvrira infailliblement que c’est-là une vérité de
 “ fait, & que les déclamations tant répétées contre
 “ la passion guerrière de notre gouvernement, sont
 “ dénuées de toute espèce de fondement. Oui!
 “ plus on sera convaincu que la paix est préférable à
 “ la guerre, & plus on devra rendre à nos adminis-
 “ trateurs cette justice méritée, savoir, que c’est sur
 “ ce principe tutélaire qu’ils se sont tous uniformé-
 “ ment conduits depuis un siècle, &c. &c.” (2)

J’avais besoin d’une autorité aussi respectable pour
 l’opposer à celle de David Hume ; car ce grand his-
 torien est celui de tous qui a le plus insisté sur ce que

(1) J’ai quelques doutes si la guerre de 1739 pourrait subir
 cette rigoureuse épreuve ; du moins paraît-il constaté, que,
 quoique l’Espagne l’eût provoquée jusqu’à un certain point, on la
 lui déclara avant d’avoir épuisé les moyens de conciliation. Ce-
 pendant, comme il est bien reconnu, que ce fut le cri populaire
 & l’indignation générale qui y entraîna le Cabinet de Saint James,
 personne n’avancera, je pense, que ce cri ne se serait point élevé
 si le système des emprunts n’avait pas été connu.

(2) Voyez Parl. Reg. Vol. XXI. p. 6.

la facilité des emprunts fait non-seulement *naître* des guerres absurdes de rivalité, mais sur ce qu'elle *les prolonge*. Il me reste encore opposer à Hume la plupart des historiens qui ont essayé de continuer son bel ouvrage; puisqu'ils se réunissent tous à blâmer le Gouvernement Anglais, d'avoir terminé trop tôt la fameuse guerre de la succession ainsi que celle de sept ans. Jamais sans doute le Cabinet Anglais ne commit en politique de faute plus grave que celle de n'avoir point profité de ses avantages en 1712, pour faire restituer à Louis XIV toutes ses conquêtes, & en 1763, pour mettre la Cour de France hors d'état de relever de long-temps sa marine, & de souffler le feu de la discorde dans les Colonies d'Amérique. Au surplus, quoique Hume n'ait point poursuivi jusques-là son histoire, il a tracé cependant la grande crise qu'éprouva la société Européenne, lorsque Louis XIV commença ses conquêtes; & en s'arrêtant sur cette crise effrayante, il déplore plus vivement que personne la passive indifférence avec laquelle la Grande Bretagne laissa poursuivre la carrière envahissante de ce Monarque. *Il est certain, dit-il, que cette époque (Mai 1677) offrait à l'Europe une occasion également critique & propice, & qu'en la saisissant, il eût été facile à l'Angleterre de préserver l'équilibre du Continent. Il est certain, qu'un premier effort fait à temps, lui aurait épargné les trésors & les flots de sang, qu'il a bien fallu répandre ensuite pour rétablir cet équilibre une fois renversé.*

Rien ne paraît plus certain, j'en conviens : mais comme il est également certain que Louis XIV s'était saisi de l'arme puissante des emprunts pour commencer ses irruptions ; ce dont Hume aurait dû blâmer expressément la Grande Bretagne , c'est d'avoir hésité à s'emparer elle-même de cette arme, afin d'en faire à l'Europe un bouclier contre l'ambitieux conquérant, afin de le repousser dans l'enceinte de ses domaines. Si la Grande Bretagne s'était alors résolue à contracter les 30 premiers millions de sa dette, tout autorise à croire qu'elle se fût épargnée les dépenses des deux guerres suivantes qui lui coûtèrent plus du double. On voit maintenant que l'observation de Hume fait bien plus l'apologie que la critique de la dette nationale, & que c'est par l'histoire elle-même qu'il a réfuté d'avance la plupart de ses propres objections contre le système des emprunts.

Je viens de parcourir & de citer, sans les affaiblir, tous les reproches élevés jusqu'à ce jour contre ce système. On peut bien croire que chacun d'eux a été répété avec amplification & jusqu'à satiété, puisqu'entre les mille & un patriotes Anglais qui ont enfanté, & qui enfantent encore journellement quelque nouveau projet, pour éteindre la dette nationale, il n'en est aucun qui, pour se montrer à la Nation comme un sauveur, n'ait préludé par s'étendre sur les symptômes mortels de la maladie dont elle se trouve attaquée, & pour

laquelle il lui annonce un remède souverain & infaillible (1).

Aussi après un siècle entier de lamentations redoublées & de prospérité croissante, on était fondé à supposer que toutes les objections contre le système des emprunts étaient connues, lorsque tout-à-coup on a vu s'élever en France un écrivain, accoutumé à dédaigner les routes battues, & qui a su s'en frayer une absolument nouvelle, en traitant cette matière, qu'on envisageait comme épuisée. Cet écrivain ne s'est pas seulement borné, comme la plupart de ses devanciers, à annoncer que le crédit de la Grande Bretagne creusait lentement l'abîme de la banqueroute; il a fixé l'époque précise de cet événement, qu'il appelle *inévitabile* (2); & ses prédictions, il les

(1) Je me trompe. Il en est un qui mérite une exception bien honorable: c'est Mr. Hooke, qui, en 1750, publia un projet de liquidation pour la dette nationale; & qui eut grand soin, en l'indiquant, de se prononcer lui-même sur la convenance de ne point le mettre en exécution. Il calculait que la dette qui était alors de 80 millions, ne représentait pas la 12^e partie du capital de la Nation, & que les intérêts ne s'élevaient point à la 30^e partie du revenu des contribuables; il insistait sur ce que la liquidation de cette dette était beaucoup moins importante qu'on ne le pensait généralement; & il n'hésitait point à affirmer qu'elle pourrait doubler sans aucun danger pour la nation.

(2) En décrivant *cette marche inévitable & rapide des finances Anglaises vers leur ruine*, Paine a fixé le terme le plus reculé de leur ruine, toujours en supposant le cas où elles échapperaient à ce qu'il appelle *une mort soudaine*. " Je ne veux pas

a appuyées sur ce que la dette nationale avait constamment accru & accroîtrait sans cesse les dépenses de chaque guerre, dans une proportion qu'il se glorifie d'avoir découverte, & qui est vraiment effrayante. Ici, ce n'est plus le Président Montesquieu, l'Abbé Raynal, le Docteur Price, l'historien Hume, ou le savant Smith, c'est le citoyen T. Payne qui va parler : écoutons-le.

Si les dépenses des différentes guerres de l'Angleterre,

“ faire le prophète, s'écrie-t-il ; mais je montrerai par des données déjà connues, que ce système ne durera pas autant que la vie de M. Pitt. Je le regarde comme étant déjà avancé dans les vingt dernières années de son existence.”

Je laisserai ici M. Pitt de côté, pour m'arrêter exclusivement sur l'effet des deux fonds d'amortissement qu'a créés ce Ministre. On a vu par la Table 3^e du 1^{er} Chapitre, que bien avant le terme des 20 années, dont parle Paine, le premier fonds d'amortissement aura éteint les $\frac{4}{10}$ des intérêts de la dette qui existait lorsque la guerre présente a commencé ; on a vu aussi, par la Table 4^e, qu'à la faveur du second fonds d'amortissement ; pendant le cours de ces 20 années, la nouvelle dette, contractée pour la guerre actuelle aura déjà fait la moitié de ses progrès, vers l'époque de son extinction totale. Quoique Paine ait eu grand soin de passer sous silence la création de ce second fonds d'amortissement, il faut espérer que les Anglais ne le perdront jamais de vue, & qu'il survivra à M. Pitt, comme le plus beau monument de sa prévoyance. Les tableaux cités ci-dessus, prouvent arithmétiquement que ces deux fonds pourraient éteindre dans 40 à 45 années, la totalité de la dette contractée depuis 108 ans. Telle est la marche que Paine compare à celle d'un homme qui aurait une jambe de bois, & qu'on chargerait de courir après un lièvre.

ont entr'elles une proportion commune bien connue : cette proportion doit servir à déterminer d'une manière précise quelles seront les dépenses des guerres à venir, & à quelle époque arrivera la banqueroute du Gouvernement.

Jusqu'ici on n'avait pas eu d'idée qu'il existât ou pût exister une proportion propre à résoudre un problème de ce genre ; mais il n'en est pas moins vrai qu'on peut, comme je le ferai voir, trouver une telle proportion. Cette proportion n'est pas dans une progression arithmétique ni géométrique, mais elle est dans la même progression que des nombres dont chacun est plus grand de moitié en sus que le nombre précédent.

8, 12, 18, 27, 40, 60, 90, 130.

On voit avec quelle rapidité la somme s'accroît à mesure que la progression avance. La différence entre les deux premiers nombres n'est que de 4 ; la différence entre les deux derniers est de 45. On peut juger par là avec quelle immense rapidité s'est accrue & continuera de s'accroître la dette nationale, jusqu'à ce qu'enfin elle excède toute possibilité de calcul, & se perde dans une série de chiffres à l'infini, &c. &c.

Je ne fais si ce serait un aperçu bien lumineux d'avoir entrevu que les dépenses militaires de la Grande Bretagne ont augmenté & augmenteront dans un rapport exact avec la dépréciation des métaux précieux qui ont payé & qui payeront ces dépenses ; mais ce qui serait vraiment un trait de génie, ce serait d'avoir découvert que ses ennemis futurs ne seront point soumis à la même loi progressive, dont on la menace

comme d'un arrêt de déchéance politique, quoique ce soit la menacer, en d'autres termes, d'une prospérité non interrompue. Ce qui serait encore un trait de génie, ce serait d'avoir trouvé la progression invariable de ses dépenses futures, dans la progression exacte de ses dépenses passées. Voilà cependant ce dont Paine se vante ; & voici le tableau des dépenses passées, sur lequel il s'appuie.

	<i>millions sterl.</i>
1 ^{re} Guerre, celle qui commença en 1689, . . .	21 $\frac{1}{2}$.
2 ^{de} Guerre, celle qui commença en 1702, . .	32 $\frac{1}{4}$.
3 ^e Guerre, celle qui commença en 1739,	48.
4 ^e Guerre, celle qui commença en 1756, . . .	72 $\frac{1}{4}$.
5 ^e Guerre, celle de l'Amérique, commencée en 1775,	108.

D'où il conclut que la 6^e guerre, favoir la guerre actuelle, *en supposant*, dit-il, *qu'elle dure autant que la précédente, & que la banqueroute n'arrive pas avant la fin de cette période*, coûtera 162.

TOTAL, millions sterl. 444.

Curieux de vérifier chacun de ces faits ; voici un tableau un peu différent, que j'ai recueilli dans *l'Histoire des Revenus de l'Empire Britannique*, par Sir John Sinclair, l'un des auteurs Anglais les plus distingués par ses laborieuses recherches.

<i>Guerres.</i>	<i>Dépenses effectives. (1)</i>	<i>Dettes nominale.</i>
1 ^{re} Guerre, celle de Guillaume III, com- mencée en 1689. . . .	<i>millions st.</i> 30,447,382. . . .	<i>millions st.</i> .16,394,702.
2 ^{de} Guerre, sous la Reine Anne, com- mencée en 1702	43,360,003.37,750,661.
3 ^e Guerre, sous George I, celle de la Quadruple Alliance, commencée en Juillet 1718, & finie en Juin 1721,	- 6,048,267.	
4 ^e Guerre, commen- cée en 1739,	46,418,689. . . .	31,418,689.
5 ^e Guerre, commen- cée en 1756,	111,271,996. . . .	72,111,004.
6 ^e Guerre, celle d'A- mérique, commencée en 1775,	97,815,324. . . .	139,171,876.
7 ^e Guerre, la guerre actuelle, commencée en 1793, a coûté jus- qu'à ce jour, en y comprenant les frais de la campagne pré- sente,		

Ou

(1) On voit que le montant de la dette contractée pendant le cours des quatre premières guerres, n'a aucune espèce de rapport avec le montant des sommes qu'elles coûtèrent. Dans l'origine du système des emprunts, la marche de l'administration An-

Ou je suis fort trompé, ou il n'y a rien là qui ressemble le moins du monde à la fameuse progression dont Paine réclame la découverte. On s'étonnera peut-être qu'il ait osé altérer si étrangement des faits si notoires : mais ce dont il serait bien plus naturel de s'étonner, c'est de l'extrême facilité avec laquelle on réussit, presque toujours, à en imposer au public à l'aide de beaucoup d'assurance & de quelques chiffres. Le croirait-on ? Cette facilité est telle,

glaise n'était qu'un tâtonnement. Elle connaissait si peu ses intérêts, qu'elle se liait à faire de gros remboursements pendant la durée même de la guerre, & que sur les 44 millions qu'emprunta Guillaume III, dans l'espace de 14 années, il en remboursa une si grande partie, dans le même intervalle, qu'à sa mort le capital nominal de la dette n'était que de £.16,394,702, quoique les intérêts annuels s'élevassent à £.1,310,942. On doit se rappeler encore que quelques-uns de ses successeurs, au lieu d'emprunter comme aujourd'hui, la totalité des subsides extraordinaires, en puisèrent une partie dans la caisse d'amortissement ; & c'est la raison pour laquelle on voit dans le tableau ci-dessus, que la 3^e guerre n'ajouta rien à la dette, ce qui doit faire comprendre qu'elle en suspendit l'extinction. Ce n'est donc point sur l'accroissement de la dette qu'il faut fixer ses regards, pour se faire une idée des dépenses militaires, puisque relativement aux cinq premières guerres, le capital nominal de la dette se trouverait fort inférieur aux dépenses effectives, comme il s'y trouverait fort supérieur pendant les trois dernières. On ne peut connaître le montant de ces dépenses, qu'en prenant la peine d'en faire le relevé sur chaque année de guerre. Le tableau ci-dessus offre les résultats de ce relevé : on en trouvera l'ensemble dans l'ouvrage de Sir John Sinclair, vol. 2, p. 99 ; & l'on y verra les détails de chacune des six premières guerres, vol. 2, p. 43, 52, 57, 68, 69 & 95.

que les deux auteurs Anglais qui ont pris la peine de répliquer à l'écrit de Paine, ne se sont pas même permis de soupçonner d'infidélité la table *exacte* sur laquelle s'appuyaient tous les calculs de leur adversaire. Pénétré de moins de confiance dans la véracité du célèbre défenseur des *droits de l'homme*, mon premier soin a été de vérifier ses citations; & à l'instant même j'ai acquis la preuve que tous les faits si authentiques sur lesquels reposent ses prophéties ne sont point des faits qu'il a *rassemblés*, comme il le dit, mais des faits qu'il a inventés dans son cabinet pour en imposer au lecteur bienévolé.

Et j'ai également acquis la preuve que Paine avait la conscience intime de son imposture; car, par exemple, lorsqu'il a retranché 9 millions des fraix effectifs de la première guerre, & qu'il les a ajoutés aux fraix effectifs de la seconde, il a soin de citer Ad. Smith, lequel dit en effet, qu'après ces deux guerres la dette nationale s'éleva à 53 millions; mais le commentateur a grand soin de cacher ce que ce même Smith lui avait appris, savoir, qu'à force d'efforts, & pendant le cours même de la première guerre, Guillaume III avait réussi à rembourser une grande partie des sommes prêtées pour la poursuivre. Et certes Paine l'ignorait si peu, qu'il en a fait mention vers la fin de son écrit, où il dit, p. 56, que dans l'origine des emprunts le *Gouvernement commença à rembourser*. Il est vrai qu'il n'y fait cet aveu qu'afin de pouvoir élever contre le Gouvernement le reproche absurde *de s'être écarté de ce principe*. Quant à moi,

je lui oppose cet aveu en preuve qu'il s'est *écarté à dessein de la vérité*, & qu'il savait fort bien que le montant de la dette, après les quatre premières guerres, n'avait, comme il cherche à le faire croire, aucun rapport avec le montant des dépenses effectives de ces deux guerres. Jusqu'ici tout son artifice consiste, comme on le voit, à confondre le montant des dépenses réelles des deux premières guerres avec le montant de la dette en Décembre 1714 : mais que penser de l'effronterie avec laquelle il a passé complètement sous silence la troisième guerre, celle de la Quadruple Alliance ? Veut-on en savoir la raison ? La voici : pour cadrer avec son échelle progressive & infaillible, cette troisième guerre aurait dû coûter 48 millions, & cependant elle n'en coûta que 6, quoiqu'elle dura près de trois années. A l'aide de cet innocent oubli, il s'est permis, (sans le savoir (1), il est vrai) une assez grande exactitude sur les dépenses de la

(1) Pour se faire une idée de l'ignorance du personnage en fait de finances, il n'est pas indifférent d'observer, qu'il a cru s'être considérablement trompé en fixant à 48 millions les fraix de cette 3^e guerre, sur lesquels il ne s'est écarté que de 1 million & demi. Il en fait ses excuses à ses lecteurs dans une note. " La dépense " réelle de la guerre de 1739 ne se porta pas, leur dit-il, à la somme " déterminée par la proportion. . . . Mais les dépenses de la guerre " de 1756 rétablirent aussi parfaitement l'équilibre de la proportion " que s'il n'avait jamais été altéré ; circonstance, qui sert à prouver " l'exactitude de la proportion plus clairement encore que si l'équilibre n'avait jamais été rompu," &c. &c.

quatrième guerre, parce que dès qu'il en faisait la troisième, elle ne contrariait plus ses fameuses proportions : mais il n'en est plus de même des deux guerres suivantes, pour lesquelles il ne lui en a coûté que de prendre au hasard une espèce de milieu entre le capital effectivement dépensé, & les capitaux nominalelement empruntés, quoique ce fussent uniquement ces derniers qu'il avait cités en parlant des premières guerres.

Voilà comment, pour ne point se départir de sa fameuse & constante harmonie progressive, & pour démontrer, comme il s'en vante, la *certitude de la ruine des finances qui doit résulter du système actuel*, il garantit que la guerre présente coûtera 162 millions, c'est-à-dire au-delà du double des sommes effectives qu'elle a coûté jusqu'à ce jour. Puis, après avoir donné des comptes si exacts sur le passé, ce prophète politique s'élance dans l'avenir. Il annonce que

La 1^{re} Guerre, qui suivra immédiatement

la Guerre actuelle, coûtera	. 243 millions
La 2 ^{de} 364 millions
La 3 ^e 546 millions
La 4 ^e 819 millions
La 5 ^e 1 milliard 1228 millions
La 6 ^e 842 millions
<hr/>	
Total	3 milliards 342 millions

Et c'est ici qu'il triomphe en s'écriant, “ *Y a-t-il un homme assez fou, assez stupide, pour croire qu'un*

“ *pareil système puisse se maintenir ?* Lorsque j’eus
 “ l’idée de chercher une proportion commune qui fût
 “ applicable au système des emprunts à rentes perpé-
 “ tuelles, de manière à marquer les divers degrés qui
 “ devaient le conduire à sa ruine, je n’espérais pas
 “ d’en trouver une qui fût *aussi exacte* que celle dont
 “ je viens de parler. Je sentis bien que pour tout
 “ ce qui s’accroît avec une vitesse accélérée, il est
 “ possible de trouver une mesure générale qui déter-
 “ mine sans grande erreur les règles & le degré de
 “ cette accélération. Mais qui eût pu penser qu’on
 “ découvrirait pour la chute d’une opinion, ou d’un
 “ système, une proportion *à-peu-près aussi exacte* que
 “ celles qui sont connues en physique pour la chute
 “ des corps ?—*Je n’ai pas plus créé cette proportion,*”
 ajoute modestement ce grand financier, “ *que Newton*
 “ *ne créa celle de la gravitation. Je n’ai fait que la*
 “ *découvrir, & expliquer la manière de l’appliquer.*”

Je me permettrai cependant d’indiquer à ce nou-
 veau Newton une autre proportion un peu différente
 de la sienne, beaucoup plus *exacte*, infiniment sûre, &
 la seule dont on puisse tirer quelques inductions pour
 calculer les dépenses des guerres futures ; ce sera la
 table des intérêts que chaque guerre a coûté à la
 Nation Anglaise ; car, ou je suis fort trompé, ou ce
 sont ces intérêts, & ces intérêts seuls, qui représentent
 invariablement les sacrifices, soit les taxes, aux-
 quelles chaque guerre a appelé le peuple. (1)

(1) Pour découvrir l’accroissement probable des dépenses des
 guerres futures, il y aurait, ce me semble, une table plus certaine
 que

que celle de Paine ; ce serait la table de la dépréciation survenue dans les métaux précieux, ou de l'exhaussement du prix de toutes les choses nécessaires à la guerre. Paine assure que la *proportion qu'il a indiquée est la mesure de la dépréciation de la monnaie, ou, ce qui revient au même, de l'accroissement du papier. Chaque fois qu'on y ajoute, dit-il, page 15, soit en Bank Notes, soit autrement ; cette quantité additionnelle diminue, non la valeur nominale, mais la valeur réelle de la quantité qui existait déjà. Le prix du travail, ou du produit du travail, quel que soit ce produit, sera toujours en raison de la quantité de monnaie qui circule dans un pays, en supposant que rien ne dérange le cours ordinaire des choses.*

Si ce principe était vrai dans son application à l'Angleterre, & qu'il fût également vrai, comme l'avance Paine, qu'aux 20 millions de numéraire qui y existaient avant la dette, celle-ci eût ajouté 400 millions sterl. de papiers en contrats, & 60 millions sterl. de papiers en Bank Notes, la dépréciation des signes d'échange, ou ce qui revient au même, le surhaussement du prix de toutes les denrées, devrait avoir été dans cette Isle, comme 480 est à 20, c'est-à-dire, que tout devrait y être devenu 24 fois plus cher depuis un siècle : cependant Paine consent (p. 21) à n'établir cet accroissement des *prix actuels que dans la proportion de 8 à 1.*

Rien ne me serait plus difficile que d'établir une autre proportion avec une exactitude précise, parce que dans l'immensité des objets qu'on se procure avec de l'argent, il n'en est peut-être pas deux sur lesquels sa dépréciation ait agi dans un rapport exactement semblable. Si je devais cependant former un aperçu, je dirais que quoique le revenu général des Anglais ait triplé, & que leurs capitaux aient quadruplé, l'argent ne s'est déprécié chez eux depuis un siècle que comme $6\frac{1}{2}$, ou comme 7 sont à 4. Encore y aurait-il ici plusieurs distinctions à faire suivant le degré de la pauvreté, de l'aisance, ou de la richesse des familles, auxquelles on appliquerait cette règle. Ainsi, par exemple, je crois que telle famille qui possédait, il y a cent ans, £40 sterl. de revenu, pourrait aujourd'hui, avec un revenu de £70 sterl., payer toutes les taxes, & se procurer une plus grande somme de jouissances qu'elle ne s'en procurait alors. Mais je présume que la dépréciation du numéraire devien-

Q

draît plus sensible pour une famille qui vivrait aujourd'hui sur un revenu de £700 sterl. ; & je doute que celle-ci, pût payer les taxes additionnelles, se procurer autant de jouissances qu'elle n'aurait pu s'en procurer, il y a cent ans, avec un revenu de £400 sterl. D'ailleurs, pour cette classe, la dépréciation de l'argent ne doit point se calculer uniquement sur le prix comparatif des choses nécessaires aux besoins physiques, il faut nécessairement faire entrer dans ce calcul divers besoins d'opinion ; & même, certaines considérations morales, puisque les idées attachées au mot *richesse* ne sont le plus souvent que relatives. Ainsi, par exemple, la classe des propriétaires de £700 sterl. de revenus, dont je viens de parler, a tellement multiplié en Angleterre, & le commerce y a créé un nombre si considérable de nouvelles familles qui ont atteint un revenu supérieur à celui-là, que, si je puis m'exprimer ainsi, toute famille bornée à ce revenu, se trouve descendue d'un ou deux étages dans l'édifice de la société. Il est vrai que, quoique cette déclinaison soit une espèce de mortification pour ces familles, elle n'en est pas moins une preuve de prospérité pour la grande famille.

Laisant maintenant de côté ces considérations hypothétiques, & me bornant uniquement à la recherche de l'augmentation des dépenses de guerre pour la Grande-Bretagne, je doute fort, je l'avoue, que si l'on en prend l'ensemble, elles aient augmenté, depuis un siècle, dans une plus grande proportion que celle de 6 à 4. Il est cependant certaines dépenses où l'augmentation doit avoir été plus forte, telles, par exemple, que celle des recrutemens ; car les hommes y sont devenus d'autant plus chers, que se sont multipliés davantage pour eux les ressources de l'industrie. Le prix des munitions navales, & de tout ce qui tient à la bataille des vaisseaux, a tout au moins doublé ; mais cet inconvénient est le même pour toutes les Puissances maritimes. Quant aux frais d'approvisionnement pour les armées, & pour les flottes : ceux-ci ne peuvent s'être accrus que proportionnellement au prix des subsistances. Or, si l'on en excepte la viande, j'ai lieu de croire qu'elles n'ont pas plus renchéri ici qu'en France, en Allemagne & en Italie ; & si l'on part du prix du bled pour évaluer leur renchérissement graduel,

on trouvera dans A. Smith, un tableau chronologique & comparatif de ce prix, où l'on sera tout surpris de voir, que la même mesure de bled dont le prix moyen avait été de 2l. 11s. 0 $\frac{1}{2}$ sterl. pendant les 60 dernières années du siècle précédent, s'est vendue pendant les 64 premiers années du siècle présent au prix moyen de 2l. 0s. 6 $\frac{1}{2}$ d. ce qu'on ne doit attribuer sans doute qu'aux perfectionnemens de l'agriculture.

Il serait bien à désirer que quelque Anglais poursuivît ce tableau chronologique, & que pour le rendre plus instructif encore, on étendît ce travail sur les principaux objets nécessaires à la vie, ainsi que sur la hausse progressive qu'a éprouvée dans cette Isle le prix du travail. L'étude de ces tableaux comparatifs est l'une des plus importantes de l'économie politique ; & cependant lorsqu'on cherche à rassembler des documens, on n'obtient le plus souvent, soit ici, soit ailleurs, que les assertions les plus contradictoires.

Pour en revenir à l'accroissement des dépenses militaires de la Grande Bretagne ; il faut observer qu'elle est la seule Puissance Européenne qui ait eu la sagesse & la justice d'augmenter de près d'un quart, tant pour les soldats que pour les subalternes, la solde qu'ils recevaient dans le siècle passé, & que cette solde est le double plus forte que celle de la plupart des soldats sur le Continent ; mais la paye des officiers de tous rangs, soit dans la marine, soit dans l'armée, est exactement la même qu'autrefois ; aussi ces officiers, les fonctionnaires publics, les rentiers, & les pensionnaires, forment-ils les quatre classes qui se trouvent le plus affectées par l'avilissement de l'argent. En rassemblant tous ces faits, je crois qu'il serait possible de constater arithmétiquement, que le Gouvernement Anglais peut entretenir aujourd'hui un nombre de régimens & de vaisseaux égal à celui qu'entretenait Guillaume III, sans que la dépréciation survenue dans le numéraire augmentât l'ensemble de ses dépenses de plus de moitié ; c'est-à-dire comme 6 est à 4. Paine affirme que cette dépense est sept fois plus forte ; & il s'écrie, p. 19, *Quelle autre RAISON peut-on se rendre de la différence qui se trouve entre une guerre qui coûte 21 mil-*

lions, & une autre guerre qui en coûte 160? Ses lecteurs pourront s'épargner la peine de chercher la *raison* de cette *différence*, en se rappelant que la guerre dont il parle, celle de 1689, coûta 30 $\frac{1}{2}$ millions effectifs, & que celle-ci n'en a pas encore coûté plus de . . . Encore est-il bon de les prévenir que l'Angleterre a mis cette fois sous les armes au-delà de 80 mille soldats & de cent mille matelots de plus qu'elle n'en avait du temps de Guillaume III.

Un autre moyen d'évaluer l'augmentation probable des dépenses de guerre serait de fixer ses regards sur l'augmentation qui a eu lieu depuis un siècle dans les dépenses de paix de la Grande Bretagne. Et ici l'on trouverait que la liste civile du Monarque, qui était de 600,000 liv. sterl. avant la dette, ne s'est élevée graduellement qu'à 900,000 liv. sterl. jusqu'à ce jour. Cette proportion est au-dessous de celle de 7 à 4, que j'ai indiquée ci-dessus relativement à la dépréciation de l'argent ; d'où il résulte que la Couronne se trouve moins richement dotée qu'elle ne l'était il y a un siècle ; indépendamment de ce que l'accroissement de son revenu a été proportionnellement moindre que l'accroissement du revenu des classes les plus riches. En prenant ensuite la totalité des dépenses ordinaires pendant la paix, on verra que depuis un siècle, celles du Gouvernement Anglais ont augmenté précisément comme 5 est à 2. Mais il faudrait bien se garder d'en conclure que ce soit ici l'effet unique de la dépréciation de l'argent ; car la Grande Bretagne a acquis au-dehors des domaines immenses & un vaste commerce, qui l'obligent à avoir constamment sur pied un établissement naval & militaire beaucoup plus considérable qu'autrefois. En embrassant toutes ces considérations, on trouverait, je crois, qu'il n'est aucune Monarchie en Europe, dont les dépenses publiques n'aient augmenté, tout au moins dans la même proportion que celles de la Grande Bretagne, & que la dépréciation du numéraire y a été à-peu-près égale à celle qui est survenue en Angleterre.

Voici cette Table.

	<i>Intérêts (1)</i>
1 ^{re} guerre, 1689	£.1,310,942
2 ^{de} guerre, 1702	2,040,416
3 ^e guerre, 1719	150,000
4 ^e guerre, 1739	1,964,979
5 ^e guerre, 1756	2,424,104
6 ^e guerre, 1775	5,192,614
7 ^e guerre, 1793 jusqu'à ce jour .	0,000,000

On voit maintenant que la proportion que Paine avait indiquée comme étant

21, 33, 48, 72, 108, & 162 :

se trouve être en réalité

13, 20, 1, 19, 24, 51 &

Jelaisse maintenant à ses sectateurs le soin de qualifier l'écrit qu'il fait *publier*, dit-il, *dans toutes les langues*,

(1) On trouvera dans Sir John Sinclair le relevé de ces intérêts à la suite de chaque guerre. Je dois prévenir cependant qu'il n'a fait aucune mention des intérêts de la 3^e guerre, parce que les six millions qu'elle coûta, furent puisés dans la caisse d'amortissement. Pour évaluer ces intérêts, il faudrait pouvoir calculer exactement combien ces 6 millions auraient pu racheter des intérêts de l'ancienne dette, dont la liquidation se trouva suspendue par l'empiètement de ce capital. J'en ai estimé les intérêts à environ 5 pour cent, ce qui est, à ce que je crois, le prix qu'on aurait payé de ces 6 millions, si on les avait empruntés.

Je dois prévenir que dans les intérêts des dépenses de la guerre actuelle, je n'y ai point compris les taxes additionnelles, destinées à former le fond d'amortissement, pour éteindre le capital. Celles-ci s'élèvent à £.

afin de préparer d'avance l'univers entier à l'éclipse du crédit de la Grande Bretagne. Si ses lecteurs trouvent ici la preuve que cette éclipse a été calculée sur une table de logarithmes forgée par l'astronome, peut-être feront-ils tentés de le reléguer enfin parmi la foule des astrologues. En attendant, les deux Conseils de la République Française n'en ont pas moins déposé avec solennité dans leurs archives ce grossier recueil de fables (1) ; & sans doute, qu'ils se proposent de le lire de temps en temps au peuple, comme dans les momens de détresse, les grands prêtres Romains essayaient de relever le courage de leurs citoyens, en leur communiquant les oracles du livre de la Sybille. Déjà, après avoir consulté celui de Paine, le Directoire Suprême de la France s'est hâté d'annoncer à ses sénateurs, que les finances de leurs rivaux *sont ébranlées*, que *les fictions sur lesquelles elles portent sont enfin connues*, & que *leur échafaudage chancelle dès qu'on le considère avec attention* (2). Ah ! malheur à la nouvelle République Romaine, s'il est écrit dans ses livres de la Sybille, que chaque guerre future sera de moitié plus dispendieuse que la précédente ! Où donc les Français trouveraient-ils des ressources pour en soutenir une nouvelle, eux, qui ont dévoré dans celle-ci les quatre-cinquièmes de leurs capitaux ?

(1) 27 Avril, 1796.

(2) 4 Mai, 1796.

Paine paraît s'être sur-tout appliqué à prouver deux choses à son peuple favori.

La première, que l'état de guerre coûte toujours aux Anglais plus qu'à leurs ennemis. Il ne me ferait pas difficile de citer ici bien des exceptions : mais j'aime mieux m'en tenir à réparer une légère omission de Paine. Il a oublié de dire, que si les Anglais dépensent davantage en temps de guerre, ce surcroît résulte de ce qu'ils dépensent beaucoup moins en temps de paix, par le soin qu'ils ont de licencier la plus grande partie de leurs troupes. Si donc la Grande Bretagne économise pendant cette intervalle de quoi en lever de nouvelles dès que les hostilités éclatent, ce recrutement peut paraître dispendieux ; mais il n'a rien d'aussi ruineux pour elles, que le sont pour l'Autriche, la France & la Prusse, les nombreuses armées que ces Puissances entretiennent en temps de paix comme en temps de guerre.

La seconde proposition sur laquelle insiste Paine, c'est, que c'est le crédit de l'Angleterre qui l'a condamnée à cet excès de dépenses, & il n'hésite point en conséquence à dénoncer ce crédit comme un instrument de ruine. Je crois pouvoir faire toucher au doigt que le crédit de cette Nation est son sauveur, & que c'est dans son discrédit qu'elle risquerait de trouver sa ruine. En effet, on ne saurait trop le répéter, depuis l'invention des dettes publiques, les dépenses d'une guerre ne doivent plus se calculer sur les sommes empruntées, mais sur les intérêts promis à ceux qui

les prêtent, c'est-à-dire, sur le montant des nouveaux impôts qu'on leur hypothèque.

En preuve que ce sacrifice est d'autant moindre, que le crédit se trouve mieux établi, il suffit de comparer la seconde des guerres citées avec la cinquième. Quoique George II dépensa dans celle-ci deux fois & demie autant de capitaux effectifs que n'en avait dépensé la Reine Anne, rien ne serait plus illusoire que d'en conclure que cette guerre coûta au Peuple Anglais le triple des sacrifices que lui avait coûté la fameuse guerre de la Succession. Comme l'a fort bien observé Mr. Fox, c'est sur les intérêts qu'il faut porter ses regards ; & l'on est tout surpris de voir que, par le seul effet de l'amélioration du crédit, cette guerre que Smith appelle la *plus dispendieuse que la Grande-Bretagne eût jamais soutenue*, ne coûta presque pas au peuple plus d'impôts que la seconde. De même, comme Mr. Pitt a emprunté à de moindres intérêts que son prédécesseur, il s'ensuit que chaque million, emprunté & dépensé pendant la guerre présente, coûte au Peuple Anglais un dixième de moins que chacun des millions empruntés & dépensés pendant la lutte précédente avec la France. Il importe, ce me semble, de s'arrêter sur cette progression rétrograde, parce qu'elle se trouve précisément en raison inverse de la fameuse progression que Paine se glorifie d'avoir découverte, & qu'elle achève de mettre dans tout son éclat le triomphe du crédit public. Il en résulte d'ailleurs une vérité fort utile à développer : c'est qu'entre deux Nations emprunteuses & belligérantes, celle des deux qui rem-

plira

plira ses emprunts à un intérêt de moitié moindre que l'intérêt exigé de sa rivale, n'aura fait réellement que la moitié des sacrifices imposés à celle-ci ; & que par cela seul, elle aura pu dépenser le double sans avoir dépensé davantage, ou, ce qui revient au même, sans être appelée à s'imposer une plus forte quotité de nouvelles taxes. Je pourrais en fournir des preuves multipliées, en comparant certains emprunts de la Monarchie Française à d'autres emprunts que la Grande-Bretagne faisait dans le même temps. (1) Mais pour ramener le Citoyen Paine à une comparaison plus rapprochée, & qu'il saisira mieux ; je l'inviterai à observer que si le sage Washington n'avait pas mis dernièrement le sceau à sa gloire en empêchant les Révolutionnaires Américains de provoquer une rupture entre la Grande-Bretagne & les Etats-Unis, comme il n'est pas douteux que cette guerre déplorable ne se fût faite avec des emprunts, & qu'à cette même époque, l'Angleterre empruntait à $4\frac{1}{2}$ pour cent, & le Congrès à 6, en admettant que les deux Puissances belligérantes eussent dépensé dans cette lutte, précisément les mêmes

(1) On a vu que les sommes empruntées pour la guerre actuelle ne coûteront à la Nation Anglaise qu'un intérêt d'environ $5\frac{1}{2}$ pour cent pendant 40 années. La plupart de celles que la Monarchie Française emprunta pendant & depuis la guerre d'Amérique, lui coûtèrent environ 11 pour cent. C'était, il est vrai, en rentes viagères ; mais la durée de celles de ces rentes qui furent assises sur 30 jeunes têtes choisies, aurait été au moins égale à des annuités de 40 années, si la banqueroute républicaine n'était pas venu y passer l'éponge.

sommes numériques, la levée de ces sommes aurait appelé le Peuple Américain à un sacrifice annuel ou à des taxes d'un quart plus considérables que ne l'auraient été les taxes du Peuple Anglais. Qu'on soutienne après cela que le crédit est pour l'Angleterre un instrument de ruine, je n'en soutiendrai pas moins que ce crédit est son *palladium* ; & que c'est le discrédit, & non le crédit, qui conduira toute nation emprunteuse à sa ruine.

Je dois des excuses à mes lecteurs pour m'être arrêté si long-temps sur un écrit tel que celui de Paine ; (1) & je me hâte de terminer cette longue

(1) Je serai cependant forcé d'y revenir dans mon Chapitre sur la Banque ; car tout ce qu'il a avancé sur le système des emprunts, n'approche point des extravagances qu'il a débitées sur celui du papier-monnaie. Non-seulement il a confondu les contrats de rente dûs par la Nation avec les billets de la Banque, qui est une Compagnie d'actionnaires absolument indépendante du Gouvernement ; mais quoique le Gouvernement soit toujours le débiteur, & jamais le créancier de celle-ci, Paine n'a pas hésité à représenter ces *bank-notes* comme la dette du Gouvernement, & dès-lors rien ne lui a été plus facile que d'en conclure que si cette Compagnie ne pouvait les payer, le Gouvernement ferait banqueroute.

Il avait fixé hardiment à 400 millions le montant des contrats à rentes perpétuelles, quoiqu'à l'époque du 3 Avril 1796, où il écrivait, la totalité du principal nominal de ces contrats ne s'élevait qu'à 311 millions, 847,670 liv. sterl. dont la caisse d'amortissement avait déjà racheté 18 millions, 001,655 liv. sterl. Dès qu'il s'est permis cette petite augmentation de plus d'un tiers, on ne doit guères s'étonner s'il a augmenté des deux tiers peut-être le montant des billets de la Banque, en le fixant d'un trait de plume à 60 millions sterl. ; mais ce dont il est permis de s'étonner, c'est

analyse, en fixant leurs regards sur les propositions suivantes, qui ne sont pour ainsi dire qu'une récapitulation, ou des espèces de corollaires de ce qu'on vient de lire, savoir,

Que, quelque funeste que puisse avoir été, pour l'Europe en général, le système des emprunts ; comme la Grande-Bretagne a été la dernière à l'adopter, elle a mieux réussi que toutes les autres Puissances emprunteuses, à en éviter les inconvénients, & à en recueillir les avantages.

Qu'en le transplantant chez elle, elle a trouvé le secret de l'enter sur son système politique ; qu'il a eu comme celui-ci son enfance & son adolescence ; &

qu'après avoir inventé ces deux données, il ait ajouté, page 55, que *la dette nationale constituée en rentes, n'est qu'une bagatelle quand on la compare à la dette payable à vue des Bank-notes.*

C'est à dessein que, dans ce Chapitre, j'ai évité de traiter de la Banque, afin de faire d'autant mieux comprendre que son papier-monnaie est un capital tout-à-fait distinct du capital créé par la dette. Sans doute que ces deux espèces de capitaux artificiels se sont beaucoup entr'aidés l'un & l'autre ; mais il n'en est pas moins vrai que, quoique les emprunts du Gouvernement aient été singulièrement favorisés par l'émission du papier-monnaie de la Banque, la grande & utile opération de celle-ci, c'est-à-dire ses escomptes, n'en auraient pas moins été leur train, lors même qu'il n'y aurait jamais eu de dette publique ; & *vice versa*, cette dette publique n'en aurait pas moins pu prendre son existence & sa solidité, lors même qu'on n'aurait jamais découvert l'invention des Billets de Banque. Bien entendu qu'en pareil cas, l'Angleterre aurait été appelée à imiter la France, en achetant & en conservant pour sa circulation beaucoup plus de métaux précieux qu'elle n'en possède.

qu'après s'être acclimatés l'un & l'autre, ils peuvent aujourd'hui se soutenir l'un par l'autre, & résister d'autant mieux aux orages.

Que, par une réaction inaperçue, ce système des emprunts volontaires a consolidé la Constitution Anglaise, comme celle-ci a consolidé la fortune des prêteurs : qu'en même temps qu'il a fait triompher au dehors l'indépendance des Anglais, & leur commerce, il a maintenu leurs libertés au dedans : que c'est depuis l'adoption de ce système qu'ils peuvent dater l'accumulation des capitaux, l'inviolabilité des propriétés, le règne des loix & le terme des convulsions domestiques, & qu'ils doivent y persévérer sans se laisser ébranler, ni par les vaines clameurs de leurs ennemis, ni par les prédictions tant de fois démenties de leurs Patriotes.

Que, comme l'a fort bien observé M. Necker, *le crédit est un des plus beaux attributs d'un Gouvernement, quand cette confiance est due à sa conduite & à sa bonne foi ;—que celui de l'Angleterre repose sur des bases si simples, si claires, si fortifiées par une longue habitude, & sur-tout tellement indépendantes de l'autorité, que le maintien d'un pareil crédit doit être bien plus attribué à la Constitution du pays, qu'à l'habileté de l'Administration.* (1)

Que, plus la découverte de ce crédit a été utile à l'Angleterre, plus il est important pour elle d'éviter

(1) *De l'Administration des Finances de France.* Vol. III, p. 73 & 173.

d'en atteindre les dernières limites, parce que si jamais elle arrivait sur les bords de l'extrême frontière, elle n'appercevrait plus qu'un grand vuide, l'impossibilité d'accroître les contributions des peuples sans empiéter sur leur nécessaire, ou sans étouffer leur industrie.

Que, bien que l'Angleterre ne soit point encore menacée de cet avenir funeste, ses législateurs doivent l'avoir constamment devant les yeux ; & qu'il ne leur est point permis de s'étourdir sur le danger imminent que courrait la chose publique, s'ils s'exposaient à la nécessité d'augmenter les contributions, sans que le revenu des contribuables augmentât en même temps.

Que cependant, comme il est indubitable que des rivalités politiques & les vicissitudes de l'Europe condamneront l'Angleterre à soutenir de nouvelles guerres, l'unique moyen de s'assurer la possibilité de contracter une nouvelle dette pendant la guerre, c'est de s'occuper sans relâche, pendant la paix, à avancer la liquidation de l'ancienne dette.

Que, comme cette liquidation fera baisser tôt ou tard les intérêts de la dette non liquidée, cette baisse étendra son influence bienfaisante sur tous les autres capitaux qui vivifient l'agriculture, & alimentent le commerce.

Que, s'il importe à la Nation de diminuer la dette actuelle, c'est donc bien moins pour alléger le fardeau actuel des taxes, qui est très-supportable, que pour augmenter son crédit, & se ménager dans ce crédit même un moyen infaillible de rassembler de nouveau, par la voie des emprunts, toutes les sommes dont elle

pourra avoir besoin, lorsque la défense de l'Empire l'appellera à de nouvelles luttes.

Que les deux fonds d'amortissement créés en 1786 & 1793, suffisant pleinement pour atteindre ce but salutaire, ils doivent être considérés comme l'arche sacrée du crédit, & qu'il importe de vouer d'avance à l'exécration publique, tout Ministre assez faible, ou assez pervers pour proposer d'en détourner l'emploi, sous quelque prétexte que ce puisse être.

Que, comme le crédit de la Grande-Bretagne & sa supériorité relative, consistent sur-tout dans la supériorité de son commerce, & qu'il ne s'élève aucune guerre sur le Continent, qui ne ruine quelqu'un de ses marchés en en appauvrissant les consommateurs; elle se trouve liée par son intérêt même à être la protectrice de la Paix du Continent, & par conséquent de de l'équilibre Européen.

Que si elle ne dirige son influence au dehors que vers ce grand objet, & si elle l'exerce avec modération; cette influence lui est d'autant plus assurée, que les Peuples du Continent ne peuvent redouter de sa part aucun projet de conquête; tandis que, de son côté, elle trouve une conquête assurée pour son commerce, & un nouvel appui pour son crédit, dans la civilisation & la prospérité de toutes les contrées qui offrent un débouché à ses productions.

Que pour elle, le plus sûr moyen d'éviter toute espèce de provocations & d'insultes, c'est de se mettre d'avance en état de les repousser avec l'arme de son crédit, afin de n'être jamais exposée à céder par l'é-

puisement de ses finances, avant d'avoir ôté aux auteurs de l'aggression les moyens de la recommencer de long-temps.

Que pour cet effet, elle doit marcher courageusement & invariablement vers la liquidation d'une partie de sa dette, afin qu'ayant devant les yeux la certitude qu'elle pourra l'augmenter pendant la guerre, de tout ce dont elle l'aura diminuée pendant la paix, ses rivaux ne puissent plus se bercer de l'idée qui les a tant égarés depuis un siècle, l'idée que la plus légère augmentation de sa dette renverserait l'échafaudage artificiel de ses ressources & de son crédit.

Qu'enfin, si les Anglais sont suffisamment pénétrés des trois grandes vérités suivantes, savoir;—que l'argent est le nerf de la guerre;—que le crédit est la mine la plus féconde de l'argent;—que le bas intérêt est la manière la plus avantageuse d'exploiter cette mine, & le plus grand moteur de toutes les entreprises utiles; ils peuvent se glorifier d'avoir découvert dans le crédit, dans ce domaine inconnu des anciens, un trésor infiniment plus précieux que les mines du Mexique; & qu'aussi long-temps que le crédit de leur Nation restera intact, elle pourra le présenter fièrement à ses amis & à ses ennemis comme un trésor politique, que “ni les vers ni la rouille ne peuvent ronger, & que les brigands ne dérobent point.”

*Page
65 Position*

